SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

D. MOTHÉ : Les ouvriers et la culture.

Jean-François LYOTARD : L'Etat et la politique dans la France de 1960.

Sherwood ANDERSON : Lève les yeux.

DOCUMENTS

Les kibboutz en Israël.
Un exemple d'industrie à l'américaine.

LE MONDE EN QUESTION

Les actualités : La grève du 1er février dans une école - « Pourquoi nous n'avons pas participé à l'arrêt national du travail » - Une grève sauvage en Angleterre - Fin de la grève de l'acier aux Etats-Unis - « La bonne vie » - « Tragique méprise ...il l'avait pris pour un blouson noir » - Répression de l'antisémitisme et répression de la jeunesse.

Les masses africaines et les plans européens de décolonisation - Entretien avec un Martiniquais - A propos de « *Come back, Africa* ».

Volume V (12e année)
Avril - Mai 1960

N° 30

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

42, rue René-Boulanger, PARIS-X^e^

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — F. LABORDE — D. MOTHE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	3 N.F.
Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

Volumes déjà parus (I, n^os^ 1-6, 608 pages ; II, n^os^ 7-12, 464 pages ; III, n^os^ 13-18, 472 pages : 5 N.F. le volume. IV, n^os^ 19-24, 1 112 pages : 10 N.F. le volume.

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure	1,00 N.F.
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	0,50 N.F.

Les ouvriers et la culture

Le texte de D. Mothé publié ci-dessous ne prétend pas apporter une « réponse » au problème de la culture, de sa relation avec les travailleurs, de son avenir dans une société socialiste. Mais, décrivant la critique de fait que le prolétariat exerce de la culture contemporaine — qu'il lui soit hostile, qu'il l'ignore ou qu'il tente d'y participer pour des raisons « mauvaises » du point de vue de cette culture elle-même, — il offre le seul point de départ possible pour une discussion du problème, à laquelle nous comptons consacrer plusieurs textes dans les numéros à venir de Socialisme ou Barbarie.

SITUATION CULTURELLE DU TRAVAILLEUR.

La technique, la connaissance d'un métier, la connaissance en général ont eu dans toutes les sociétés un objectif social. On apprenait et l'enseignement avait pour but de servir la communauté, aussi bien la famille que le clan ou la tribu. Aujourd'hui la technique et les connaissances qu'on apprend à la majorité de la population ne servent pas la société ; ce sont des connaissances artificielles.

Prenons des exemples : l'Africain qui construit une pirogue a appris la technique de creuser les arbres. Il a consacré une grande partie de sa vie à l'apprendre. Il a d'autre part consacré une autre partie importante de sa vie à confectionner d'autres objets domestiques. Son existence est liée à ses connaissances. Il a appris tout ce qui lui était vital, tout ce qui lui servait à vivre. Son existence et ses connaissances, sa vie quotidienne, ses gestes et sa vie intellectuelle sont intimement liés et se confondent.

Passons à l'OS sur sa machine. Il a appris ce qu'il fait 10 heures par jour en une heure de temps. En supposant qu'il reste OS toute sa vie, il n'aura plus rien à apprendre dans son existence de travailleur, c'est-à-dire la majeure partie de son temps. Il aura beau avoir la TV, aller au cinéma, avoir une automobile, manger à sa faim, il aura

une vie infiniment inférieure à celle de cet Africain qui fabriquait sa pirogue. Il travaillera comme un automate, fera des gestes machinalement ; sa vie intellectuelle, s'il se fait violence pour en avoir une, devra se porter sur des connaissances complètement extérieures à sa vie, à son travail. Il devra apprendre des choses qui ne lui serviront pas pendant la période de temps qu'il donne à la société.

Une première constatation en découle : dans le premier cas, l'expérience quotidienne que fait l'Africain a une valeur intellectuelle et éducative ; dans le deuxième cas, l'expérience quotidienne de l'OS est la négation de l'intelligence; non seulement elle n'a aucun effet éducatif, elle a au contraire des effets démoralisants. Un vieil Africain aura appris toute sa vie, aura pu enrichir sa technique, ses connaissances ; l'OS à l'âge de la retraite aura pendant toute sa vie de travailleur appris seulement pendant quelques heures la technique de son travail.

La société capitaliste puise dans cette réserve inutilisée d'intelligence. Chaque fois que la technique de la production change, et elle change de plus en plus souvent, chaque fois que les chaînes sont transformées, les machines modifiées, les fabrications bouleversées, alors on prend l'OS, on l'adapte à un autre travail, à une autre technique. Ce dernier devra pendant toute sa vie d'ouvrier attendre que les bouleversements techniques viennent le sortir de son travail d'automate pour le remplacer par un autre travail d'automate. A l'OS on ne demande de penser que pour s'adapter à un travail où il ne devra plus réfléchir.

Si les ouvriers se contentaient de cet état, il est évident que notre société serait une société d'arriérés mentaux. S'il n'en est pas ainsi, c'est tout simplement parce que les hommes réagissent et que leur constitution s'oppose à cela.

Que se passe-t-il donc ?

Eh bien l'OS, 10 heures sur 10 fait marcher son intelligence pour autre chose que son travail, réfléchit comment il va pouvoir passer au mieux son temps, essaie d'avoir du temps libre pour communiquer avec ses camarades. Il essaie de briser la monotonie, joue, fait des farces, lutte contre la maîtrise, imagine ce qu'il fera quand il sera sorti de l'usine, etc.

Dans l'atelier ce besoin perce à toutes les occasions. Les travailleurs essaieront pour un oui ou pour un non de faire fonctionner leur intelligence, d'apprendre, de connaître de nouvelles techniques, de s'approprier de nouvelles connaissances. Les discussions les plus hétéroclites auront lieu, on parlera sport, politique, voiture, jardinage, n'importe quoi pourvu que l'échange permette de combler ce grand trou que la société capitaliste ne peut combler.

Mais surtout, la vie intellectuelle du travailleur commencera ou tendra à se manifester dès qu'il aura pointé son carton et qu'il franchira les portes de l'atelier. Il

essaiera de faire fonctionner son cerveau, mais souvent un autre obstacle se dressera devant lui : la fatigue physique qu'il a accumulée dans la journée.

Alors en désespoir de cause il attendra le samedi et le dimanche et essaiera enfin pendant ces deux jours d'être un individu complet. Sorti de son travail il essaie souvent de se replonger dans un monde totalement différent, il essaie d'imiter la vie de l'Africain qui construit sa pirogue. Ce même ouvrier à qui l'on explique tous les jours la supériorité de sa civilisation n'aspire qu'à une chose, c'est d'imiter le mode de vie de ceux qu'on lui présente comme des primitifs ou des sauvages.

Mais cette vie sera artificielle et même avec l'aide de son imagination il ne pourra être satisfait. Le pêcheur n'attrapera plus des poissons pour se nourrir, le chasseur chassera en essayant de tuer plus de gibier que son voisin, mais pas pour se défendre contre les bêtes sauvages. L'amateur de montagne marchera, escaladera non plus pour se déplacer d'un endroit à un autre mais pour éprouver sa force et son intelligence. Le bricoleur fabriquera ses objets personnels plus souvent pour exercer une activité créatrice que pour consommer ces objets eux-mêmes.

Combien de bricoleurs passent leur temps à confectionner des objets qu'on trouve sur le marché à des prix ridicules ! Ceux qui achètent des voitures plus pour les réparer que pour se faire transporter...

Tout cela, ce sont des activités humaines, des activités de remplacement. Bien qu'elles soient considérées souvent en dehors des activités culturelles proprement dites, elles font partie des loisirs et sont des activités qui ont un caractère de substitution certainement plus grand que les activités culturelles.

Ces activités de substitution se transforment chez certains en des activités complémentaires. Puisque le travail empêche toute activité intellectuelle, bien des loisirs devront combler cette lacune. Les loisirs seront consacrés presque uniquement à faire fonctionner son cerveau, à apprendre, à étudier. C'est cela que la société appelle la culture et les loisirs.

La technique dans la production consistera à chercher les meilleures façons de se débrouiller, de se ménager certaines habitudes, un certain confort. Pour la plupart on s'installe dans la production comme dans son ménage, de façon à y vivre le mieux possible. Une fois installé l'ouvrier n'apprend plus rien, il végète, il produit sans y penser. Cette situation, il essaie de la changer dans ses loisirs.

Pour beaucoup de jeunes qui font du sport ou qui se livrent à des activités culturelles, une partie des loisirs consiste à apprendre quelque chose. On fait dans les loisirs ce qu'on ne peut pas faire dans le travail, on apprend, on

se perfectionne, on étudie la technique du sport et de la culture.

La vie de ces ouvriers se trouve ainsi partagée en deux parties bien distinctes. Dans une partie du temps on travaille, dans l'autre on se réalise ou on essaie de le faire.

Si on regarde avec un peu de recul, cette société nous apparaît comme une communauté de fous. On y voit des gens qui passent la plus grande partie de leur temps enfermés dans des usines à se lamenter et qui, dès qu'ils sont sortis de l'usine commencent à faire des choses qui peuvent paraître sans beaucoup plus d'intérêt et pour lesquelles ils se passionnent.

A première vue pousser une lime avec les mains ou pousser un ballon avec les pieds sont deux activités qui n'ont pas en soi beaucoup de différence. Dans la société actuelle ces deux activités sont considérées par ceux qui les pratiquent comme essentiellement différentes. Pousser un ballon du pied sous la pluie sans que cela rapporte un centime est considéré par les footballeurs comme la chose la plus agréable qu'ils font dans leur vie.

Celui qui marche pendant des heures sous un froid glacial dans la neige et qui risque sa vie pour atteindre le sommet d'une montagne considère que son sort est infiniment plus enviable que lorsqu'il se trouve dans son bureau bien chauffé à aligner machinalement des chiffres.

Celui qui fait du judo ou de la boxe a plus de satisfaction à recevoir des coups et à risquer une blessure qu'à être à sa machine à faire des pièces. On pourrait multiplier les exemples. Tout ce que nous voyons tous les jours, toute notre activité pourrait dans ce sens paraître absurde et démentielle au premier ethnologue papou qui débarquerait dans cette société capitaliste.

Donc à première vue, ce n'est pas parce que le travail est plus dur physiquement ou intellectuellement que le sport ou la culture qu'il est honni par les travailleurs. C'est plutôt le contraire. Le travail est physiquement et intellectuellement une activité beaucoup plus facile, beaucoup moins pénible que la technique du football ou celle des échecs. La différence entre les activités productives et les activités de loisir est en général de cet ordre. La technique du travail est beaucoup plus facile que celle des loisirs et pourtant le travail est incontestablement plus inhumain, plus atrophiant, plus honni que n'importe quelle activité culturelle et sportive.

Apprendre la sidérurgie est un jeu d'enfant à côté de l'histoire de l'art. Pourtant des foules de gens et de travailleurs s'intéressent à cette dernière bien qu'elle ne leur rapporte rien et qu'elle les fatigue dans la mesure où ils sont obligés d'apprendre des choses en dehors de leurs heures de travail, c'est-à-dire sur leurs heures de sommeil et de repos.

Mais ces mêmes travailleurs qui ont une activité culturelle ou sportive seront certainement choqués si vous leur dites qu'il pourrait exister une société dans laquelle le travail ne serait pas une contrainte « S'il n'y a pas de chef personne ne travaillera » disent-ils. Le même individu qui dit cette phrase s'épuise dans des activités extra-productives bien qu'il n'y soit contraint par personne.

Les individus apprennent seulement pendant une partie de leur vie. Les écoliers, les étudiants, les apprentis apprennent à temps plein ; mais lorsqu'ils sont intégrés dans la production ils apprennent entre 1 à 5 pour cent de leur temps de travail. Un ouvrier à la chaîne apprend 0,01 pour cent, un technicien ou un chercheur apprend 10 pour cent de son temps.

Quand cet ouvrier pratique le football il apprend à 60 pour cent de son temps pendant l'entraînement. Celui qui se passionne de théâtre apprend dans la même proportion, celui qui conduit sa voiture, qui répare son poste de télévision, celui qui fait du ski, celui qui campe, celui qui pêche, celui qui chasse, qui joue au bridge, qui collectionne des timbres, le colombophile, le peintre du dimanche, le bricoleur, le passionné d'art lyrique, celui qui jardine. TOUS, apprennent infiniment plus de choses dans la technique du sport, du jeu ou de la culture qu'ils n'apprennent en travaillant.

C'est parce qu'ils deviennent à la fois des individus qui font fonctionner leur cerveau et des individus actifs qu'ils préfèrent s'adonner à ces occupations et y dépenser leur temps et leur argent.

Les historiens qui décriront la société capitaliste montreront aux hommes des générations futures que cette société avait créé un « jour de supplice » pour les travailleurs. Ils décriront le lundi avec toute la tristesse qu'à ce jour pour tous ceux qui ont pris pendant un ou deux jours l'habitude d'être d'autres individus et que l'on oblige à retomber dans la production.

Peut-être certains iront-ils jusqu'à affirmer que la société capitaliste était devenue si barbare et si inhumaine pour les travailleurs qu'elle avait fini par inventer les week-end pendant lesquels les travailleurs pouvaient faire autre chose que produire et même avoir l'illusion qu'ils n'étaient plus dans la même société et qu'ils ne faisaient plus partie de ce monde.

La société avait créé, diront-ils, le lundi pour humilier et pour faire souffrir les millions de travailleurs. Mais aucun historien ne pourra décrire l'atrocité de ces milliers de lundi qui déchirent les travailleurs et les emplissent de tristesse, de ce jour qu'ils ne supportent qu'à cause du samedi et du dimanche.

Ils devront aussi décrire comment tous les jours de

travail auront miné les travailleurs jusqu'à écraser certains sous leur activité routinière et leur faire dire le lundi « je me suis emmerdé dimanche ».

Il n'est pas rare d'entendre dire que le monde dominé par l'argent a réussi à déformer les individus à tel point que ces derniers n'agissent qu'en fonction du gain.

Souvent on prend l'épicier, le paysan, les classes moyennes pour montrer que toute leur vie est orientée vers une seule chose : « gagner de l'argent », accumuler des richesses. Toute l'activité de ces couches sociales est dominée par cet objectif. La littérature, de Balzac à Zola, et même la littérature moderne n'ont pas cessé de montrer cet aspect.

La société industrielle a modifié cette orientation pour une couche de plus en plus grande de la population : pour les travailleurs.

Il est difficile aujourd'hui de comparer l'activité intellectuelle d'un ouvrier et celle d'un paysan ou de monsieur Grandet. Le paysan qui essaie d'accumuler des richesses a une certaine latitude personnelle. Il peut réfléchir à ses marchés, combiner ses achats, modifier ses cultures, etc. Le prolétaire pour gagner de l'argent doit attendre 10 heures dans l'usine, doit attendre une semaine ou une quinzaine pour être payé ; son activité intellectuelle ne peut pour ainsi dire pas l'aider à gagner plus. Il doit attendre. Si son activité intellectuelle est liée à celle de l'argent, il faudra qu'il essaie de crever le plafond des normes, qu'il essaie de fayoter pour avoir une place meilleure, mais ces activités ne favorisent pas les meilleurs. Crever les normes ou fayoter ne demande pas une activité cérébrale particulière.

Le paysan qui a réussi un bon marché, qui a rusé pour s'enrichir, peut y trouver une satisfaction et se dire que la richesse est liée à son intelligence, à ses manœuvres, à ses astuces.

Tandis que l'ouvrier ne pourra absolument pas tirer de satisfaction de ce genre. Pour gagner plus l'ouvrier devra s'opposer à la communauté des autres ouvriers, se faire traiter de « salope », avoir des inimitiés, se fatiguer un peu plus, s'aplatir, s'humilier un peu plus et c'est tout. Voilà l'activité qui peut le conduire, en tant qu'individu, à une augmentation de salaire.

Donc si l'activité des travailleurs était fonction de l'argent on aurait dans la société une multitude d'individus s'entre-déchirant, se combattant, et n'arrivant même pas à obtenir ce qu'ils veulent puisque seule une infime minorité pourrait bénéficier de la promotion.

Si les travailleurs veulent gagner plus d'argent ils doivent se poser des problèmes infiniment plus compliqués que celui du paysan. Ils doivent s'organiser et lutter collectivement. Toute leur activité intellectuelle sera une activité

sociale. Tandis que l'activité intellectuelle du paysan qui réussit à vendre sa vache plus cher que celle de son voisin, reste une activité intellectuelle personnelle. Mais la seule activité intellectuelle sociale qui rapproche l'ouvrier moderne de l'Africain est une activité qui s'oppose à la société capitaliste et qui tend à rapprocher les travailleurs entre eux.

La course vers la richesse, ou plutôt le désir des travailleurs de s'approprier plus de richesse, suppose une activité qui en elle-même est une activité positive, est une activité intellectuelle très élevée. Pour s'en convaincre il suffit d'assister à une grève pour voir aussitôt les travailleurs se réaliser, modifier totalement leur comportement, devenir des hommes heureux.

« L'amour du gain » est donc lié tellement aux problèmes sociaux pour les travailleurs que cet objectif en lui-même suppose une activité totalement différente de celle des autres couches de la société. Cet objectif en entraîne automatiquement un autre : l'objectif de l'organisation. Si les travailleurs discutent salaires ce n'est plus en évaluant ce qu'ils devraient gagner, mais c'est en cherchant comment s'y prendre pour gagner plus, comment s'organiser, comment lutter.

SOLUTION : LA CONSOMMATION DE LUXE.

T..., contremaître, a une auto, une Dauphine. Tous les midis il vient la regarder. Il essaie d'entraîner un collègue et pendant 15 à 20 minutes il parle de sa voiture.

Que dit-il ? Il parle. Il est inépuisable. Il admire, il aime la voiture. Une grande partie de sa vie et de ses loisirs sont destinés à sa voiture, une partie de ses loisirs sont destinés à s'occuper de sa voiture. Il est sûr de lui. J'ai dit qu'il est contremaître. Quand on le rencontre, nous ouvriers, on sait à son regard qu'il est chef ; et pourtant il s'apitoie, il n'est plus qu'un enfant devant sa Dauphine que des O.S. ont fabriquée.

Sa voiture c'est sa médaille, c'est son galon de contremaître ; il pense que c'est grâce à sa voiture que dans la rue et le dimanche on peut juger qu'il est contremaître et c'est là qu'il se trompe. La médaille de contremaître, l'ouvrier qui est sous ses ordres s'est privé pour l'acheter aussi et le dimanche si, dans les rues de Paris, les Dauphines du contremaître et de l'O.S. s'arrêtent côte à côte au même feu rouge, celui qui en jouira le plus ne sera pas le contremaître. Il se sentira frustré et certainement pensera que le monde est injuste.

. . . . . .

Le frère de mon copain a une voiture. Le dimanche,

lui, sa femme et sa fille dans la Dauphine vont manger dans un restaurant situé à 100 ou 150 km. de Paris.

Le lundi il demande à son frère :

— Où as-tu été ?

— ...

— Moi j'ai été à Orléans, à Dreux... nous avons été au restaurant.

Il a été, lui, où vont les bourgeois. Pendant une journée il a imité son chef, il a franchi la barrière. Son frère me dit qu'il s'est emmerdé à les imiter. Il s'est transformé pendant un dimanche en bourgeois et le lundi il est aussi triste que nous.

Les loisirs c'est changer sa condition ; ne plus être un subalterne, être mêlé aux cadres, vivre comme dans des films ou les romans. Souvent, c'est s'ennuyer.

Son frère me dit :

— J'achète une tente pour sortir avec ma femme et mes gosses. Pendant deux ans mes frères me regardent, un peu méprisants. Puis ils se décident. Ils achètent un matériel de camping supérieur au mien. La tente est plus grande, le matériel plus confortable, tout est mieux. Ils vont camper et ils s'emmerdent...

— J'achète un frigidaire. Plusieurs mois après, mon frère en achète un plus grand, mais comme il est plus mal logé que moi il est obligé de le mettre dans sa chambre. Il est satisfait d'avoir un frigidaire plus grand que le mien, mais pour rentrer dans sa chambre on est obligé de faire des acrobaties. Le frigidaire de mon frère l'empêche de mettre son pantalon.

Tous après le travail se lancent dans les loisirs. Chacun essaie de trouver après son travail ce qui lui manque, chacun essaie de se réaliser et c'est la cohue, la bousculade ; la plupart retombent dans les mêmes contradictions.

Beaucoup utilisent leurs loisirs et leur temps de libre non pas pour se détendre, mais souvent pour prendre une revanche sur leur condition sociale.

Le monde est un monde hiérarchisé et concurrentiel ; eh bien, le dimanche on se fabrique un personnage artificiel mais bien situé sur l'échelle hiérarchique, un personnage qui n'est plus un subalterne.

La condition sociale s'évalue pour les autres par les biens de consommation ou le mode d'existence.

Combien d'ouvriers préféreront attendre pour acheter des marchandises d'avoir suffisamment d'argent pour acheter les marchandises de meilleure qualité. La qualité des biens de consommation c'est le symbole de la richesse.

Combien ne disent-ils pas qu'ils préfèrent rester chez eux plutôt que d'aller en vacances et se conduire comme des gens pauvres. Combien vous diront la joie qu'ils ont eu à se mélanger aux autres couches de la société, d'avoir

été dans un grand restaurant, le grand hôtel, et de s'être confondus avec les bourgeois. Certains même poussent la joie jusqu'à faire scandale pour prendre leur revanche.

Le choix des loisirs et de la culture ne peut être compris que dans cette optique. Pour la société actuelle, les loisirs et la culture sont le complément donné aux gens pour se libérer, pour se défouler ; c'est la thérapeutique, mais comme tout médicament il est artificiel et il n'est pas curatif. Les morphinomanes de la culture et des loisirs retombent très vite dans les contradictions du monde qu'ils veulent fuir.

Ch. a une voiture. Il vit à l'hôtel, il est P1 mais à voir sa voiture on le croirait au moins chef d'atelier. Il s'est acheté une « Vedette » avec laquelle il vient à son travail.

Cette voiture lui impose pas mal de servitudes sans parler des dépenses qu'elle entraîne ; il est obligé le matin de se lever plus tôt que s'il venait par le métro pour pouvoir garer sa voiture près de l'usine. Lui qui pointait au dernier moment, arrive maintenant trente minutes avant l'heure à l'atelier. Puis le soir il prend sa voiture et doit faire des acrobaties pour se sortir des embouteillages.

Le dimanche il ne va pas loin. En vacances il va dans son village d'origine et ne se déplace presque pas. Pourquoi a-t-il une voiture ?

C'est une chose que l'on comprend dès qu'il vous emmène en voiture. Tous les soirs il juge à haute voix les autres conducteurs. Il les engueule s'il pense qu'ils font des fautes. Il minute son temps et devient intarrissable sur le sujet circulation. A l'atelier il ne manque pas de signaler si une voiture l'a doublé à droite, si un conducteur n'a pas respecté la priorité.

Il parle beaucoup voiture avec d'autres. Lui si calme, se passionne, se transforme grâce à sa Vedette. La voiture lui sert beaucoup plus pour meubler ses conversations, pour l'occuper que pour le transporter. Il a acquis un objet et s'en sert comme les femmes se servent des bijoux. Sa voiture est un joyau et comme tel c'est un symbole, c'est le symbole de la richesse. Ce symbole le satisfait. Mêlé au flot des voitures dans les rues de Paris, qui pourrait croire que Ch. est P1 ? Là Ch. devient un automobiliste, son matricule Renault s'est changé en numéro minéralogique.

Au volant il se réalise vraiment. Toute la journée il a les manivelles à la main, mais il n'apprend plus rien dans son travail. Il ne peut que suivre la routine, il ne détermine presque rien. Dans sa voiture c'est différent, il est devenu un homme qui commande son moteur, qui, par une légère pression du pied peut faire augmenter la vitesse, s'arrêter, éviter un passant, occasionner un accident. Pour ces deux raisons Ch. est satisfait 1/2 heure par jour : 1/4 d'heure pour venir, 1/4 d'heure pour retourner chez lui.

Ch. dépense du temps, de l'argent pour cette sensation

journalière, pour se croire un autre homme 1/2 heure par jour plus le samedi et le dimanche. Pour le moment Ch. est convaincu qu'il n'y a qu'une Vedette qui puisse lui procurer ce sentiment de ne plus être un matricule. Sa Vedette remplit en grande partie ses besoins culturels et ses occupations. Il se documente sur la voiture et apprend empiriquement à conduire et à se conduire avec elle. Il apprend, il comprend, il est actif, il bricole aussi sa voiture, son attitude n'est pas passive. Il préférera comprendre et arranger son embrayage que d'aller voir « Les Caprices de Marianne » *au TNP. Il en tirera infiniment plus de joie.*

L'acquisition de nouvelles richesses peut être une sorte d'activité parallèle à l'activité productive des travailleurs. Mais cette course à de nouvelles richesses n'a pas de limite.

Dire aujourd'hui que le prolétariat n'a plus l'esprit de classe parce qu'il jouit d'une voiture ou d'une TV est une absurdité. Croire qu'il puisse exister un niveau de richesse qui paralyse ou satisfasse les individus n'a pas de sens. Tout d'abord parce que cette course aux richesses n'a pas de limite, elle est relative. La course aux richesses est pour ainsi dire la seule morale de la société. On travaille pour un salaire, on s'élève dans la hiérarchie sociale par un plus grand salaire. Tout dans la société est caractérisé par l'argent et par les richesses. Le symbole de la réussite et de la considération c'est l'acquisition des richesses de la société.

Ceux qui auront une 4 CV voudront obtenir une Dauphine, puis une Versailles, puis une Jaguar, etc.

Les travailleurs sont prêts à se battre non pas pour manger mais pour obtenir les richesses dont jouit la bourgeoisie, et penser qu'il existe une limite à ces richesses au-delà de laquelle les travailleurs sont satisfaits tandis que la bourgeoisie n'a pas de limite dans la convoitise n'a pas de sens.

L'idéal que la société donne aux individus c'est la « tranquillité ». Ce qui importe c'est de se tailler une place dans la vie où on ne s'emmerde pas trop : « être pénard ». Etre pénard, qu'est-ce que ça veut dire ? Acquérir tout le confort nécessaire pour satisfaire ses besoins ; avoir un frigidaire, une automobile, un bel appartement, la TV. Etre pénard c'est aussi avoir un travail régulier avec l'assurance d'être payé à chaque quinzaine. L'idéal que nous offre la société c'est celui-là et ceux qui parviennent à acquérir peu à peu ces deux choses devraient se sentir pleinement satisfaits.

Un ouvrier P3 dont la femme travaille et qui habite la région parisienne peut acquérir cela. Quand il rouspétera et se battra « pour le beefsteack » on lui dira : « De quoi vous plaignez-vous ? Vous n'êtes pas malheureux ». Cette

partie des travailleurs qui se balade en voiture, qui utilise le confort que la société produit est une partie seulement de la classe ouvrière. Ce sont les ouvriers qualifiés les mieux payés et ceux qui vivent dans les zones favorisées. Dans les villes industrielles du Nord ou de l'Est ou les petites villes du Midi de la France même les ouvriers plus qualifiés doivent souvent vivre comme vivait leur arrière-grand-père. Cette différence de condition de la classe ouvrière fait justement donner à certains ouvriers les plus favorisés ce sentiment de réussite. Un travailleur qui transformera au cours de quelques années son mode d'existence aura l'impression d'avoir fait quelque chose, d'avoir vaincu des forces qui s'opposaient à son bien-être. Il pourra avoir d'autant plus ce sentiment si ce n'est qu'une partie des travailleurs qui réussit à se payer la voiture, le logement et la TV. Il partira à la conquête de ces richesses avec peut-être le même sentiment qu'un bourgeois du XIX^e^ siècle qui se taillait une place dans la société concurrentielle.

Mais notre ouvrier une fois atteint le frigidaire et la Dauphine n'aura plus qu'à favoriser ses enfants s'il en a, leur procurer le confort qu'il a dû acquérir lui-même et enfin attendre patiemment la retraite. Mais la génération de ses enfants n'aura certainement pas les mêmes problèmes à résoudre et en arrivant à l'âge de raison la voiture et le frigidaire leur seront des objets aussi familiers que l'est aujourd'hui le fourneau à gaz.

Revenons à ce ménage d'ouvrier favorisé.

Celui-ci peut sentir très rapidement la superficialité de cette conquête des richesses ; cela peut très vite le lasser, ou bien, il peut n'y trouver qu'un goût très restreint. Mais il peut y trouver aussi une satisfaction et cette satisfaction ne sera pas qu'il jouisse tous les soirs en s'installant au volant de sa voiture, ce sera le fait qu'il a acquis cette voiture par son travail et son intelligence. La voiture deviendra un objet plus personnel dans la mesure où le nombre d'ouvriers possesseurs de voiture est limité. Il comparera sa condition à celle des travailleurs plus défavorisés. Il pourra invoquer une quantité d'arguments prouvant que sa situation dépend de *lui*. Il se situera donc dans cette hiérarchie sociale et regardera les richesses qu'il a acquises comme les symboles de son poste, de sa place dans l'échelle hiérarchique, il jouira de sa voiture par rapport à ce qu'elle représente dans la société et non par rapport aux services qu'elle lui rend. Quel est l'individu qui pourrait s'énorgueillir aujourd'hui d'avoir un appareil photo ? de jouir de cet appareil photo ? L'appareil est considéré comme un objet utile pour faire des photos, on s'en sert pour cette fin et on le laisse dans un coin quand on ne veut pas faire de photos.

Mais avoir un appareil de marque est différent, on le montre aux amis, on le porte partout, on ne s'en sert pas

seulement pour faire des photos mais pour l'exhiber, pour le montrer comme une marque de richesse, une marque de réussite, parce que l'appareil est un objet rare et on se personnalise en l'acquérant.

Les taudis, les ouvriers mal payés, les quartiers Nord-Africains, les manœuvres, les balayeurs, en un mot le prolétariat surexploité, la plus basse catégorie de travailleurs avec son mode d'existence et sa misère, tout cela donne souvent, il faut le dire, un sentiment de supériorité à certains travailleurs qui sont sortis de cette couche.

Cette hiérarchie au sein du prolétariat même est un facteur de stabilité. Pas mal d'ouvriers appartenant aux couches les plus favorisées trouvent une satisfaction dans leur existence, — non pas dans la voiture ou la machine à laver —, mais dans le fait que derrière eux il y a toute une catégorie de travailleurs qui ne peuvent pas jouir de ces richesses et qu'eux-mêmes ils ont dû attendre et peut-être lutter pour les acquérir.

L'acquisition de richesses, la consommation de luxe si elles constituent un idéal pour les travailleurs sont appelées à être un idéal toujours insatisfait. Seule une petite catégorie peut avoir un statut privilégié et se juger par rapport à ceux qui ne sont pas favorisés.

LES ACTIVITES CULTURELLES.

Ernest a plus de 40 ans, c'est un ouvrier cultivé.

Il y a une chose qui singularise Ernest vis-à-vis des autres, c'est son érudition. Ernest a collectionné son savoir avec autant de minutie qu'il en met à fabriquer ses pièces. Il a rangé soigneusement tout son savoir, et sa mémoire qui n'est pas mauvaise lui sert à repêcher ses connaissances chaque fois que l'occasion se présente.

Quand dans nos discussions nous nous heurtons aux limites de notre culture il y a toujours l'un d'entre nous qui propose d'aller demander à Ernest.

Ernest répond avec beaucoup de bienveillance aux questions avec les dates et les chiffres à l'appui et avec, par-dessus le marché, deux ou trois anecdotes se rapportant à la question.

La spécialité d'Ernest est la marine. Pour tout ce qui concerne les bateaux Ernest est imbattable.

Quel est le nom de l'avant du bateau ?

Ernest répond : « La partie avant d'un bateau... » Il emploie des formules précises qui ressemblent à celles du dictionnaire et se met aussitôt à donner les différents aspects du problème. Puis quand l'explication est terminée il ajoute immanquablement : « à ne pas confondre avec... » et suit une explication détaillée sur la chose qu'il ne faut pas confondre et qui est différente d'une troisième qu'il énumère sans se faire prier.

Ernest n'a jamais été marin, il a toujours été ouvrier; il est P2 chez Renault et y restera jusqu'à sa mort. La culture d'Ernest l'aide à rêver et à penser à autre chose devant sa machine. Il aimerait utiliser ses connaissances et puisqu'il ne peut le faire il n'a plus que la ressource d'être considéré comme le petit Larousse par les autres. C'est une maigre compensation pour toutes les choses qu'il a assimilées. Il en a conscience et avec les ans il s'aigrit de plus en plus.

Ses connaissances l'aident à philosopher, chose qu'il fait volontiers. Il dit souvent :

— Tu crois que c'est passionnant ce que je fais ?

Et il fait suivre cette remarque d'une réflexion pessimiste sur la condition de l'homme. Sa remarque n'est jamais faite sur un ton larmoyant, mais un ton gouailleur, cynique ou fataliste.

D. est très pris par la culture. Il a vu beaucoup de pièces de théâtre. Il a lu beaucoup de choses, aussi bien dans le Larousse que dans les livres qui lui sont tombés sous la main. Depuis que son fils est en 6e au lycée il se passionne de toutes les matières. Il a assisté à un nombre impressionnant de conférences, aussi bien sur l'art que sur l'astronomie, en passant par la géographie et la technique. D. est un passionné de culture, rien que ce mot allume son regard. Et pourtant malgré tout le mal qu'il se donne, D. ne se souvient pas de beaucoup de choses et ce n'est vraiment pas de sa faute. Il mélange la distance de la Lune au Soleil avec celle de la Terre à Mars. Il ne se souvient plus comment s'appelait le frère de Louis VI et se perd dans toutes les reines qui se sont appelées Anne ou Marguerite ou Marie. Il y a Anne d'Autriche, Marguerite de Navarre, Marie de Médicis, ce que tout le monde sait, mais le nom de leur mari s'est perdu au cours d'une conférence sur l'exploration des volcans.

D. est passionné de connaissances mais doit être tellement déçu de ne pas pouvoir tout emmagasiner, tellement triste de perdre des connaissances au fur et à mesure qu'il en enregistre. Toute la culture semble faite pour des surhommes et il n'y a pas de surhomme, et puisque D. est ambitieux, il en est pour ses frais.

LA CULTURE SPECIALISEE

La connaissance est à la portée de tous ; il suffit de pousser quelques portes, de sacrifier une partie des loisirs pour entrer dans ce monde particulier. La culture se présente comme une quantité de cases séparées représentant chacune une spécialité. Il y a des facilités pour chacune de ces matières : des clubs, des livres, des conférences, des

cours par correspondance, etc. Ainsi n'importe qui peut s'intéresser à n'importe quoi.

Cette constatation est le grand cheval de bataille de toutes les propagandes. Ce sont ces cercles culturels qui servent à évaluer la civilisation d'un pays ou les mérites d'un régime. On montrera les ouvriers de Stalingrad en train de monter une pièce de théâtre ou un sexagénaire américain suivant des cours à l'Université.

Dans les pays modernes la culture est à la portée de n'importe quelle main et comme toute société moderne prétend que la hiérarchie sociale est basée sur la connaissance, on peut en conclure que les plus érudits, ceux qui seront les plus cultivés, seront les plus riches intellectuellement et financièrement.

Malheureusement la réalité est différente. Chaque branche de la connaissance est hérissée de barrières qui font que ces branches ne communiquent pas entre elles.

Mais ce n'est pas le plus grave. L'autre caractéristique de ces spécialités de la connaissance c'est qu'elles s'entourent elles-mêmes de barrières qui les font s'isoler de plus en plus non seulement des autres connaissances mais aussi du monde réel. Le monde de la connaissance est un monde à part ; c'est une société où la spécialité est devenue la valeur la plus essentielle et ou tout le reste découle de cette valeur.

Pour les spécialistes de l'Art, c'est une société où les valeurs essentielles sont celles de l'Art, où toute la petite société repose sur l'Art. Donc cette société s'oppose et se moque de l'autre société réelle où tout repose sur l'Argent. Ils se moqueront des gens qui sont préoccupés par l'argent, mais se lèveront tôt le matin et courront pointer leur carton pour gagner de l'argent. Quand ils ont gagné de l'argent, alors ils se replongent dans l'autre société.

Ceux qui font du théâtre ou sont amateurs de théâtre ont construit un monde où tout est centré sur le théâtre ; c'est la société Théâtre. Le théâtre est comme la vache des Hindous : objet adoré, adulé, le langage est le langage du théâtre. Il y a des expressions en argot ou jargon de théâtre. Mais la société Théâtre est trop petite, c'est un monde qu'ils voudraient étendre, et les initiés du théâtre, comme ils savent qu'ils excellent dans la matière, voudraient bien voir agrandir leur monde. Parce que dans la société Théâtre, ils savent qu'ils ont des chances de briller, de se réaliser, d'avoir une meilleure place que dans la société capitaliste. De plus les gens du théâtre veulent une société Théâtre très large pour agrandir leur champ, pour pouvoir communiquer continuellement avec les initiés du théâtre.

Dès que la société Théâtre veut s'agrandir, on passe au prosélytisme, on fait de la prapagande pour le théâtre.

Robert Planchon vient à la sortie des usines Renault pour faire de la propagande pour le théâtre populaire. Il harangue les ouvriers et leur dit que le théâtre qu'il fait n'est pas comme les autres ; c'est un théâtre à la portée de tous.

— « *Avant il n'y avait que les bourgeois qui pouvaient aller au bord de la mer ; aujourd'hui les travailleurs ont conquis les plages. Eh bien pour le théâtre c'est pareil, il faut que les travailleurs accaparent des spectacles qui sont restés trop longtemps le privilège des bourgeois* ».

Il affirme ensuite que son théâtre est différent des autres ; n'importe qui peut comprendre.

Autour de la place il y a de grands panneaux sur lesquels sont collés des photos du théâtre de Robert Planchon. Ce sont des scènes de « Henri IV » de Shakespeare et des scènes d'une pièce de Marivaux.

Quelques ouvriers regardent ces images, d'autres sont sceptiques. La troupe Robert Planchon distribue un journal qui a pour « objectif de diffuser la culture ». En gros titre: « Y a-t-il un scandale Marivaux ? ». J'attends les réflexions ou les réactions des O.S. qui flânent. Il n'y a aucune réflexion. Tout le monde se tait. Personne n'ose émettre une opinion sur cette question de Marivaux.

Et puis, qui peut bien être Marivaux ?

Les amateurs de théâtre sont allés trop loin, ils se sont fermés du reste de la société. Le monde du théâtre pour être compris doit initier les gens non pas au théâtre mais au langage du théâtre, aux problèmes que les amateurs de théâtre ont soulevés. Les amateurs de théâtre doivent apprendre aux gens à s'initier à la vie de leur société Théâtre, à respecter les tabous, à être conformistes, dans cette société Théâtre.

On peut prendre n'importe quelle branche de la culture ; chaque fois on retombe dans les mêmes ornières.

Chaque branche culturelle tend à s'éloigner de la société, à former une autre société, mais elle tend aussi à englober l'autre société dans son propre monde et c'est là qu'elle échoue ; elle tend à se populariser et c'est justement cela qu'elle ne peut pas faire car elle s'est coupée de la société véritable. Une culture populaire ?

Un théâtre populaire ne peut pas être un théâtre qui met en scène des amoureux du XVIII[e] siècle ou des guerriers de l'époque élizabéthaine.

Un théâtre populaire ne pourrait être qu'un théâtre qui mettrait en scène des problèmes du peuple.

Une culture populaire ce n'est pas la vulgarisation de toutes les connaissances qui existent. Une culture populaire c'est la connaissance de choses qui ont un rapport direct avec la vie du peuple. Et s'il n'y a pas de culture populaire c'est que toute la culture en général ne tend pas à s'attacher aux problèmes réels de la société.

Au contraire elle tend à s'en éloigner pour se protéger, pour créer un monde factice et pour revenir, toute harnachée de son armure et de son bouclier se présenter au peuple et dire :

— « Venez à moi, venez dans mon enceinte ».

Et pourquoi dans cette enceinte plutôt que dans une autre ? Pourquoi consacrer son temps au monde du théâtre plutôt qu'à celui de la musique, de l'art, de l'alpinisme, de la colombophilie, de la religion ou de la pêche ? Pourquoi ?

LA CULTURE ECARTELEE OU LA CULTURE QUI A GRAVI LES ECHELONS DE LA SOCIETE.

La société dans laquelle nous vivons est une société figée. Les fils de bourgeois font des études ou prennent la suite de leurs parents. Ils ont 90 chances sur 100 de devenir bourgeois. Les places dans la société leur sont réservées dès leur naissance. Ils peuvent prolonger leurs études et se cultiver.

La classe ouvrière a elle aussi sa place réservée dans la société. Un fils d'ouvrier a 99 chances sur 100 de rester ouvrier. Il n'y a en France que 3 pour 100 d'étudiants qui sont fils d'ouvriers.

Le cloisonnement de la société entre bourgeois et prolétaires n'est pas une invention de marxistes attardés; et pourtant n'importe quel juriste vous dira qu'un ouvrier peut très bien devenir professeur, que rien ne l'en empêche, qu'il peut obtenir des bourses... Et si vous demandez à ce juriste les raisons pour lesquelles les fils d'ouvriers restent presque toujours des ouvriers, il vous répondra sans doute que c'est par atavisme, ou bien que les ouvriers n'aiment pas se cultiver, qu'ils aiment mieux travailler de leurs mains, que la culture et les études les rebutent.

Mais si vous lui demandez pourquoi les études les rebutent alors il vous dira peut-être que c'est parce que la culture rebute les ouvriers que les ouvriers n'aiment pas la culture, et il accusera les ouvriers et jamais la culture. Pourtant la culture et les études n'ennuient pas uniquement les ouvriers, elles ennuient beaucoup de personnes, certainement pas plus les ouvriers que les autres.

Essayons de nous placer dans la situation de ce fils d'ouvrier qui va au lycée et dont les parents sont prêts à faire des sacrifices financiers pour qu'il devienne un cadre.

Il rentre du lycée après avoir appris le latin et la littérature française. Il doit analyser les sentiments de Chimène et apprendre des poèmes où les mots français qu'il étudie sont pour lui des mots étrangers dont personne ne

se sert chez lui ; personne ne se sert de ce langage dans la rue et chez ses amis d'enfance.

On se sert de ce langage dans les livres et un peu au lycée où le professeur soigne tellement son vocabulaire qu'il fait rire les élèves. Mais ce langage est sérieux car c'est lui qui permet de passer les examens et de devenir un cadre, un chef. C'est le langage des élites.

Pourtant malheur à lui s'il essaie de s'exprimer dans la langue de Corneille chez ses parents, il se fera ridiculiser ; son père qui travaille sur une chaîne se demandera si son fils n'est pas devenu fou. Voilà comment la culture apparaîtra à ce fils d'ouvrier. Il y aura d'un côté ce qu'il apprend au lycée et de l'autre ce qu'il apprend dans la vie, ce qu'il apprend chez lui ; d'un côté les histoires qu'il entend raconter par sa mère qui fait le marché, les histoires que rapporte son père et de l'autre les histoires de son professeur. Entre elles aucun lien, aucune parenté n'apparaît, plutôt un conflit.

Il considérera soit ses parents, soit ses professeurs comme des imbéciles; il considérera soit les histoires réelles de ses parents, soit les tragédies du lycée comme ayant de l'intérêt. Il pourra difficilement concilier les deux.

Et s'il concilie ces deux mondes contradictoires ce ne sera la preuve que d'un manque de sensibilité et d'intelligence, la marque précise de l'aliénation.

Le fils d'ouvrier déjà en 6e se heurtera aux contradictions de la lutte de classes, il se heurtera à la culture comme à une chose étrangère et mystérieuse.

Plus ses études se prolongeront, plus le fils d'ouvrier sera entouré de gens étrangers à son milieu. Beaucoup de gosses de sa condition auront abandonné soit par manque de moyens, soit par dégoût de la culture. Il se trouvera de plus en plus isolé au milieu d'un monde étranger par ses manières, ses façons de vivre, ses plaisanteries ; un monde souvent hostile. Il pourra difficilement s'adapter à ce milieu, faire comme les autres, recevoir ses camarades chez lui, être reçu chez eux. Les différences sociales créeront des conflits de plus en plus grands. Il n'en restera que 3 fils d'ouvriers pour 100 élèves au moment d'aller à l'Université.

La forme de l'enseignement, la culture ont déjà été des barrières pour l'ouvrier, parmi les grandes barrières qui l'ont contraint à rester ouvrier.

Cette barrière de la culture va se dresser en face de lui pendant toute sa vie d'ouvrier. Elle sera inséparable de la notion de classe. Pour lui la culture sera celle des bourgeois.

Au lycée, à l'Université il y a les examens où le succès est basé sur les connaissances, et les examens sont des portes pour des situations données. Une fois l'Université

ou l'école professionnelle abandonnée, la promotion obéit à d'autres critères. On passe du monde scolaire au monde industriel et de la société fictive à la société réelle. L'ouvrier même en travaillant peut suivre des cours du soir, il peut passer des essais professionnels pour gravir des échelons hiérarchiques. Mais là il ne s'agit pas seulement d'examen. La promotion obéit à un grand nombre de lois totalement indépendantes de la connaissance.

1°) La loi de l'offre et de la demande :

Pour passer d'un échelon professionnel à un autre, il faut que la branche dans laquelle on travaille ait besoin de cette catégorie ou manque de main-d'œuvre. Si la demande de main-d'œuvre est plus grande que l'offre alors le P1 fera le travail du P2 tout en restant P1.

2°) La loi de la concurrence :

S'il y a plus de demandes que d'offres la loi de la concurrence interviendra. On sélectionnera non seulement ceux qui savent le mieux travailler, mais aussi ceux qui ont fait preuve de plus d'assiduité, ceux dont le comportement est jugé docile, les moins revendicatifs, etc. Le fayotage, le piston, seront les éléments principaux qui interviendront dans cette sélection.

Est-il besoin d'ajouter qu'un ouvrier au maximum de sa catégorie a, comme l'on dit, son bâton de maréchal, c'est-à-dire qu'il a atteint les plus hauts cîmes de la promotion. Un OS2 restera OS2, un P1 pourra devenir P2, peut-être P3 et c'est tout.

On voit toutes les difficultés qui s'opposent aux ouvriers pour changer de coefficient hiérarchique à l'intérieur d'une même catégorie.

Evidemment, ces difficultés sont décuplées s'il s'agit de changer de catégorie, pour qu'un OS devienne qualifié ou pour qu'un ouvrier qualifié passe dans la maîtrise ou devienne technicien.

Pour qu'un OS devienne qualifié il lui faut apprendre le métier et pour apprendre le métier il faut qu'il le pratique. Ou bien son chef consent à lui faire faire un travail au-dessus de sa qualification en le payant comme un OS pendant plusieurs mois pour qu'il s'initie au métier, ce qui est considéré comme une grande faveur, ou bien ses rapports avec la maîtrise sont mauvais pour des raisons extra-professionnelles et alors il restera toute sa vie OS.

Pour qu'un professionnel passe dans la maîtrise ou dans les bureaux techniques la chose sera encore plus compliquée. Il faudra que l'ouvrier suive des cours du soir après 9 heures de travail, suive des cours théoriques, les mathématiques, la législation sociale, etc., toute une série de matières dont il ne se sert pas et dont il ne voit pas l'utilité immédiate. Résoudre des problèmes d'algèbre en gagnant sa vie et tout en résolvant tous les problèmes qu'un ouvrier adulte doit résoudre dans sa vie, est un véritable

tour de force. C'est un prodige si on arrive à trouver de l'intérêt pour ce genre d'études abstraites.

Au bout de 3 années de cours du soir il y a des examens, il y a des « commissions »... et là encore les lois concurrentielles jouent plus que jamais. On se trouve non seulement devant toute une catégorie d'ouvriers qui veulent quitter les manivelles mais aussi devant une catégorie encore plus grande d'étudiants possesseurs de diplômes et qui veulent se caser dans les places les mieux payées.

La sélection doit donc tenir compte d'un tas d'autres considérations qui n'ont rien à voir avec les connaissances abstraites ou concrètes, mais uniquement avec les rapports sociaux.

Les barrières de classe sont des barrières qui séparent les ouvriers des cadres et ces barrières ne recoupent pas les barrières de la connaissance. Des fils de directeurs, des gens pistonnés, des fayots réussissent d'emblée à franchir ces barrières.

Pendant 3 années des ouvriers d'un atelier, dont certains adultes, suivaient les cours du soir. Tout le monde les considérait comme des originaux.

Un jour comme je questionnais l'un d'eux sur les raisons de leurs études il me dit qu'il étudiait les maths pour trois raisons :

- *la première c'est qu'il était utile de faire fonctionner son cerveau. Il trouvait nécessaire de faire de la gymnastique cérébrale comme de la culture physique, car dans son travail de tous les jours il n'utilisait pas cette partie de son anatomie.*
- *la deuxième c'est que dans l'avenir il avait peur que les ouvriers soient réduits de plus en plus à des fonctions d'OS et qu'il espérait, si cela se produisait, que ses connaissances lui permettraient de rester qualifié.*
- *la troisième raison c'est qu'il voulait montrer à son chef d'équipe qu'il en savait plus long que lui.*

Pas un ne pensait que les études qu'il faisait lui permettraient de quitter les manivelles, chose qu'ils souhaitaient pourtant tous très ardemment.

La culture, la connaissance depuis l'enfance jusqu'a la vie productive de l'ouvrier sont des matières qui ont trois caractéristiques essentielles :

— 1°) ce sont des matières abstraites sans lien avec la réalité.

— 2°) ce sont des matières qui n'ouvrent pas les barrières de classe.

— 3°) ce sont des marchandises de luxe.

COMMENT SE PRESENTE LA CULTURE DANS LA SOCIETE.

La culture dans la société est orientée dans certaines directions. Jamais société n'a consommé autant de livres, autant de spectacles — télévision et cinéma —, n'a lu autant de journaux, ou de revues, ou de romans, n'a écouté autant de musique et de chansons.

La culture populaire aujourd'hui c'est cette culture qui est consommée journellement en grande quantité par les ouvriers et les employés, qui est vendue à bas prix, et qui est favorisée et propagée aussi bien par les patrons et les sectes religieuses que les organisations ouvrières.

Plus le travail devient parcellaire, plus il devient abrutissant et sans intérêt, plus les travailleurs consomment ces marchandises qui les divertissent. Plus cette culture les éloigne de leur travail, plus ils la consomment. Plus les spectacles font rire, plus les romans impressionnent, plus les films procurent des émotions, plus ils sont populaires. La monotomie du travail a trouvé son antidote : c'est le spectacle, la lecture et le disque.

Toute une partie de la population est occupée à distraire l'autre partie qui produit des objets de consommation. L'industrie du spectacle, du cinéma, du livre occupe des millions de personnes. La société moderne a créé une industrie nouvelle, l'industrie de distraction, qui fabrique « l'art » à la demande, qui produit chaque jour à la chaîne de quoi faire rêver des millions de travailleurs de l'industrie, des millions de paysans et de bourgeois.

Si une partie des travailleurs consomme cet art, cette culture pour se distraire, une autre partie essaie de chercher dans la culture la substance qui pourra combler le vide intellectuel de leur occupation. Ils essaient de comprendre leur société, d'avoir une vision générale du monde; ils essaient de trouver une explication universelle, des choses qu'ils font, des choses qu'ils voient, des événements qui se produisent.

— Recherche de distraction,
— Acquisition de connaissances techniques capables de faire gravir les échelons hiérarchiques de la société,
— Recherche de connaissances universelles,

ce sont les trois choses souvent mêlées que les travailleurs essaient de trouver dans la culture.

Les trouvent-ils ?

Les marchandises, la culture qu'ils trouvent sur le marché et à l'aide de quoi ils essaient de satisfaire leur besoin, leur servent-elles à cet effet ? En fonction de quoi produit-on cette culture ? Est-ce la loi de l'offre et la demande qui guide la production littéraire, musicale, technique... ?

Tout d'abord la production culturelle est une industrie qui est entre les mains de la bourgeoisie, d'industriels qui produisent une marchandise bien particulière puisqu'elle est destinée à forger la conscience des travailleurs. C'est une marchandise produite par les capitalistes et qui est faite non pas réellement à la mesure du marché, mais aussi à la mesure de la société. C'est une marchandise morale ; c'est une marchandise qui doit non seulement être vendue mais remplir son objectif éducatif, c'est-à-dire faire de ceux qui la consomment des citoyens soumis à cette société.

Des industriels qui produiraient une littérature destinée à inculquer aux prolétaires l'idée de leur propre destruction est un illogisme qui pourrait être réalisé dans des sociétés en décomposition mais qui est exclu dans des sociétés policées et dictatoriales. De toute façon, pour éviter que des industriels à courte vue propagent des idées subversives l'Etat établit une censure supplémentaire, et la censure la plus efficace en fin de compte est souvent la censure de la société elle-même dans son ensemble.

Pour qu'un livre ne soit pas lu, il suffit qu'un éditeur refuse de l'éditer, il suffit que les critiques se taisent. Il suffit que la mécanique de l'industrie de la culture ne fonctionne pas ou fonctionne mal. Il suffit aussi que l'ouvrage se heurte aux habitudes prises par les consommateurs de culture qui eux-mêmes ont été déformés par tout ce qu'ils consomment.

Les fervents de lecture ne sont qu'une partie de la société ; les gens qui lisent ne sont qu'une minorité du prolétariat et la culture pour arriver à eux doit passer par le crible et par l'acceptation des gens qui lisent, par la partie cultivée. Un roman par exemple n'est popularisé, mis en feuilleton qu'après cette épreuve et cette grille ne laisse se propager qu'une partie bien particulière de la culture.

Les travailleurs trouvent sur le marché une marchandise sélectionnée. Ils trouvent des connaissances susceptibles de leur donner un rang dans la société, des connaissances qui les distraient de leur travail, et c'est avec ce qu'ils trouvent, ce qu'ils achètent, qu'ils se forment une idée universelle du monde. C'est avec ces images déjà faussées par la société qu'ils doivent reconstruire comme un puzzle le vrai visage de leur monde.

C'est avec ces images qu'ils doivent réussir à s'évader de la réalité, c'est avec ces images qu'ils doivent tenter de se frayer une place de choix dans la société.

LA CULTURE FAITE POUR SE DISTRAIRE OU LA CULTURE QUI NE SERT A RIEN.

C'est la culture la plus répandue. La population y participe en la jugeant. L'appréciation du roman, du film,

du spectacle de télé est sa seule façon de participer à cette culture.

Le chant : le spectateur n'a pas chanté, il a vu et entendu le chanteur sur une scène, un chanteur célèbre dont les journaux parlent régulièrement. Il critique le chanteur, mais même cette critique il l'a trouvée toute faite dans son journal quotidien. Il y a des spécialistes qui critiquent, comme il y a des spécialistes qui chantent. Il y a des spécialistes qui critiquent les critiques, les critiques qui se critiquent entre eux. La participation du spectateur ne sera souvent qu'un choix. Il aimera tel chanteur plutôt que tel autre, parce qu'il préfère tel critique à tel autre, et cela même, non pas à cause de sa valeur en tant que critique mais en fonction de la nature du journal qui critique. Ainsi parfois il suffit qu'un chanteur ait certaines sympathies pour un parti et ce chanteur sera jugé non pas en fonction de son chant ou de la nature des choses qu'il chante ou de sa voix, mais en fonction de ses sympathies politiques.

Les chanteurs font ainsi leur publicité en chantant gratuitement pour telle fête populaire ou telle œuvre. Ces actes sont sûrement plus importants pour eux que de cultiver leur voix ou leur technique.

Combien de fois n'a-t-on pas entendu ce genre de phrase : « Il chante bien, mais je ne l'aime pas ». Une autre fois au sujet de Picasso, un militant communiste disait « qu'il peignait bien mais qu'il ne l'aimait pas ». La critique, c'est-à-dire la participation, subit déjà une déformation.

Il y a les modes, il y a ce que dit le journal d'art, il y a ce que disent les snobs, il y a ce que disent les bien pensants.

Le jugement et la critique se font en fonction de tout cela.

Quel est l'individu assez courageux sans être snob qui osera dire qu'il ne comprend pas le théâtre classique ou qu'il y trouve les personnages ridicules ! Pour cela il faudra qu'il affronte toutes les idées conventionnelles, les milliers de mots, les centaines de critiques littéraires et presque tous les fondements de sa propre civilisation.

Se cultiver signifie apprendre un certain nombre de choses qui ne servent pratiquement à rien, si ce n'est à se revaloriser vis-à-vis des autres, c'est-à-dire pouvoir affirmer et démontrer son savoir et par cela se faire remarquer, être considéré ou même meubler ses conversations avec ses semblables. C'est cette culture-là qui est admise et développée par les journaux et les livres, que ce soit dans le domaine littéraire, cinématographique, théâtral, philosophique ou historique.

Ces sujets sont considérés comme des sujets de l'élite. La bourgeoisie en fait sa consommation courante et jour-

nalière, aussi la classe moyenne, les employés et même une partie de la classe ouvrière essaient de s'approprier cette culture pour goûter les joies de la conversation. Là c'est un peu comme le prolétaire qui essaie de s'approprier le luxe des bourgeois, de lui voler ses sujets favoris et de s'en servir. Mais si le luxe et le confort matériel offrent une certaine jouissance, il n'en est pas de même obligatoirement pour la culture.

Autrefois la bourgeoisie singeait les nobles, les imitant, essayant de s'asseoir à leur table en s'initiant à leur conversation, à leur langage. Aujourd'hui on peut dire qu'il en est un peu de même pour une partie du prolétariat qui essaie de s'initier à la culture. Mais là apparaît cependant une contradiction. Si pour les bourgeois la culture a été un signe de distinction, actuellement par contre dans la mesure où cette culture se vulgarise, se propage dans les couches inférieures de la société, cette culture n'a plus la valeur distinctive qu'elle avait autrefois. Par exemple, parler de l'existentialisme dans un salon n'a d'intérêt, même si le sujet par lui-même est lassant, que si dans cette discussion chacun peut prouver qu'il fait bien partie de l'élite c'est-à-dire qu'il est capable de dire quelque chose à ce sujet. Dès que le problème de l'existentialisme est propagé et que les midinettes en font un de leurs passe-temps favoris, à ce moment il devient inopportun pour la bourgeoisie de continuer dans cette voie. Les sujets doivent être changés. Il est à remarquer qu'il en est de même pour les mots. La culture s'entoure de remparts pour qu'elle puisse garder de plus en plus son caractère de culture privée. Cette propriété privée est entourée d'une foule d'obstacles et l'un des plus importants est celui du langage. Les mots ont leur mode comme les vêtements. Les mots connaissent une vogue et ne sont vraiment appréciés que lorsqu'ils ne dépassent pas un certain cercle. Dès qu'ils sont popularisés ils sont rejetés par les promoteurs de la culture qui en emploient d'autres. La culture est devenue ainsi une marchandise qui est créée par des spécialistes (écrivains, philosophes) et qui est consommée « neuve » par la bourgeoisie et les cercles d'intellectuels, et par la suite appropriée par les plus basses couches de la société qui s'en servent comme d'une marchandise déjà utilisée. La vogue de la culture est à quelque chose près comme la vogue des automobiles. Les premiers modèles sont consommés par les riches, et les vieux modèles et les voitures d'occasion par le prolétariat.

On voit donc que, comme pour la bourgeoisie, la culture est une marque de distinction pour le prolétariat. Mais cet aspect de la culture s'il est le seul pour la bourgeoisie n'est pas le seul pour le prolétariat, car cette culture ne peut absolument pas le satisfaire.

Dès que les idées sont propagées et connues par les basses couches de la population, la bourgeoisie ne peut

plus y trouver sa justification de classe dominante. Pour le prolétariat par contre l'appropriation de cette culture est à la fois façon de manifester son égalité vis-à-vis des petits bourgeois et souci de se différencier des autres couches de la société. C'est là le caractère positif de la culture — dont l'appropriation est la manifestation de son égalité intellectuelle avec la bourgeoisie — mais aussi négatif dans la mesure où cette culture abstraite ne peut pas être popularisée à l'extrême et tend à différencier le prolétaire de sa propre classe. C'est surtout le cas des employés qui trouvent souvent dans la culture le dernier moyen de se différencier des ouvriers, la nature de leur travail leur permettant de moins en moins de le faire.

Le fait qu'un ouvrier aujourd'hui puisse se permettre de discuter et de juger le dernier film ou le dernier livre paru, tend à lui prouver que son intelligence n'est pas inférieure à celle du bourgeois. Il a puisé les idées souvent dans le même arsenal. La culture que propagent les intellectuels s'est ouverte à tous. Les critiques littéraires et cinématographiques écrivent dans des journaux qui peuvent être achetés par tout le monde. Et souvent, si cette culture tend à devenir abstraite et incompréhensible pour éliminer une grande partie de la population, cette élimination ne se fait pas obligatoirement au détriment de prolétariat, elle se fait aussi au détriment des bourgeois, ce qui fait que cette partie de la culture au lieu d'être réservée aux bourgeois, arrive à n'être absorbée que par des spécialistes, que par des intellectuels de profession ; par exemple les amateurs de cinéma créent un jargon qui est connu uniquement par des amateurs de cinéma, bourgeois ou ouvriers.

Pour le bourgeois il y a sa vie, ses occupations et la culture. Pour le prolétaire il y a sa vie, ses occupations et la culture. Pour l'un comme pour l'autre il n'y a aucun lien entre les trois choses.

Pour aucun des deux la culture ne sert à déterminer sa vie ou ses occupations. Pour les uns la culture sert à se justifier, pour les autres à nier leur infériorité et à se justifier du même coup pour refuser leur condition de prolétaire. C'est souvent l'unique satisfaction que leur donne la culture.

En quoi la vision du *Cid* peut-elle influencer la vie ou les occupations du bourgeois ou du prolétaire ? Si ce n'est que souvent pour l'un comme pour l'autre la vision de cette pièce le remplit d'ennui. En quoi Rodrigue ou Faust peuvent-ils enseigner quoi que ce soit à l'ouvrier ou au bourgeois ?

Mais l'influence de toutes les conventions pèse aussi bien sur le bourgeois que sur le prolétaire. La structure de la société tend à conserver à la culture son caractère abstrait pour satisfaire le bourgeois et le justifier. Mais

elle impose aussi au prolétariat ce genre de culture dont il ne se sert que comme réaction contre sa classe dominante.

Les comités d'entreprise abondent dans ce sens en vulgarisant la culture, en la propageant, en la popularisant; ils tendent à hisser la classe ouvrière à ce niveau culturel car pour les chefs ouvriers cette culture ne peut en rien les gêner. Les organisations ouvrières hissent la classe ouvrière à la connaissance des délices de la bourgeoisie, elles la hissent aussi à son niveau de bêtise. Il n'y a pas de propagation d'une culture différente de celle utilisée par la bourgeoisie.

Et les comités d'entreprise, et le TNP font jouer pour les ouvriers *Le Cid* et *Britannicus,* enseignent le dimanche aux ouvriers que dans tel château M^me^ de Pompadour séduisait Louis XV, ou font admirer le chapeau que portait Napoléon à Sainte-Hélène.

Cette culture ne sert à rien dans la société si ce n'est à tranquilliser l'ouvrier qui peut le lundi à son travail s'énorgueillir d'en savoir autant que son patron.

L'ouvrier peut se mettre dans la peau du personnage de la pièce de théâtre qu'il voit, il peut se mettre un moment dans le rôle de Julien Sorel, il peut être Britannicus, mais cette forme d'identification n'a qu'un but : c'est le faire s'évader de sa condition.

Britannicus ne l'aide pas à résoudre ses propres problèmes, il ne peut même pas faire de Britannicus ou de Julien Sorel un sujet de conversation dans son milieu car ce sont des personnages étrangers qui vivent dans un autre monde.

Cette culture veut être le produit de remplacement que la bourgeoisie offre à l'ouvrier, mais elle ne peut pas l'être. En dépouillant son travail des problèmes culturels, elle lui a donné en échange des ersatz de vie culturelle. Elle le mystifie doublement :

— la première fois en le spoliant de son activité créatrice dans son travail,

— la deuxième fois en lui imposant des problèmes culturels étrangers, en le mettant pendant la durée d'un spectacle dans le personnage d'un bourgeois, d'un noble ou d'un général. Le lendemain matin cette même bourgeoisie le dépouillera encore une fois de ce personnage et le mettra en face de la réalité de sa condition prolétarienne.

La culture est devenue une marque de standing social, mais malgré tout même cet aspect aliéné de la culture contient un aspect positif qui est l'abolition du tabou culturel.

De moins en moins les ouvriers essaient d'orienter leurs recherches sur le plan professionnel car ils n'y trou-

vent pas de débouchés. Du fait que de plus en plus le travail est divisé, que l'ouvrier a un travail qui lui demande de moins en moins de connaissances professionnelles, ses préoccupations professionnelles disparaissent.

L'ouvrier n'a pas l'esprit préoccupé par un travail qu'il fait par routine, souvent machinalement. L'ouvrier est libéré de toutes les préoccupations professionnelles et il peut utiliser son activité cérébrale à d'autres problèmes.

Tout d'abord parce que, aussi abruti par le travail soit-il, son rôle de manuel ne peut le satisfaire en rien. Ensuite parce qu'en dehors de l'usine ou en dehors de ses rapports avec les pièces qu'il produit, une quantité de problèmes culturels se posent.

L'introduction de la politique à l'usine, les luttes syndicales, la politique au travers du poste de radio ou de télé, les documentaires cinématographiques lui ouvrent la voie à des connaissances hétéroclites, mais qui dépassent son univers professionnel. Il en est de même des sports et des rapports sociaux des sportifs ainsi que de la critique du sport et de son aspect mercantile.

L'ouvrier vit au milieu des problèmes de l'humanité, il ne vit plus seulement au milieu des problèmes professionnels.

La culture qui autrefois était réservée aux classes dominantes se vulgarise. On alimente les cerveaux ouvriers comme leur estomac, et le commerce de la culture fait de la concurrence au cassoulet.

Stendhal, Sartre, Peter Cheney, Victor Hugo, indifféremment, sont vendus en livres de poche ; les bibliothèques d'usine distribuent la plus mauvaise littérature qu'on puisse imaginer, mais la plus mauvaise littérature réelle sort l'ouvrier de ses propres problèmes, lui montre qu'un autre monde existe, lui fait entrevoir malgré tout l'autre côté de la barricade, arrive à lui montrer la pauvreté morale de ceux qui le dirigent, détruit le prestige de ceux qui le commandent.

L'ouvrier du XX^{e} siècle n'a plus de respect pour ses exploiteurs. Il les connaît dans l'usine, dans les livres, les côtoie au cinéma, à la plage, il les imite dans leurs plaisirs, dans leurs loisirs, il essaie d'envoyer ses enfants faire du ski, il fera de la montagne comme eux. Plus rien n'est tabou, le quartier de la Madeleine lui appartient ; il fait la queue avec les fils de son patron au cinéma des Champs-Elysées. Il s'habille comme lui même s'il doit faire des heures supplémentaires pour payer son costume. La société le contraint à rester ouvrier mais lui donne comme change le plaisir de singer son patron, et le sociologue de gauche qui voit l'ouvrier sur les grands boulevards se demande inquiet : « le prolétariat existe-t-il ? » ou encore : « le socialisme est-il réalisé ? ».

Oui le prolétariat n'a jamais été aussi prolétariat, mais

en aliénant ce prolétariat, en le frustrant de toute créativité humaine, la société a fait se déverser ses appétits intellectuels hors de sa profession, dans tous les domaines de la vie. La vie culturelle de la société se trouve subitement envahie par ce prolétariat, par ces midinettes qui apprennent la musique ou le tennis, par l'OS qui dévore les films des plus stupides aux meilleurs. On l'empêche à l'usine d'avoir la moindre petite idée sur son travail, il y cherche pourtant des idées pour se défendre contre l'envahissement de la technique des autres, et, hors de l'usine, pour se réaliser en tant qu'homme.

La société n'a plus qu'une chose à faire : sélectionner la culture, lui vendre une culture qui lui cache les problèmes universels du monde, qui lui dissimule encore davantage sa situation d'aliéné.

Les marchands sont là, ils veillent ; les fabricants de science et de littérature fabriquent ce qu'on veut leur acheter, vendent ce qu'on leur demande de vendre.

L'Académie française, la recherche scientifique, les trusts de l'Eglise, les monopoles politiques fabriquent la culture. Mais comme la société capitaliste n'est pas un régime de castes, qu'il n'y a pas de livres sacrés, les lectures de monsieur de Gaulle peuvent être celles de la midinette du 14e.

Cette culture s'infiltre dans tous les pores de la société, elle subit sa division sociale, elle s'intègre dans la hiérarchie et elle apparaît enfin métamorphosée, défigurée, semblable à l'image monstrueuse du monde qu'elle vient de traverser.

Nous avons vu au départ comment elle était une culture de classe ; nous allons voir maintenant comment elle tente de résister à son envahissement par le prolétariat et ce que devient cette culture qui veut résister à son écartèlement.

On retrouve au sein de la classe ouvrière deux attitudes envers la culture comme l'on trouve deux attitudes en face de la société. Certains ont une attitude conservatrice, ils acceptent la culture comme ils acceptent la société. Ils essaient de s'infiltrer dans cette culture, de l'acquérir comme ils cherchent à s'infiltrer dans la hiérarchie sociale. Ils essaient d'apprendre pour accaparer des choses qui leur échappent et qui les écrasent.

Une grande partie de la classe ouvrière a une attitude hostile devant la culture comme devant la société. Ils vous disent qu'ils ont perdu l'espoir de changer de condition. Ils sont ouvriers et savent qu'ils le resteront. Ils en tirent une hostilité envers le monde qui les a confinés une fois pour toutes dans une condition subalterne. Ils se sentent enfermés dans une caste et ne l'acceptent pas car il est indéniable que tous les ouvriers ont un idéal commun dans toute leur vie : ne plus être ouvriers.

La culture ne se présente pas à eux comme une prodigalité de la société, comme un moyen de se distraire. La culture se présente comme l'ennui.

Pour une grande partie de la classe ouvrière, son hostilité à la culture part du fait qu'elle a conscience de sa situation et qu'elle place la culture dans son véritable contexte.

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de ceux qui refusent de lire ou de ceux qui s'entourent d'un scepticisme à toute épreuve. Mais de cette constatation nous devons tirer autre chose que ce qu'en tirent les militants de la gauche. En effet, nous l'avons vu, pour les organisations ouvrières et les partis de gauche, il s'agit de persuader la classe ouvrière d'absorber cette culture et les militants se transforment en apôtres diffusant cette culture qui est étrangère aux ouvriers.

La conclusion n'est pas d'avoir une attitude anti-culturelle et d'approuver l'ignorance. Nous devons partir d'une première constatation, c'est que les ouvriers qui se passionnent de culture ne sont pas les ouvriers les plus conscients, les plus ouverts, les ouvriers les plus intelligents, en un mot ce qu'on appelle l'élite de la classe ouvrière. La quantité de connaissances n'est pas une démarcation. Personnellement, je suis tenté de dire le contraire, qu'une très faible proportion de ces ouvriers arrivent à avoir conscience de leur propre situation. La culture est souvent pour eux un élément supplémentaire d'aliénation.

L'autre constatation est que les ouvriers incultes, c'est-à-dire ceux qui se refusent à lire ou qui lisent très peu, les ouvriers qui ont des lectures faciles : *Le Parisien, France-Soir, Confidences,* ne sont pas les éléments les plus rétrogrades de la classe ouvrière.

L'initiation à cette culture que l'on trouve dans la société n'est pas un passage obligatoire vers l'émancipation des travailleurs ; bien souvent c'est le contraire qui se produit.

Il y a deux ans R. est revenu du régiment écœuré comme beaucoup, et il nous a parlé de ce qu'il avait vu. Hostile à la guerre d'Algérie, hostile au militarisme, hostile à la patrie, hostile à tout le monde, hostile aux ouvriers qui n'avaient rien fait contre la guerre. R. est revenu avec cet état d'esprit.

Aujourd'hui R. en plus de son travail s'occupe de culture populaire. Il est passionné de théâtre, va au TNP, le dimanche il sort avec Loisirs et Culture, *il est accompagnateur, c'est lui qui explique aux autres ouvriers ce qu'ils voient et ce qu'ils doivent savoir. R. est passionné de littérature, il connaît des tas de tirades par cœur. Corneille et Victor Hugo n'ont pas de secret pour lui.*

R. se cultive de plus en plus, il lit sans arrêt, va de plus en plus au TNP.

Aujourd'hui R. est de plus en plus hostile à son monde, à son milieu.

Quand R. parle de théâtre ses camarades le regardent comme un marsien. Quand il récite un poème on est étonné. R. communique de moins en moins avec son monde. La vie de R. commence à la sortie de l'usine, toute sa vie intellectuelle se fait à l'extérieur de l'usine, se fait en dehors de ses camarades de travail. Pour R. l'usine est une calamité et R. devient de plus en plus hostile à son milieu. Sortir de l'usine est pour lui une obsession, il souffre certainement plus que les autres de faire ses 9 heures. La culture qu'il absorbe à dose massive lui permet de rêver devant sa machine et de penser qu'un jour il quittera les manivelles et l'usine. Il sait qu'il connaît plus de choses que ses camarades.

Il a hésité : soit continuer l'armée, soit rentrer dans la vie civile comme OS. Il aurait préféré faire sa carrière dans l'armée, mais des circonstances extérieures l'en ont empêché, il est devenu civil.

Mais ce qu'il voulait c'est surtout gravir les échelons de la société, ne plus rester OS, il refusait de laisser inutilisées ses possibilités intellectuelles. L'activité culturelle des syndicats et du parti communiste répondait à la fois à cette passion et à son besoin de lutter contre le statut actuel de la société, contre l'injustice et l'impossibilité de gravir les échelons de la société.

D'autre part il a l'impression profonde d'appartenir à une catégorie différente d'individus sélectionnés par la connaissance. Il aurait voulu être acteur de théâtre, il a réussi à ne plus être OS.

Aujourd'hui R. est toujours révolté contre sa condition. Il pense qu'il pourrait être autre chose qu'ouvrier.

Il y a une liaison entre sa culture et le refus de sa condition mais il y a aussi une liaison entre sa culture et le mépris de sa classe.

R. a passé son dimanche à expliquer les beautés et les mystères des châteaux à d'autres ouvriers. Il l'a fait sans être rétribué. Passer son dimanche à faire le professeur lui plaît beaucoup. Pour cela il apprend l'archéologie et l'histoire dans des manuels et il transmet ensuite ses connaissances en essayant de ne pas se tromper. Il est heureux si on s'intéresse ou si l'on pose une question, mais malheureusement les choses qu'il enseigne ne passionnent pas d'une façon égale les autres ouvriers.

Un jour il s'est lancé dans une grande explication sur l'histoire du château. Il était si passionné qu'il avait oublié son auditoire et quand il s'est retourné il s'est aperçu qu'il n'y avait plus personne pour l'écouter.

Un autre jour à la fin d'un voyage, aphone, il a demandé aux gens de son car ce qu'ils pensaient de la journée :

— Ça vous a plu ?

— Oui très bien, on a très bien mangé.

R. a une rancœur contre les gens qui se passionnent plus de gastronomie que d'histoire de France. R. est triste de s'apercevoir qu'il ne peut pas accomplir son rôle de colporteur de la culture.

R. voudrait être un acteur.

M. est un révolté. Il n'a jamais lu que des romans policiers. Les seuls livres sérieux qu'il a lu sont le Manifeste Communiste *et* L'Etat et la Révolution. *Il a refusé de lire autre chose. Fils de déporté il a été à l'UJRF, s'est battu contre la police dans les manifestations. Sa réaction contre la culture est la même que celle qu'il a contre la société. Tout ce que dit le gouvernement ou la maîtrise est accueilli par lui avec méfiance et hostilité, il cherche systématiquement les mauvaises raisons. Il a de ce fait acquis beaucoup de sens critique. La culture a sur lui le même effet. Il refuse systématiquement d'assister à toutes les représentations théâtrales, il refuse de lire. Le cinéma de quartier et les romans faciles lui paraissent suffisants. Il se moque de tout ce qui est incompréhensible et tout ce qui est incompréhensible est pour lui ennemi. C'est une façon de tromper les gens. Quand on emploie un mot qui lui est étranger, il interrompt et exige une explication. Il n'a aucune honte de son ignorance. Cette ignorance fait partie de sa condition et la connaissance abstraite des choses est pour lui la mystification du réel.*

M. est un ouvrier combatif et intelligent. Il ne connaîtra jamais Racine, Corneille, il n'ira jamais au TNP, ne lira jamais Sartre, n'écoutera jamais Mozart et pourtant M. est un ouvrier qui a une vision universelle du monde, un ouvrier qui, malgré son ignorance, a une vue générale des choses bien plus pertinente que la plupart des fervents de culture.

Il n'est pas aussi écrasé par elle. Sa connaissance des choses, il l'a puisée dans les rapports avec ses camarades à l'usine, dans la lutte politique et dans les grèves. Son ignorance et la réticence devant la culture sont pour lui des moyens de défense.

Si quelques ouvriers passent par l'initiation et la connaissance de la culture pour arriver à comprendre leur situation d'exploités et réagir contre elle, la majorité au contraire, manifestent leur condition d'exploités en s'opposant à la culture existante.

LA CULTURE POPULAIRE.

Les organismes de culture populaire prétendent élever le travailleur et lui donner des armes pour sa vie quotidienne.

Elever le travailleur c'est lui montrer et lui apprendre des choses qui dans la société sont destinées à cet effet. Tout cela suppose au départ que l'élévation humaine ne peut se faire ni dans le travail ni dans les activités sociales des individus.

Il fut un temps dans le mouvement ouvrier où la culture populaire était faite par les syndicats ou les organisations politiques. Cette culture était éminemment politique et sociale, elle tenait à élever le travailleur en lui faisant comprendre sa situation, la place qu'il occupait dans la société et le faisait participer à la lutte pour son émancipation.

La bourgeoisie accablait de son mépris cette culture politique, elle niait la politique comme activité culturelle.

Aujourd'hui la politique des organisations ouvrières s'est changée en technique, en tactique et en stratégie ; tout le contenu profond de la politique a disparu et ne peut plus prétendre à conserver son rang de connaissance universelle.

Ces organisations essaient pourtant de monopoliser toutes les activités des travailleurs et de prendre en charge le travailleur en dehors de son travail.

Puisqu'il ne va plus à la Bourse du Travail, puisqu'il va de moins en moins dans les cellules politiques, puisqu'il va de plus en plus au spectacle, les militants des organisations politiques ont eux aussi été au spectacle, mais comme organisateurs.

Les organisations politiques ont créé des organisations culturelles et de loisirs, ou noyauté celles qui existaient.

C'était surtout les organisations catholiques et religieuses qui détenaient depuis longtemps ces bastions en les opposant aux politiciens des mouvements ouvriers. Autrefois les organisations culturelles catholiques différaient des organisations syndicales ou politiques en ceci : elles enseignaient outre la morale religieuse ce que toute organisation culturelle, qu'elle soit de droite ou de gauche, enseigne aujourd'hui. La culture c'est aujourd'hui aussi bien ce qu'enseigne le curé ou l'organisation culturelle dirigée par le patron paternaliste que celle qu'enseigne le militant communiste. Tout s'est nivelé ; il n'existe qu'un enseignement culturel : celui de la bourgeoisie.

La tâche qui consiste à élever les hommes, c'est quoi en fin de compte ?

C'est le travail qui consiste à choisir pour le compte des travailleurs leur spectacle, leurs livres et leurs occupations.

Pour ce qui est du choix des spectacles et des livres la chose est compliquée au départ. Le choix fait par un communiste est différent du choix fait par un catholique, et l'organisation culturelle risque vite de tourner en querelle politique pure et simple. Dans ce cas les communistes

ne recruteraient que leurs adhérents et les catholiques que les leurs. Le but des organisations culturelles est différent, elles veulent grouper le plus possible de travailleurs et pour cela ne pas rebuter ceux qui désertent les organisations politiques et syndicales. Le camouflage doit se faire de façon à recruter le plus possible.

Autrefois la culture ouvrière dans les Bourses du Travail attirait les ouvriers les plus dynamiques parce que cette culture leur apprenait des choses qui avaient un rapport avec leur vie de prolétaire.

Aujourd'hui les organisations culturelles pour attirer les travailleurs leur proposent une culture qui n'a aucun rapport avec leurs préoccupations, qui ne les élèvera pas du tout, mais qui, le plus souvent, les noiera dans les aspects complexes de l'Histoire de l'Art, qui les écrasera encore plus dans cette culture parcellaire.

La culture de ces organisations n'élèvera pas l'homme en lui faisant comprendre ce qu'il est — un homme exploité — en lui faisant comprendre sa propre vie et son sens ; en lui donnant la possibilité de participer à une activité créatrice. Ce qu'on donnera au travailleur ce sera une culture sans issue. La vie de Michel-Ange, la peinture des Flamands, les amours de Mozart, sont des connaissances qu'il accepte mais qui ne le concernent pas, et qui restent pour lui extérieures et mortes.

Les organisations culturelles l'auront peut-être fait vibrer à la vue d'un tableau, l'auront fait vibrer à l'Histoire de son pays. Il aura vibré le dimanche et retournera à son travail où il ne pourra plus vibrer et où il acceptera son rôle d'aliéné en attendant le dimanche suivant, où l'organisation culturelle le fera vibrer de nouveau sur Napoléon et Joséphine ou sur les catacombes. La culture populaire a trouvé ainsi sa véritable place dans la société capitaliste.

Les organisations politiques et syndicales peuvent gérer et organiser cette culture dans les comités d'entreprise et ailleurs, tout cela à une condition, c'est que cette culture soit la « bonne » culture, c'est-à-dire une culture qui aliène davantage le travailleur au lieu de l'élever et de l'aider à se libérer.

Les organisations culturelles et des loisirs ont non seulement à se concurrencer entre elles, mais elles doivent rivaliser aussi avec d'autres organisations purement commerciales qui s'assignent le même but qu'elles. Les divergences qui séparent ces organismes se réduisent en fin de compte à très peu de chose, c'est-à-dire à la démagogie pure et simple. Cette démagogie des organisations de gauche consiste à persuader les ouvriers que la culture et les loisirs qu'ils leur distribuent sont arrachés à la bourgeoisie, et que tel musée visité est à mettre au palmarès des victoires ouvrières.

Visiter la cathédrale de Chartres est présenté aux

ouvriers comme un premier pas vers l'émancipation totale. Voir le salon de Marie-Antoinette est la parcelle de culture que l'on arrache à cette bourgeoisie conservatrice et rétrograde qui a tendance à garder ses secrets et ses trésors culturels pour sa propre consommation personnelle.

De cette idée découle pour ces organisations toute une série de conséquences logiques. En effet puisque la classe ouvrière doit conquérir la culture qui est détenue par la bourgeoisie elle doit le faire avec tout l'acharnement d'une bataille. La culture doit donc être accaparée, avec avidité, pendant le peu de loisirs des ouvriers. Ils doivent profiter de ces loisirs pour ingurgiter la culture. Ils doivent profiter de la ville qu'ils traversent pour visiter le plus de musées. Ils doivent profiter de la ville où ils habitent pour y voir le plus de spectacles. Ils doivent profiter des heures de voyage pour admirer le paysage, connaître ses couches géologiques et son histoire, enfin le soir, après une journée bien remplie de culture, savourer la détente culturelle par des jeux culturels et des chants qui glorifient cette époque révolue, et enfin, hélas, aller dormir.

Ces organisations pour diffuser la culture emploient les mêmes méthodes que les patrons pour faire produire les ouvriers.

Le stakhanovisme culturel succède au stakhanovisme productif et l'ouvrier qui veut se cultiver par l'intermédiaire de ces organismes voit sa vie prise entre les cadences de la production et celles de la culture.

Le tourisme moderne a créé des obligations nouvelles; il a créé une technique touristique qui a elle-même créé un enseignement particulier. Il faut apprendre à bien se servir d'une carte et d'un guide, puis, lorsqu'on sait se servir d'un guide, si l'on veut profiter de la région, il faut l'étudier.

Toute cette technique est longue et fastidieuse et les organisations de loisirs ont créé des spécialistes qui font ce travail ; ce sont les accompagnateurs.

Ainsi le travailleur qui se promènera en collectivité le dimanche, n'aura pas à perdre son temps à étudier ces choses, il aura le spécialiste de la culture qui lui débitera tout le savoir nécessaire à l'oreille. Il suffisait d'un pas, il est franchi ; la bureaucratisation des loisirs est accomplie.

Bien sûr là aussi tout dépend de la couleur de cette bureaucratie. Si le technicien de la culture est un catholique, il insistera plus sur les scènes religieuses de l'église que l'on visite, tandis que le communiste préférera montrer où est né Robespierre.

De toute façon il faudra malgré tout que les techniciens de la culture usent de prudence pour passer leur marchandise car les objets à cultiver risquent de réagir par un abandon pur et simple de ces organisations et refuser tout simplement de se « faire cultiver ».

Voilà ce qu'on présente aux ouvriers comme l'une de leurs conquêtes. Voilà comment la vision de la Joconde est rattachée aux conquêtes sociales de 1936. Voilà comment les organisations ouvrières essaient de justifier leur rôle culturel dans la société. Elles n'osent pas avouer qu'elles sont là pour continuer le travail que faisaient avant elles les organisations conservatrices, elles ajoutent à cette culture l'étiquette de populaire.

Bien avant eux Hitler organisait « la force par la joie ».

La culture propagée par les nazis n'avait rien qui la différenciait de celle faite par *Tourisme et Travail*. Le rôle de ces organismes est de prendre en charge l'ouvrier après son travail et, à des prix modiques, lui inculquer le chauvinisme, l'histoire des grands hommes qui ont exploité ses ancêtres ou qui les ont fait mourir sur les champs de bataille. Ils lui inculqueront les notions de beauté qui sont les notions cataloguées comme telles par toute la société. Ils lui donneront une culture artistique qui ne sera qu'une connaissance des artistes et de leurs œuvres, de l'art que faisaient les artisans du Moyen Age ou les aristocrates du XVIII[e] siècle. C'est cette culture qui prétendra élever le travailleur. Entre cette culture et son travail il y aura toujours un grand vide. Il apprendra comme il travaillera, sans comprendre, sans savoir pourquoi.

Beaucoup iront là parce que c'est le seul moyen de voyager pour pas cher, le seul moyen de voir des spectacles à bon marché.

Pour d'autres ce sera pour combler le vide et l'ennui de leur vie ou pour meubler leurs conversations ou pour accumuler les signes extérieurs de richesse intellectuelle.

Pour d'autres, enfin, l'horreur de ces loisirs populaires ne fera que les enfermer encore plus dans leur vie individuelle. Ils préféreront le vide familial à ces montagnes de culture sans intérêt, ils n'auront de la collectivité que deux images bien peu alléchantes :

— l'usine où l'on fabrique des objets,
— l'organisation des loisirs où l'on transmet la culture et la joie.

Dans les deux cas ils ne seront que des objets passifs.

LA RECHERCHE DE CONNAISSANCE UNIVERSELLE.

Il existe une autre forme de culture qui semble beaucoup plus utile, c'est la culture sociale, la culture politique. Une culture qui a un rapport direct avec la vie de tous les jours pour l'ouvrier puisque elle tend à l'émanciper de sa condition. Voyons ce qu'il en est.

Il n'y a pas de culture prolétarienne qui se différencie de la culture bourgeoise par la nature des sujets. La « culture » actuellement transmise aux ouvriers par les

organisations ouvrières a, tout d'abord, rompu totalement avec l'histoire du mouvement ouvrier. La littérature stalinienne ou réformiste est devenue nationaliste, chauvine. Les sujets de cette littérature sont les mêmes que ceux des journaux bourgeois. On vante le patriotisme de la classe ouvrière. Toutes les révoltes, les révolutions sont montrées sous un jour nationaliste. Les traditions du mouvement ouvrier ont été complètement effacées. Une infime minorité d'ouvriers savent ce que le 1er Mai signifie ; pourtant les histoires du 1er Mai remplissent tous les ans les colonnes des journaux. Mais l'histoire d'un fait dans la mesure où il n'est pas relié à la réalité perd toute sa signification. On a beau écrire des tas d'histoires sur le 1er Mai, comment ce fait peut-il être compris si par ailleurs on s'oppose à toute notion d'internationalisme prolétarien et à toute notion de lutte de classe ?

Les traditions du mouvement ouvrier ne sont plus vivantes dans la classe ouvrière parisienne et chez les jeunes dans toute la France. Bien mieux : l'histoire des dix dernières années a été tellement déformée par la littérature que les ouvriers qui ont participé à des événements arrivent parfois même à dénaturer les faits qu'ils ont vécus.

Les journaux syndicaux et politiques ont deux parties, l'une théorique et ennuyeuse, l'autre vivante destinée à amener les lecteurs à assimiler la partie ennuyeuse, mais qui ne diffère pas de la partie analogue des autres journaux. Ce sont les conseils culinaires, les conseils juridiques, le coin du bricoleur et les bandes dessinées. Même en faisant des concessions, ces parties des journaux sont moins bien faites que celles de *France-Soir*, et les parties « sérieuses » n'apportent rien d'original à la culture ouvrière, si ce n'est un dogmatisme pour certains; pour les jeunes, cette littérature est synonyme d'ennui.

La disparition du mouvement ouvrier en tant que tel, c'est-à-dire la disparition de l'idéologie des syndicats et des partis ouvriers fait disparaître de plus en plus dans la classe ouvrière toutes les traditions, tout ce qu'il y a toujours eu en elle de spécifique.

Les brochures, les pamphlets ne circulent plus chez les ouvriers. Les brochures sont distribuées gratuitement à la porte des usines et même ainsi elles ne sont pas lues, car effroyablement ennuyeuses et vides. Les Bourses du Travail n'ont plus de signification ; ce sont de vieux bureaux sales où les vieux militants vont encore et où les jeunes sont de moins en moins nombreux.

La Bourse n'est plus leur maison ; ils iraient défendre leur bistrot où ils se réunissent plutôt que la Bourse où ils ne mettent jamais les pieds.

La culture, les ouvriers ne la trouvent plus, comme au temps de Pelloutier, dans le mouvement ouvrier. Ils se ruent alors dans les cinémas et sur la télévision.

Ils ingurgitent la mauvaise propagande, disent les vieux militants qui tous les matins lisent *l'Huma*, et ont perdu, eux, tout esprit critique sans aller au cinéma, ni regarder la télé.

La rupture se fait de plus en plus, et pourtant des militants s'accrochent et essaient de renouer avec le vieux mouvement ouvrier. De petits groupes anarchistes ou trotskystes font lire Bakounine, Marx, Trotsky à un petit nombre d'ouvriers qui souvent se perdent dans les idées pour abandonner définitivement toute activité et théoriser à longueur de journée. Au hasard des ateliers on rencontre ainsi ces vestiges de la culture passée qui restent là comme les ruines d'une ancienne civilisation. Ils vivent avec leur passé et ont condamné définitivement le monde. Les mots, les expressions qu'ils utilisent, sont démodés et incompréhensibles pour les jeunes.

Que faut-il faire ? De l'archéologie révolutionnaire ? Déterrer l'Histoire et la propager à la manière de l'Armée du Salut ? Réconcilier la classe ouvrière avec son histoire en diffusant des brochures ? Les ouvriers ne sont pas des historiens ; ils vivent avec leur temps et veulent des réponses adaptées à leur époque.

Que la Commune ait été une Révolution ouvrière, est-ce que cela peut aider à résoudre les problèmes actuels ?

Certainement nous le pensons plus que jamais ; mais si l'histoire de la classe ouvrière était si peu riche que chaque fois il faille retourner cent ans en arrière pour faire prendre aux ouvriers conscience de leur sort, tout espoir d'émancipation serait à jamais enterré.

L'histoire de la théorie ?

Mais pour comprendre les théories passées il faut en étudier l'histoire et créer des Universités où les ouvriers iront — une infime minorité seulement d'ailleurs, — mais seront des auditeurs passifs, ils ne créeront rien du tout, ce seront des élèves et leur savoir ne leur servira pas dans l'immédiat, il aura le même caractère que celui qu'absorbent ceux qui suivent les cours du soir.

Une période du mouvement ouvrier s'est écoulée. Il y a eu une coupure définitive et sans précédent. Même les plus terribles répressions n'avaient pas coupé le mouvement ouvrier ; cela l'avait affaibli, comme en 1848 ou après la Commune, mais jamais le mouvement ouvrier n'avait perdu ses traits spécifiques, son histoire, ses traditions, ses principes pour lesquels des milliers d'ouvriers sont morts.

Tout cela est aujourd'hui oublié, perdu, irretrouvable ; nous sommes dans cette période de coupure où après tous les grands héros du mouvement ouvrier, les Varlin, les Pelloutier, nous voyons des Thorez, des Mollet. Après la richesse idéologique du mouvement ouvrier nous lisons aujourd'hui l'*Humanité* ou *le Populaire*. Même l'Empire

Romain avait laissé des ruines ; le mouvement ouvrier lui, n'a laissé surnager que des déchets.

Une chose est indéniable, c'est que le mouvement ouvrier révolutionnaire qui se créera n'aura plus pour soutien ou pour lien ce passé et ces traditions. Il repartira, non pas en s'appuyant sur son histoire, mais en créant une nouvelle histoire.

Ceci n'est évidemment pas particulier à la France. Que restera-t-il de Lénine après Krouchtchev en Russie ? Que restera-t-il de 1936 en Espagne aujourd'hui ? Tout a été déformé, galvaudé, oublié.

La rupture avec sa bureaucratie, la classe ouvrière la paie par une rupture avec son propre passé. Elle identifie de plus en plus le mouvement ouvrier avec la bureaucratie ouvrière et l'histoire du mouvement ouvrier avec l'histoire de la bureaucratie. Cette rupture est un des grands points positifs de son histoire et les révolutionnaires n'ont absolument rien à y perdre. Mais ils ne peuvent absolument pas trier le bon grain de l'ivraie et la tradition ouvrière qui était considérée autrefois comme un support pour les militants, n'existe plus.

C'est dans cette situation que certains ouvriers cherchent une explication universelle des choses dans la politique.

Voyons un peu ce que les partis peuvent leur offrir.

La culture politique — et nous voulons dire, bien entendu, *ce qui passe* pour « culture politique » aujourd'hui — est tout d'abord aussi abstraite, parcellaire, incompréhensible et a autant de rapport avec la réalité journalière que la psychologie de Don Rodrigue ou la nature du chapeau de Napoléon avec la vie d'un OS.

Tout d'abord on persuade le militant ouvrier que l'émancipation des travailleurs devra passer aussi bien par l'appropriation des moyens de production capitaliste que par l'appropriation de la connaissance des intellectuels. Il faut accaparer leur savoir pour que la classe ouvrière puisse diriger la société. Mais comme devant cette masse énorme de choses à apprendre, cette somme de connaissances hétéroclites il est impossible de penser qu'un jour ou l'autre une seule personne dans le monde puisse les assimiler, on admet que seule une élite d'individus peut s'approprier cette culture, la transmettre aux autres et se servir de cette culture pour le bien de l'humanité, tandis que les bourgeois s'en servent pour le mal. La culture politique ne peut être créée que par les « élites » que sont le Comité central des partis.

Ce sont eux les intellectuels de la politique, ce sont eux qui produisent, et les militants serviles ont pour fonction encore de transmettre cette politique à leurs camarades de travail.

Si donc, dans le premier cas, l'ouvrier-consommateur de culture de tout à l'heure ne faisait qu'assimiler la culture bourgeoise pour son propre compte, pour se hisser au niveau du bourgeois ou pour se différencier de ses camarades qui ne sont pas des initiés, l'ouvrier militant lui, après avoir assimilé la culture politique, la propage ; il ne se cantonne pas à une simple passivité, il devient actif, mais son activité tend à en faire un intermédiaire et rien de plus. Il transmet.

Il existe un stade supérieur du militant ouvrier, c'est celui qui joue un rôle dans l'usine parce qu'il est délégué, ou dans la société parce qu'il est conseiller municipal par exemple. Là il ne fait pas que transmettre, il obéit évidemment aux consignes que lui donne sa centrale syndicale ou son parti, mais il peut tout de même avoir une certaine marge d'initiative. Un délégué d'atelier peut trouver un bon argument ; un conseiller municipal peut réussir par son audace à faire construire un urinoir.

Mais la culture de ces militants sera une culture très parcellaire. Par exemple le militant syndical devra connaître les lois du travail, il devra aussi connaître tous les règlements intérieurs de l'usine et les accords, et les conventions collectives, sans parler de la juridiction. Le militant syndical pour remplir convenablement son rôle devra avoir des connaissances de droit, et ce n'est pas un hasard si les syndicats donnent comme seule formation à leurs militants une formation juridique.

Pour ces militants la vision de la société se réduit tout à coup à des codes, à des lois ; la vision du monde devient une vision de juriste qui n'arrive à poser les problèmes de l'exploitation qu'en termes juridiques : il faudrait augmenter le minimum vital, — instituer la loi des 40 heures payées 48, — faire des accords pour un mois de congés payés, — accorder les mêmes lois aux horaires qu'aux mensuels etc.

C'est ce qu'est devenu le syndicalisme dans les pays modernes. Mais cette transformation des militants ouvriers en juristes canalise toute leur connaissance dans des sujets qu'ils ne peuvent débattre qu'avec les patrons, la maîtrise ou les autres militants. Leur culture devient incompréhensible pour leurs camarades de travail, leur langage aussi. La plupart des tracts syndicaux sur des problèmes particuliers deviennent incompréhensibles pour une autre usine ou même un autre atelier. Ici on parlera de la prime d'huile et de son application particulière, là de la prime d'insalubrité, là du travail aux pièces etc.

La tactique syndicale reviendra à mener une action pour que telle ou telle loi passe, à mener une action pour que tel parti soit élu aux élections, que tel gouvernement soit à la tête de la société. Mais comme elle est liée à l'activité des partis politiques proprement dits, il arrivera tout

simplement que l'activité syndicale visera à soutenir tel parti ou tels hommes politiques. La tactique se perd dans les subtilités des luttes de clan, des luttes politiques qui se passent dans les couloirs et qui se traduisent dans les usines, soit par une agitation sur tel point, soit par une mise en veilleuse des revendications, soit par une politisation des mouvements etc.

La culture des militants ouvriers les coupe très rapidement de reste de leurs camarades de travail et fait qu'ils ne peuvent utiliser leurs connaissances que dans un milieu particulier.

Un délégué du personnel épris de culture et de politique rédigea une lettre de condoléances à Jean Vilar au sujet de la mort de Gérard Philippe. Il tenta de faire signer cette lettre comme il faisait signer ses pétitions. Beaucoup s'étonnèrent d'une telle démarche. Par contre, quelques semaines plus tard, ce même délégué ignorait l'existence d'une grève qui avait lieu dans l'usine, à 150 mètres de son atelier.

Aussi abstraite que cette culture puisse paraître elle a une justification pour les militants ; c'est de s'être approprié une culture qui n'était détenue autrefois que par les intellectuels et les patrons. Les militants trouvent une satisfaction aussi grande à discuter des conventions collectives, que certains à parler du *Cid*. Cette culture les rehausse au niveau de leur classe dominante, souvent en contre-partie elle les confond avec elle. Et de toute façon elle leur donne ce sentiment indiscutable, qu'elle les différencie des autres travailleurs. Elle est, en même temps, la source de tout un tas de subtilités, de querelles, où chaque tendance essaiera de justifier sa propre tactique en dénonçant la tactique syndicale de la tendance adverse.

Nous avons parlé des militants syndicaux. Voyons les militants politiques.

L'idéologie de ces militants exprime essentiellement l'idée que la société capitaliste doit être remplacée par une autre société que les élites ouvrières dirigeront. Pour remplacer la société actuelle, il faut la connaître. Il faut dénoncer le système social et politique, c'est-à-dire connaître les rouages politiques de la société. Dénoncer les autres partis, justifier son soutien à telle tactique devient une connaissance spéciale d'autant plus compliquée qu'une grande partie des tractations sont secrètes, que les discussions particulières dans les hautes sphères ne sont pas divulguées et déterminent la plupart du temps toute l'orientation des partis.

N'est-il pas courant d'entendre dire par le militant de base : « Si le parti a pris telle décision, c'est qu'il a eu certainement des raisons pour le faire ».

La connaissance est hiérarchisée. Seul le Comité central

a une connaissance universelle, tandis que les échelons subalternes ont des connaissances particulières et fragmentées. Ainsi le Comité central a une culture lui permettant de résoudre le problème de la tactique de ses ministres ou de la tactique électorale ou parlementaire. La culture du militant de base ne lui permet que de résoudre les problèmes concrets du travail de sa cellule, comment diffuser, comment faire la propagande pour les idées du Comité central.

La culture politique ressemble ainsi à une espèce d'Université où sont séparés d'une part les professeurs, de l'autre les élèves et où la seule ambition de ces derniers est de passer du côté des professeurs. La propagande diffusée par le journal est la leçon du jour que chacun s'applique à répéter. La participation à la culture universelle est devenue pour le militant de base la faculté de pouvoir la colporter. Il est l'organe de transmission de cette culture mais il n'est qu'un organe de transmission ; sa propre intervention dans la culture se réduit au fait qu'il a plus ou moins bien appris et compris les idées de ses professeurs. Son application, son intelligence, son activité intellectuelle, sont comparables à celles de l'écolier qui doit apprendre, non pas chercher ou créer.

Le militant apprend et s'initie à la politique comme il apprendrait et s'initierait à l'histoire, à la psychanalyse ou à la mécanique. Mais le fait qu'il choisisse ce genre de connaissances plus qu'un autre est justement qu'il suppose que la politique est la clef, est la connaissance universelle, et que les autres ne peuvent être apprises et comprises qu'à travers la politique.

Il choisit aussi cette connaissance parce qu'elle se rattache à l'idée qu'elle est l'instrument de sa propre libération, et qu'elle est liée à des activités qui ne sont pas strictement limitées à l'étude. Sur ce plan là, il existe un rapport très étroit entre l'étude du catéchisme pour un chrétien et de *l'Humanité* pour un communiste ; pour l'un comme pour l'autre ils trouvent dans cette activité intellectuelle le moyen de sauver l'humanité. Mais pour l'un comme pour l'autre cette étude les dépasse, les soumet à des idées qu'ils n'ont pas contribué à élaborer et dans lesquelles ils ne peuvent que difficilement se retrouver.

La culture du militant comme celle du chrétien au lieu de le libérer ne fait que le soumettre.

La critique est considérée par l'un comme par l'autre comme de l'hérésie.

Ils se posent en défenseurs du dogme et c'est là leur seule participation à la culture.

Voilà tout l'aspect négatif de l'activité culturelle du militant. Au lieu de participer à cette culture, il doit apprendre des idées complètement élaborées par les autres. Il ne pourra participer à cette élaboration qu'après avoir

lui-même réussi ses examens universitaires, ce qui, dans un parti, revient à avoir gravi les échelons hiérarchiques. Mais là encore, cette ascension n'a pas de rapport avec la culture que l'on défend et que l'on apprend. Arrivera au Comité central, non pas le militant le plus appliqué, non pas celui qui aura pu ingurgiter toute la propagande au jour le jour ou celui qui aura effectué les tournants politiques avec le plus de rapidité ; non, cette ascension politique obéit à d'autres mobiles qui n'ont rien à voir avec la culture. Dans la religion chrétienne le Pape n'est pas celui qui connaîtra le mieux les dogmes, dans le parti le secrétaire général du Comité central ne sera pas celui qui connaîtra le mieux les sciences politiques ou les théories générales. Dans un cas comme dans l'autre ce sera l'homme le plus habile à se hisser dans la hiérarchie ; celui qui aura su bien manœuvrer, qui aura su soutenir telle personnalité, qui aura su se faire protéger par l'homme qui dirige.

Les luttes entre les hommes dans une hiérarchie obéissent aux mêmes lois, que ce soit dans l'usine, dans l'administration, dans la religion ou dans la politique. Le plus habile, celui qui a bien choisi son protecteur est le seul qui a ses chances. L'ascension de tous les directeurs d'usine, de tous les hommes politiques, de tous les Papes obéit à ces lois.

Une autre loi peut aussi être dégagée. Celui qui atteindra les sommets de la hiérarchie politique sera celui qui aura réussi à être le plus populaire.

La popularité elle aussi obéit à des lois qui sont bien particulières. Les Césars faisaient la leur en distribuant des vivres à leurs clients et en organisant des jeux pour la population de Rome. Doriot a fait la sienne en luttant contre les bourgeois dans sa municipalité. D'autres ont fait la leur parce qu'ils étaient de bons orateurs. D'autres parce qu'ils se présentaient aux gens comme l'incarnation de l'honnêteté, parce qu'ils avaient un physique bonhomme. D'autres parce qu'ils ont eu assez de soutien dans la presse pour qu'on fasse d'eux des héros. Il existe des gens qui ont pour principale fonction de populariser des grands hommes, ce sont les journalistes. *Match* peut faire d'un crétin une idole simplement en le photographiant au milieu de ses enfants ou en train de serrer la main à un ouvrier ou à une mère de famille nombreuse ou encore en le montrant en train de cultiver ses fleurs.

Mais tout cela n'a rien à voir avec la culture proprement dite. Et pourtant les appareils politiques sont dirigés par les personnes qui ont obéi à ces lois et non par ceux qui en savent le plus, mais par ceux qui savent certaines choses et qui ont des aptitudes dans certains domaines.

Le paradoxal c'est que, lorsqu'il s'agit de chefs politiques, ce n'est pas ce qu'ils savent le mieux qu'il leur faut enseigner, mais ce qu'ils savent le moins et, dans certains

cas, ce qu'ils ne savent pas du tout. Jean XXIII pourrait beaucoup mieux enseigner les mille et une ruses pour se faire élire Pape, que les dogmes. Thorez serait plus apte à faire des conférences sur l'art et la manière de rester plus de 25 ans secrétaire au Comité central qu'à parler du marxisme qu'il ne connaît pas. Krouchtchev ou Guy Mollet pourraient publier des études de grande valeur sur l'art de se hisser au pouvoir.

Mais ni les uns ni les autres n'auront à parler de ces choses qu'ils connaissent bien, ils devront produire des idées toujours en fonction du besoin de conserver leur poste et ce sont ces idées qui seront la pâture intellectuelle de leurs militants de base.

C'est une des raisons qui font que pour beaucoup de militants de base la politique ne suffit pas à alimenter leur besoin de connaissance et leurs besoins intellectuels ; alors ils se rejettent vers la culture d'une façon désordonnée en apprenant tout ce qui peut leur tomber sous la main. Un militant communiste me disait un jour : « Maintenant je me consacre à la culture ». Seulement cette culture il l'acceptait dans la mesure où elle ne gênait pas des conceptions générales.

La culture est bien si elle trouve un lien avec la politique du parti ; elle est acceptable si elle ne contredit pas cette politique ou se trouve en marge, elle est ennemie et à combattre si elle s'y oppose.

Le choix de la connaissance est donc limité pour le militant. L'histoire est le sujet de prédilection dans la mesure où l'histoire ne porte pas à conséquence. Parler de Louis XIV n'engage pas. L'Art aussi. On peut parler des peintres du XIX^{e} siècle sans s'opposer à la ligne. De plus le sujet est le monopole des gens cultivés. Par contre les connaissances qui mettent en question la société ou la morale sont écartées en tant que connaissances perverses.

Tout ce qui contredit la politique du parti est abandonné, banni.

Et qu'est-ce qui contredit plus la politique du parti que la réalité de la vie quotidienne ?

Un germe de culture révolutionnaire peut-il exister dans la société actuelle ?

Les organisations politiques bureaucratiques répondent par l'affirmative à cette question — mais ce qu'elles entendent par culture n'a rien à voir avec une culture révolutionnaire.

Le stalinisme développe la culture politique comme n'importe quelle université bourgeoise. La culture c'est ce qu'on apprend dans les livres, dans le journal quotidien, c'est une culture statique — et c'est finalement un dogme. En même temps, il propage une idée encore plus fausse, qui a des conséquences encore plus graves. C'est l'idée que

la classe ouvrière n'a qu'une expérience parcellaire et qu'elle ne recherche pas des idées universelles ou qu'elle ne peut arriver à ces idées qu'en se soumettant à un dogme idéologique, à l'idéologie du parti.

On sait à quoi conduisent ces positions. Toutes les solutions staliniennes se ramènent à ceci : dans une société dirigée par les communistes tout sera résolu, ou bien les problèmes qui se posent aujourd'hui n'existeront plus. C'est l'Etat ou le Parti qui donnera une réponse à tous les problèmes. Donc les hommes vivant dans une société capitaliste ne peuvent que s'inscrire au parti pour renverser l'état capitaliste et voir tous les problèmes résolus en puissance. Mais pas plus dans la société stalinienne que dans la société actuelle les hommes ne seront pas maîtres de leurs problèmes. Ce ne sera pas à eux de les résoudre, mais au Comité central — et évidemment on sait très bien comment il les résoudra.

Nous ne pouvons chercher une réponse au problème de la culture et de l'idéologie révolutionnaire qu'en adoptant une optique radicalement différente.

Dans une usine les ouvriers émettent des opinions sur l'organisation de l'atelier, ils critiquent l'organisation actuelle et donnent des idées sur ce que cette organisation devrait être.

La culture révolutionnaire ne peut être que celle qui a un rapport direct avec les problèmes humains, avec toutes les questions que se posent les hommes. Elle ne peut s'enrichir que si les hommes participent activement à la solution de ces problèmes.

Il n'y a pas les faits d'un côté, qui se passent de commentaires et de l'autre les théories qui ignorent les faits. Il y a les faits de tous les jours qui soutiennent les idées ou les soulèvent. La vraie politique c'est la discussion de ces faits, c'est leur interprétation.

C'est ce que fait le prolétariat. Et c'est cela la culture vivante ; c'est par là qu'il enrichit ses connaissances et son expérience humaine, et non pas en apprenant l'histoire de Marie-Antoinette.

Il n'y a pas, d'un côté les préoccupations matérielles des ouvriers et, de l'autre, les préoccupations intellectuelles des intellectuels. Les idées universelles ne sont pas le privilège des intellectuels. Les ouvriers sont irrésistiblement poussés à voir plus loin que leurs « intérêts immédiats », ils cherchent une conception générale, une interprétation globale du monde et de la société. Comment expliquer autrement l'accaparement de la culture bourgeoise par les ouvriers, leur adhésion aux grands courants politiques ?

Mais cette tendance des ouvriers se heurte à un obstacle insurmontable : la division entre la culture et la vie réelle, qui est le trait fondamental de la société capitaliste

à cet égard. Tout début d'une culture révolutionnaire se traduira par un début de suppression de cette division.

Cela déjà montre que si la critique de la culture ne peut se faire que dans l'optique d'une critique générale de la société capitaliste, elle ne peut trouver de prolongement positif que dans une perspective sociale différente. C'est ce manque de perspective sociale différente qui fait aujourd'hui que les idées de la gauche sur la culture ne présentent aucune différence de celles de la bourgeoisie, et qu'elles se réduisent à un vœu pieux et absurde : il faut que les ouvriers se cultivent. A cela nous pouvons que répondre: il faut que les ouvriers détruisent les habitudes et les formes culturelles qui existent en détruisant la société de classe elle-même et cette lutte sera un enrichissement de la culture humaine bien plus profond que toutes les « éducations du peuple », même si elle devait se solder par la destruction de tous les monuments et musées qui ne servent le plus souvent qu'à camoufler l'abêtissement collectif de cette société.

D. MOTHE.

L'Etat et la politique dans la France de 1960

M. de Sérigny rongeant les croûtons de Ben Bella à la prison de la Santé, M. Thorez appelant le peuple à défendre la République du Général contre les « fascistes fauteurs de désordre », le patronat et Matignon encourageant les travailleurs à faire une heure de grève-récréation sans suppression des primes de productivité, — devant cette inversion apparente de tous les signes politiques, un voyageur qui aurait quitté la France en mai 1958 croirait rêver. Une seule constante lui permettrait de s'y reconnaître : l'attitude de l'immense majorité de la population de ce pays, toujours spectatrice.

Ce que l'on nommait « vie politique » il n'y a pas si longtemps, c'était le fait qu'une fraction non négligeable de la population prenait des initiatives relatives aux problèmes que rencontrait la société, participait à des réunions politiques et y intervenait, manifestait des solutions qu'elle croyait justes, contestait ainsi le pouvoir établi et, à défaut de le renverser, bousculait ses plans. Or, à l'exception de l'Algérie, où une telle vie politique, encore que déclinante, s'est manifestée en janvier chez les Européens, et où elle se manifeste tous les jours sans défaillance sous la forme de l'activité armée des Algériens eux-mêmes, la France est politiquement morte.

C'est ce fait par rapport auquel la phraséologie « de gauche » est apparue, pendant la crise de janvier, comme complètement anachronique ; c'est ce fait dont les révolutionnaires — non moins isolés que les organisations, bien que pour d'autres raisons — doivent s'emparer, sur lequel ils doivent réfléchir, dont ils doivent tirer de nouvelles manières de penser, de nouvelles manières d'agir, s'ils entendent être cette pensée que la réalité humaine recherche, comme disait Marx.

De l'accession de de Gaulle au pouvoir en mai 1958, la crise algérienne avait été l'occasion immédiate, mais la nouvelle République avait en réalité à dénouer l'inextricable complexe de problèmes que la IV[e] avait laissé se nouer depuis treize ans. Tous ces problèmes pouvaient se formuler en une seule question : la bourgeoisie française était-elle ou non capable de procéder aux ajustements que

le monde capitaliste moderne, en France et au dehors, rendait nécessaires (1) ? Ce monde constituait, par son existence même, un ensemble de défis à la structure et au fonctionnement de la société française, qu'on l'envisage comme totalité économique, ou comme Etat, ou comme métropole d'un empire colonial.

La IV[e] République avait manifestement échoué à effectuer les adaptations nécessaires : une politique économique incohérente faisait alterner les décisions d'investissement moderne avec les lois de soutien des secteurs les plus arriérés de la production; la restauration du parlementarisme d'avant-guerre donnait aux différents secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie les moyens de faire prévaloir tour à tour leurs intérêts particuliers, et réduisait l'exécutif à n'être plus que l'enjeu de la lutte entre divers groupes de pression ; enfin la situation créée dans l'ancien empire par l'immense mouvement d'émancipation qui soulevait les peuples coloniaux à travers le monde ne suscitait à Paris aucune réponse d'ensemble, mais les réflexes de répression colonialiste, qui conduisaient à la longue à des abandons désastreux, alternaient avec des tentatives sporadiques pour donner à l'impérialisme des formes de domination plus souples que l'ancien lien colonial.

Il n'est pas nécessaire de dresser le tableau de ce régime (2) : non seulement il n'avait pas été capable de se donner une forme de gouvernement susceptible d'imposer aux diverses fractions de la bourgeoisie une politique conforme à ses intérêts généraux et les frais de cette politique, non seulement il avait dilapidé une partie du produit national et la totalité de son prestige international dans douze années de guerre coloniale pratiquement permanente, non seulement il occupait 15 à 20 % de l'activité annuelle des professionnels de la politique dans la préparation et la solution de « crises » ministérielles, mais en dépit de l'essor considérable des capacités productives une fois passée la période de reconstruction, il réalisait encore ce tour de force de plonger les finances de la nation dans la crise : la balance des échanges extérieurs attestait un déficit apparemment insurmontable que l'Etat épongeait en puisant dans ses réserves de dollar et, quand celles-ci étaient détruites, en se faisant renflouer par le capitalisme américain ou allemand.

Cependant au milieu de ce gâchis, l'économie avait fini par reconstituer sa capacité productive d'avant-guerre;

---

(1) Cf. l'ensemble des articles sur « La crise française et le gaullisme », *Socialisme ou Barbarie*, n° 25, juillet-août 1958.

(2) Cf. dans ce même n° 25, Chatel et Canjuers : « La crise de la république bourgeoise », et Chaulieu : « Perspectives de la crise française ».

bien plus, à partir de 1953, la production avait continué de s'accroître à un rythme qui était, entre 1953 et 1957, le plus fort de l'Europe. La petite industrie, l'artisanat, la boutique subissait pendant cette période la concurrence de plus en plus impitoyable des grandes entreprises, — ce dont témoignait, sur le plan politique, la poussée poujadiste. Nombre de travailleurs, précédemment occupés dans les secteurs arriérés de l'économie (agriculture, artisanat, distribution) trouvaient à s'employer dans la production industrielle, dans les bureaux, dans les magasins à succursales multiples. Dans certaines régions (Est, Nord, Loire Atlantique notamment), les modes de travail et les formes prises par les rapports humains s'étaient profondément transformés. Une nouvelle société capitaliste était en somme venue au jour, imposant ses normes de travail et sa technologie, ses modèles de « commandement » et ses techniques de manipulation des exécutants, ses idéaux de consommation, bref le nouveau contenu que le patronat moderne donne à la « rationalisation ».

A la veille du 13 mai, le divorce était donc profond entre le dynamisme du secteur le plus moderne de l'économie française et l'impuissance politique de l'Etat bourgeois. Par sa structure qui mettait le gouvernement à la merci du Parlement et le Parlement à la merci des partis et des groupes d'intérêt, cet Etat était incapable de frayer la voie au capitalisme moderne en prenant les mesures d'assainissement monétaire, fiscal, financier, social, colonial, qui s'imposaient. La multiplicité même des partis, cause immédiate de cette impuissance, ne faisait qu'exprimer sur le plan politique l'incohérence réelle de la classe dominante : le petit patronat provincial vivant d'une exploitation techniquement et socialement archaïque cohabitait au sein de cette classe avec des équipes de directeurs et d'organisateurs dont la vision des problèmes économiques et sociaux était déjà celle du patronat américain. Sans doute une conjoncture favorable, comme celle qui pouvait résulter d'un échec trop flagrant du régime (Dien Bien Phu) permettait-elle parfois à la fraction de la bourgeoisie la plus avancée d'imposer pour quelque temps sa politique ; mais la coalition des secteurs rétrogrades se reconstituait à brève échéance, et le carrousel recommençait (3).

La crise de mai 1958 ne résultait donc pas d'un complot, en elle c'était la crise tout entière du capitalisme français qui éclatait, et il s'avérait immédiatement qu'elle ne pouvait être résolue comme les « crises » de la IV^e^ République : cette fois-ci, la question : « qui gouverne en France ? » était posée explicitement, et d'une manière telle qu'elle n'intéressait plus seulement les professionnels de

(3) Cf. Chaulieu : « Mendès-France : velléités d'indépendance et tentative de rafistolage », *Socialisme ou Barbarie*, n° 15-16, oct.-déc. 1954.

la politique, mais objectivement toutes les classes sociales, à commencer par le prolétariat. Ce n'était plus une crise de cabinet, c'était au moins une crise de régime, au plus une crise de la société.

Au moins une crise de régime, en ce que de toute manière le mode de gouvernement ou de non-gouvernement de la IV[e] République paraissait inéluctablement condamné. Au plus une crise de la société, si le capitalisme ne parvenait pas à construire et à faire accepter par l'ensemble de la société un nouveau régime capable de mettre de l'ordre dans les affaires, c'est-à-dire assez fort pour résoudre les problèmes les plus urgents (finances publiques, franc, commerce extérieur, Algérie), assez stable pour commencer à affranchir l'économie des obstacles qui entravaient le plus son développement.

Il est vrai que l'état d'inorganisation politique du prolétariat, résultat de plusieurs décades de compromissions du PC et de la SFIO avec les partis bourgeois, faisait « espérer » qu'une crise grave serait évitée ; d'autre part l'adversaire que le grand capital avait à abattre immédiatement n'était pas la classe ouvrière, mais le bloc des colonels et des ultras. Mais une domination, même provisoire, de ce bloc risquait d'entraîner l'ensemble de la société dans une crise beaucoup plus profonde qu'une simple crise de régime.

Les forces qui attaquaient ouvertement la IV[e] République ne visaient évidemment qu'à imposer en France un Etat qui fût au service des intérêts du colonat européen d'Algérie. Ces intérêts étaient complètement incompatibles avec ceux de l'impérialisme français dans son ensemble. Il est évident par exemple que le grand capitalisme français ne pouvait envisager une seconde l'intégration économique de l'Algérie à la métropole : autant renoncer à dix ou vingt ans d'expansion normale pour se retrouver, au bout d'un demi-siècle et de Dunkerque à Tamanrasset, à une distance encore plus forte des grands pays capitalistes modernes. Ne parlons même pas de ce que l'intégration eût signifié dans le domaine politique à l'intérieur et à l'extérieur.

Mais ce que le grand capitalisme pouvait faire, et ce qu'il fit, c'est se servir du dynamisme de l'insurrection de mai 1958 pour se débarrasser du régime qui contrariait son développement en France, et une fois le nouveau pouvoir consolidé, pour se débarrasser des forces mêmes qui avaient permis la première phase de l'opération. Il restait ainsi le maître du terrain sans qu'une crise sérieuse fût venue remettre en question la domination du capitalisme sur la société française ; et d'autre part il réalisait l' « Etat fort » que réclamait l'armée et les ultras, mais en le confisquant à son profit.

En réalité les deux phases ont été télescopées l'une dans l'autre, à la fois parce que le projet du grand capi-

talisme n'a pas été d'emblée aussi explicite que nous le voyons à présent, et parce que, eût-il été parfaitement systématique, il lui fallait bien épouser un certain temps la cause de ses complices provisoires. Le courant du 13 mai charriait donc des éléments contradictoires, défenseurs de l'Algérie française et instruments plus ou moins innocents du capitalisme moderne. Mais surtout cette contradiction interne se perpétue dans l'Etat gaulliste lui-même, et explique tout à la fois l'ambiguité essentielle de son style politique (et oratoire) et la crise permanente qui l'habite. D'une part il n'est pas niable que les diverses mesures prises par cet Etat quant aux problèmes les plus urgents hérités de la IV[e] République convergent dans une seule et même signification : faire prédominer, dans l'économie intérieure et dans les échanges extérieurs comme dans les rapports avec les colonies et l'Algérie, l'intérêt du grand capital ; mais d'autre part cette signification ne peut être dégagée que très lentement. A chacune de ces mesures correspond ou fait suite une concession en faveur de l'adversaire que l'on cherche à juguler ; le pouvoir du grand capital ne peut se consolider que peu à peu en manœuvrant ses complices, exactement comme les gaullistes du 14 mai manœuvraient à Alger les hommes du 13. Pour une bonne partie, les crises avortées qui ont abouti à la démission des ministres représentant la bourgeoisie française d'Algérie ou les secteurs les plus arriérés de la métropole n'exprimaient rien d'autre que la poursuite du règlement de comptes entre les partenaires du 13 mai.

C'est dire qu'à cet égard déjà, la V[e] République partage avec la IV[e] certains traits essentiels. Sans doute la subordination de l'intérêt particulier de tel ou tel secteur des classes dominantes à celui du grand capital y est-elle beaucoup plus explicitement poursuivie que dans les régimes précédents ; mais cependant la résistance de ces secteurs n'a pas disparu, et le pouvoir de de Gaulle n'a pas fini de ruser avec elle pour en venir à bout.

Nous reviendrons sur le caractère précaire de ce pouvoir. Auparavant, il convient de souligner le fait qui domine tous les autres : toute l'opération ne pouvait réussir que si une intervention massive des travailleurs proposant une solution révolutionnaire au problème de la société dans son ensemble ne mettait pas en échec la « réponse » que les milieux dirigeants entendaient donner à la crise, et n'élargissait pas celle-ci à ses dimensions réelles. Or cette intervention ne se produisit pas. Par un paradoxe apparent, tandis que la crise exprimait ouvertement l'incapacité du capitalisme français de gérer la société, le prolétariat lui laissait le loisir de la résoudre au mieux de ses intérêts. Qui plus est, il l'y aidait, par son abstention même d'abord, par son vote lors du referendum ensuite.

De Gaulle n'a été possible que parce qu'il a été loisible

à la bourgeoisie française de contenir la crise dans les limites de sa légalité, c'est-à-dire d'en faire une simple crise interne à la sphère dirigeante, et non une crise *de* la sphère dirigeante comme telle. Le pouvoir de la V^e^ République s'est constitué, le pouvoir de la bourgeoisie s'est reconstitué parce que les travailleurs n'ont pas tenté, pendant ces quelques jours où l'Etat décomposé était soldé dans la rue, de s'en emparer, de le détruire et d'imposer leur solution, n'ont même pas songé, comme classe, à une telle solution et à sa mise en œuvre, n'ont en définitive pas contesté sérieusement, c'est-à-dire par leurs actes, la capacité du capitalisme de régler cette crise.

Cette *dépolitisation* des classes exploitées, et de cette classe exploitée, le prolétariat industriel, dont les conditions de travail et de vie ont toujours fait l'avant-garde du mouvement ouvrier, — elle a donc été le fondement du régime de de Gaulle, mais elle en est aussi l'atmosphère permanente, et c'est ce qu'a montré à nouveau la crise de janvier. C'est là le fait fondamental de cette période, et à un double titre : d'abord parce que — on vient de le dire — une analyse de la V^e^ République qui omettrait la dépolitisation dont elle est née et qu'elle entretient n'arriverait à comprendre ni sa genèse ni sa vie actuelle ; ensuite parce que, pour la critique et l'orientation révolutionnaire, une telle dépolitisation constitue une espèce de défi, presque un démenti : comment en effet persévérer dans le projet socialiste, s'il apparaît que ce projet n'habite plus le prolétariat, au moins sous sa forme *politique* ? C'est cela la question que nous pose la France de de Gaulle, et il serait contraire à la tâche des révolutionnaires de l'esquiver, en plaquant sur ce monde des catégories politiques désuètes, en lui appliquant une pratique politique sans répondant dans la réalité.

Qu'en l'absence d'une intervention massive des travailleurs, le capitalisme français soit capable d'effectuer sa transition à la structure réclamée par le monde moderne, nous l'avons, dans cette Revue, toujours affirmé (4) ; c'est au demeurant une espèce de tautologie, si l'on admet que le seul obstacle qui rende absolument incapable une classe dirigeante de continuer à gérer l'ensemble de la société pour son propre compte consiste précisément dans l'initiative révolutionnaire des masses (5).

Sans doute cette adaptation du capitalisme français ne se fait-elle pas sans heurt, elle rencontre à l'intérieur même des classes possédantes des obstacles qui proviennent de la structure même de la société française, ces

---

(4) Cf. l'article de Chaulieu déjà cité, dans le n° 25 de cette revue.

(5) Cf. Chaulieu : « Sur la dynamique du capitalisme », *Socialisme ou Barbarie*, n° 12, août-septembre 1953.

mêmes obstacles qui ont retardé autant que possible la réorganisation d'ensemble qui s'imposait. Mais on peut poser, à titre d'appréciation globale, cette idée : quelque violentes que soient les résistances opposées par telle ou telle fraction de la petite ou de la moyenne bourgeoisie à la réorganisation de l'Etat, de l'économie, des rapports avec les colonies, aucune n'a la force d'y faire échec de façon irréversible. Cette réorganisation n'est pas en effet une opération formelle, comme serait le rangement d'une armoire ou la mise en ordre d'un dossier ; elle a un contenu social et politique ; elle signifie que le grand capital entend désormais faire prédominer *ses* intérêts sur ceux de la petite et de la moyenne bourgeoisie.

Or on ne risque pas beaucoup en prophétisant que de cette épreuve de force le grand capital sortira vainqueur, dans les limites que lui imposent ses propres intérêts, bien entendu. Il suffit de comptabiliser les moyens dont disposent les adversaires, d'analyser les problèmes que la société française doit résoudre dans la décade qui vient si elle veut continuer à exister comme société capitaliste qui compte, pour conclure au succès final du « redressement » entamé par le grand capital, — c'est-à-dire à une centralisation encore plus grande du capital, à la domination encore plus complète des « organisateurs », à la prolétarisation des anciennes classes moyennes, etc.

En ce sens, le système actuel, même s'il est précaire dans sa forme politique, revêt une signification irréversible comme instrument d'une transformation profonde dans la société française. Quand même de Gaulle disparaîtrait demain, quand même un « pouvoir militaire » s'instaurerait en France, la profonde mutation qui est en cours dans cette société ne serait pas pour autant arrêtée. Le désordre de la IV^e^ République ne l'a pas empêchée, et l'offensive du colonat algérien, la classe la plus rétrograde du pays, qui objectivement visait la conservation à tout prix non seulement de l'Algérie, mais aussi de la France « de papa », n'a réussi finalement qu'à rapprocher le grand capital du pouvoir politique direct. S'il est vrai, comme nous allons le voir, que le *régime* de de Gaulle est extrêmement précaire, il l'est aussi que la transformation des bases mêmes de la société française, dont il est l'instrument, est durable et décisive.

La première condition du redressement du capitalisme français était politique, et paradoxalement elle est peut-être celle qui demeure la moins satisfaite. La bourgeoisie devait en effet se donner d'abord l'instrument étatique et politique qui lui permettrait d'imposer à toutes les classes les mesures propres à sortir la société de l'impasse où l'avait laissée la IV^e^ République. Cet instrument devait remplir deux fonctions, et par conséquent emprunter deux formes : d'une part libérer le gouvernement de la tutelle

que les partis et les groupes de pression exerçaient précédemment sur lui, et donc s'incarner en un pouvoir « fort » ; d'autre part, créer une organisation politique, un parti de masse, capable de maintenir le contact du pouvoir avec l'ensemble de la population, de contrôler celle-ci, d'obtenir d'elle enfin l'indispensable simulacre de son adhésion à la politique du gouvernement. On verra plus loin pourquoi ni l'une ni l'autre de ces formes n'ont pu être réalisées par le gaullisme, et pourquoi par conséquent sa situation politique demeure précaire.

Mais à défaut de cet instrument parfait de domination, la V^e^ République tire profit malgré tout de la crise politique dont elle est issue. Le parlementarisme et les partis en sortent complètement disqualifiés. De Gaulle peut donc prendre prétexte du dégoût profond que l'ensemble de la population, y compris la classe ouvrière, voue au régime des partis, pour assigner au Parlement un rôle de pure figuration et laisser les partis y poursuivre en toute irresponsabilité leurs jeux désormais inoffensifs. Le referendum montre qu'en misant sur le mépris général des formes et des forces politiques de la IV^e^ République, de Gaulle ne s'est pas trompé. Constitutionnellement au moins il a les mains libres. La nouvelle Constitution dote en effet l'appareil d'Etat d'une structure « forte », c'est-à-dire suffisamment centralisée et hiérarchisée pour qu'en principe ses organes deviennent relativement inaccessibles aux impulsions autres que celles qui émanent de son propre sommet.

En fait cette structure n'est réellement forte qu'autant que les groupes de pression ne continuent pas à confisquer à leur profit certains organes de l'appareil étatique. Sinon il est évident que les directives venues du sommet ne peuvent se répercuter jusqu'à l'échelon exécutif, et l'on assiste — ce qui est le cas — à ce paradoxe d'un pouvoir dont la forme est forte et l'efficacité très faible. La pression que les groupes d'intérêt, et particulièrement celui de l'Algérie française, exerçaient à travers le Parlement, est apparemment éliminée mais en réalité, elle est seulement déplacée, elle s'exerce désormais directement dans certains départements de l'administration et dans les organes d'exécution les plus importants (armée, police, information). Cette situation contradictoire résulte, on l'a dit, des conditions mêmes dans lesquelles de Gaulle est venu au pouvoir : la fraction ultra qui l'a porté à la direction des affaires, a eu tout le loisir, pendant l'été 1958, de placer ses hommes dans certains postes essentiels, et elle a ainsi acquis la faculté d'enrayer en cours d'acheminement ou de stériliser sur le terrain les mesures décidées au sommet. Si l'on ajoute à cela que les organes ainsi colonisés sont principalement l'armée et la police, que le terrain est l'Algérie, que la confusion de l'instrument étatique et de la société algérienne y est presque complète et dure depuis des années,

on comprend que l'action du lobby algérien s'en soit trouvée singulièrement facilitée.

Par conséquent le régime actuel ne peut satisfaire à l'exigence d'un Etat fort que formellement, pour ainsi dire. En un sens c'est là la tare dont il hérite du régime précédent : les habitudes de désobéissance impunie dans l'armée, la police, l'administration (d'Algérie surtout), ajoutées aux pressions qui émanent des secteurs les plus arriérés de la société ne sont pas faciles à vaincre, surtout quand on est venu au pouvoir par elles. Mais plus profondément cette précarité de l'Etat, si sensible lors de la crise de janvier 1960, exprime plus qu'un héritage politique : elle traduit dans la structure même de l'appareil de gestion l'hétérogénéité réelle de la classe dominante. C'est parce qu'il y a de considérables inégalités de développement dans le capilisme français et par conséquent des fractions de la bourgeoisie dont les intérêts se contrarient radicalement, que l'instrument de domination de cette bourgeoisie sur la société demeure l'enjeu de tentatives de confiscation permanente. Un Etat stable suppose au moins une classe dominante homogène. Actuellement la bourgeoisie française ne pourrait sacrifier délibérément ses intérêts particuliers à son intérêt de classe dominante que si les masses laborieuses exerçaient sur les institutions politiques qu'elle leur impose une pression réellement menaçante. Mais tant que le prolétariat dans son ensemble n'interviendra pas, et tant que le grand capital n'aura pas, à long terme, détruit les bases fondamentales des couches les plus rétrogrades de la bourgeoisie, le problème de l'Etat restera posé. Il y a là une espèce de cercle : l'Etat bourgeois en France ne sera jamais « fort », tant que la bourgeoisie restera divisée en intérêts profondément contraires sur la plupart des problèmes qui se posent à elle, mais pour vaincre cette division et amener l'ensemble des structures de ce pays à des formes modernes coïncidant avec les intérêts du grand capital, il faut que celui-ci dispose d'un Etat fort.

Cette difficulté objective a seulement été tournée par l'accession de de Gaulle au pouvoir, non pas levée. La Constitution a été tout entière taillée à la mesure du Président, non pas élaborée dans la perspective d'une stabilisation durable des institutions politiques, qui les rendrait relativement indépendantes de la personne du chef de l'Etat. En poussant de Gaulle au pouvoir, en lui donnant pratiquement tous les pouvoirs, le grand capital a évidemment résolu le problème de première urgence que lui posait l'insurrection de mai ; mais il n'a pas répondu et ne pouvait pas répondre au problème fondamental de la forme que ses intérêts doivent donner à long terme à l'appareil étatique. La question de la longévité de de Gaulle reste de ce fait une question angoissante pour la classe dirigeante.

Dira-t-on qu'il en va de même en Allemagne, aux Etats-

Unis ? Ce serait à la fois exact et inexact. Il est vrai que dans tous les pays de capitalisme moderne, la subordination de toutes les activités économiques et sociales à un appareil de gestion politique dote celui-ci de pouvoirs considérables et que la centralisation au sein de l'appareil étatique lui-même fait de son chef le symbole de la stabilité de la société tout entière : c'est pourquoi il paraît toujours irremplaçable, c'est pourquoi l'accident cardiaque ou la sénescence du leader angoissent les classes dirigeantes. Mais en même temps, ces régimes sont équipés pour éviter un interrègne excessif : ils ont les partis. Après une gestation assez longue, si l'on en juge par l'âge moyen des produits, ces énormes machines finissent par vomir de leurs entrailles les successeurs tout préparés du grand homme en place. La « compétence » de ces successeurs est hors de doute, puisqu'elle a été éprouvée pendant les longues années de purgatoire au sein de la bureaucratie de parti. La transmission du pouvoir s'effectue ainsi sans heurt après la disparition du chef de l'Etat ou du gouvernement.

Mais les partis ont dans ces régimes une autre fonction, plus importante encore, et nous retrouvons ici le deuxième échec rencontré par le gaullisme quant au problème politique.

Sur le terrain politique la classe dirigeante affronte la même contradiction que dans la production : d'un côté elle accapare les fonctions de gestion et de décision, elle en exclut complètement les travailleurs ; mais d'autre part elle a besoin de la participation de ceux-là même qu'elle dirige, ne serait-ce que pour savoir ce qu'ils sont, ce qu'ils font et peuvent faire, ce qu'ils veulent et ne veulent pas faire. Sans un minimum d'information la bourgeoisie (ou la bureaucratie) perd complètement le contrôle de la société réelle, ses décisions demeurent lettre morte. Dans le domaine politique cette contradiction trouve son expression et sa « solution » tout à la fois dans le fonctionnement des partis, tel qu'il existe en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Allemagne Occidentale, etc. Ceux-ci remplissent exactement la même double fonction que les syndicats dans l'entreprise. D'une part ils plongent par leur base dans la société réelle, et expriment, à travers toutes les déformations que leur fait subir leur structure bureaucratique, l'opinion de cette société. Mais d'autre part et surtout, le parti représente un irremplaçable instrument de contrôle de la population. Grâce à ses organes de propagande et à ses militants, il peut orienter l'opinion dans tel sens qui convient à la conjoncture, grâce à sa structure il peut capter et canaliser les mécontentements. Enfin quand le parti est au pouvoir, sa hiérarchie s'incorpore de haut en bas à la hiérarchie de l'Etat, ce qui assure à ce dernier l'efficacité que donne la discipline idéologique ou, plus simplement, le carriérisme.

La compétition de deux grands partis permet à la classe dominante, en sauvegardant les dehors de la démocratie, d'avoir toujours un « Etat de rechange » en réserve; d'autre part le parti « de gauche » oblige la bourgeoisie au pouvoir à se plier à une discipline de classe, et inversement sa structure quasi-étatique (« *shadow cabinet* ») retire à la gauche tout contenu révolutionnaire. Les partis sont donc des espèces de doubles de l'Etat, en même temps que les appendices qu'il pousse dans la population pour vaincre son isolement par rapport à la société.

Or le pouvoir gaulliste ne dispose pas de ces instruments. Les conditions mêmes dans lesquelles le grand capital s'est saisi du pouvoir en France exigeaient la mise à l'écart de tous les partis, trop compromis dans la décomposition du régime précédent, trop nombreux pour produire des candidats incontestés à la présidence. Le grand capital a pris le pouvoir contre les partis ou du moins malgré eux, et il paraît condamné à gouverner longtemps sans eux. En dépit des souhaits concomitants de Mollet et de Duchet, l'évolution de l'éventail politique vers le bipartisme paraît fort improbable, du moins à échéance prévisible.

De son côté l'UNR n'est pas un parti au sens que nous venons de dire, mais un mouvement dont les institutions internes n'en font pas un quasi-Etat, et dont la composition idéologique et sociale lui interdit même de jouer le rôle de courroie de transmission entre le pouvoir et le pays : de ce dernier point de vue, l'UNR est un ramassis hétérogène de notables locaux, où les hommes du grand capital voisinent avec les petits patrons réactionnaires ; elle ne saurait sortir le gaullisme de son ambiguïté, elle l'incarne.

On voit mal, dans ces conditions, comment l'Etat pourra s'arranger de cette situation politique lamentable. Dans l'immédiat, l'écart entre les partis et le pouvoir ne cesse de s'aggraver, les techniciens, hauts fonctionnaires et autres « *hommes de l'organisation* » sont venus, l'un après l'autre, remplacer les ministres « politiques » défaillants. Mais une telle solution, si elle ne gêne pas le fonctionnement de l'Etat dans la période présente, ne résoud nullement le problème des rapports du pouvoir et de la société.

La contradiction qui pèse sur la « solution » politique que le grand capital a tenté de donner à la crise de mai 1958 se retrouve nécessairement dans les autres domaines. Mais non pas également partout : là où les adversaires bourgeois du grand capital ne peuvent lui opposer une résistance sérieuse, la ligne générale de sa politique s'affirme nettement ; quand au contraire le terrain en litige est déjà occupé par ces adversaires, cette ligne s'incurve, louvoie, le pouvoir compose, au moins momentanément.

En décembre 1958, ayant obtenu le double acquiescement que la nation lui a donné lors du referendum et lors des élections, de Gaulle sort « son » programme économique. Pour l'essentiel, ce programme consiste à opérer sur le pouvoir d'achat des salariés une ponction de l'ordre de 15 à 18 %, directement par des mesures restrictives (blocage des salaires, freinage de la consommation), indirectement par la dévaluation. La réduction de la consommation intérieure qui s'ensuit, ajoutée à l'abaissement de la parité extérieure du franc, permet de consacrer une part beaucoup plus importante du produit national à l'exportation, c'est-à-dire à la rentrée des devises fortes. En quelques mois la balance extérieure est rééquilibrée et le stock de devises reconstitué ; dès le printemps 1959 le rythme normal d'expansion reprend, et au début de 1960 le patronat peut envisager, si la tension sociale se fait un peu forte ici ou là, de desserrer d'autant son étreinte sur les salaires.

Ces mesures sont favorablement accueillies par l'ensemble de la bourgeoisie, et pour cause : en faisant payer aux travailleurs les frais de sa propre incurie, elles résolvent de la façon la plus « élégante » le problème de l'assainissement financier. Mais le bel équilibre ainsi obtenu n'est pas suffisant. Il ne suffit pas d'assainir les finances de l'Etat ou le commerce extérieur en aggravant l'exploitation ; à la longue, il faut entreprendre la rationalisation des secteurs les plus arriérés de l'économie française. Or, comme on vient de le voir, des tentatives même fort limitées de peser sur les prix agricoles, suscitent immédiatement des réactions violentes de la masse paysanne, pour laquelle il y a là plus qu'un marchandage sur son niveau de revenu. A travers le problème du coût de production des produits paysans ce n'est rien moins que le problème de la petite propriété rurale qui est posé : par rapport à une économie de type « américain », le système foncier et les modes d'exploitation français sont complètement inadaptés. Le malaise paysan ne peut guère qu'aller s'aggravant. Il en est de même pour la distribution.

Sans doute les classes moyennes qui se trouvent ainsi condamnées à long terme n'ont-elles pas en elles-mêmes la force de faire échec à cette opération ; mais elles ont du moins l'inertie suffisante pour gripper, ralentir, étaler son déroulement. Il est clair que le grand capital devra longtemps faire des concessions à cette fraction de la population active s'il ne veut pas se l'aliéner ; et il ne peut pas se l'aliéner en raison de son énorme volume relatif, héritage d'un siècle de politique sociale conservatrice. L'extinction des boutiquiers, des artisans, des petits paysans du Midi et de l'Ouest n'est donc pas pour demain, et le capitalisme français, tout moderne qu'il puisse devenir dans le secteur du salariat, conservera pour longtemps encore ce trait

spécifique qu'un tiers de la population active travaille dans des conditions financières et techniques qui étaient celles de 1860. C'est là la source de difficultés considérables, ne serait-ce que celle qui résulte du caractère non-compétitif sur le marché extérieur des prix des produits fabriqués dans ces conditions : la libération des échanges exigée par le secteur le plus avancé de la production devra longtemps admettre des limitations pour quantité de produits concurrençant ceux de l'agriculture et de la petite industrie françaises.

Quant au problème du rapport avec les colonies, la Constitution indiquait déjà que le grand capital allait tenter de le résoudre dans le sens d'un assouplissement du lien colonial, c'est-à-dire allait rompre autant que possible avec la tradition exclusive de la répression violente et sans perspective. La suite du développement politique en Afrique montrait bientôt l'efficacité de cette solution, l'octroi d'une large autonomie, voire de l'indépendance permettait de consolider aussitôt sur place une couche privilégiée locale dont les intérêts essentiels coïncident avec ceux de l'impérialisme et qui se charge elle-même de canaliser ou de réprimer les forces que l'émancipation politique révèle dans les masses africaines.

Sur ce point l'entreprise gaulliste ne se heurtait à aucun adversaire réellement organisé. Mais le problème-test, celui sur lequel « on attendait de Gaulle », celui duquel le gaullisme était sorti, restait le problème algérien. Aucun groupement à l'intérieur de la bourgeoisie française n'avait su se doter d'organes d'intoxication de l'opinion, aucun n'avait directement confisqué une large fraction de l'administration civile et la quasi-totalité de l'appareil militaire, aucun n'avait défié le pouvoir central, comme le colonat d'Algérie.

La politique conforme aux intérêts du grand capital s'avérait pour ces raisons extraordinairement difficile à appliquer. Pendant tout l'été 1958, de Gaulle louvoie, manœuvre, ne se prononce ni pour ni contre l'Algérie française. A partir du référendum constitutionnel de septembre et des élections de novembre, les premières mesures apparaissent qui tendent à restituer à Paris sa domination sur le secteur algérien : l'ordre intimé aux officiers de se retirer des CSP, le rappel ou le changement d'affectation de quelques officiers supérieurs expriment le projet de ramener l'armée à des fonctions d'exécution ; puis les déclarations de de Gaulle cherchent à dégager peu à peu une sorte de troisième voie, qui ne soit ni celle des ultras, ni celle du GPRA, mais bien celle du grand capital, la voie d'une association qui tout à la fois sauvegarderait l'essentiel des intérêts de l'impérialisme français en Algérie et permettrait aux dirigeants nationalistes d'obtenir gain

de cause quant à leur participation aux affaires du pays (6). Ce faisant de Gaulle allait beaucoup plus loin qu'aucun président du conseil de la IV[e] République ; à travers lui le grand capital métropolitain tentait de définir pour la première fois la ligne conforme à ses intérêts fondamentaux.

Cependant l'insurrection du 24 janvier 1960 devait montrer que les adversaires de de Gaulle n'avaient pas baissé les bras. Déjà auparavant, il était évident que les directives émanant de l'Elysée continuaient d'être traduites outre-Méditerranée dans la langue de l'Algérie française ; les officiers supérieurs, les généraux et autres maréchaux ne cessaient pas de commenter à leur manière les déclarations du Président ; les instructions que Delouvrier avait reçues en prenant son poste étaient à peu près demeurées lettre morte ; le délégué général lui-même paraissait céder à son tour à l'irrésistible atmosphère algéroise ; les « organisations patriotiques », les groupes ultras déclaraient ouvertement leur hostilité à la politique tracée par Paris, et menaçaient de s'opposer par les armes à son application.

En la crise de janvier, toutes les difficultés du régime parurent s'incarner, comme en mai 1958 celles de la IV[e] République. Le départ de Pinay orchestré sur le thème algérien par l'aile ultra des indépendants, l'agitation paysanne plus ou moins orientée par les corporatistes donnaient consistance à l'hypothèse d'une offensive de certaines fractions de la bourgeoisie contre la politique de de Gaulle. Le soulèvement des Européens d'Alger apporta le défi explicite du lobby algérien. Le flottement du commandement militaire et de l'autorité civile pendant quelques jours parut enfin atteindre l'Etat gaulliste dans sa texture même. Le tout ensemble pouvait faire songer à une répétition du 13 mai.

Cependant des différences notables apparaissaient bientôt entre mai 58 et janvier 60, dans le style même de l'insurrection et dans son développement, différences qui s'expliquent en définitive par la situation politique nouvelle que constitue le régime.

D'abord les Européens qui intervinrent effectivement dans la rue furent beaucoup moins nombreux et beaucoup moins actifs qu'au 13 mai. En 58, il y avait 100 000 personnes sur le forum ; en 60, 15 000 dans le centre d'Alger aux heures ouvrables, et pas plus de 1 000 insurgés en tout en permanence. En 58 le mouvement s'était répandu comme une traînée de poudre à travers toutes les villes (grâce à la complicité de l'armée et de l'administration) ; en 60 il intéresse le centre d'Alger huit jours, le centre d'Oran trois jours, le monument aux morts de quatre ou cinq villes

(6) Cf. Lyotard, « Le contenu social de la lutte algérienne », *Socialisme ou Barbarie*, n° 29, décembre 1959-février 1960.

quelques heures. En 58 la totalité des organismes administratifs de l'Algérie passe à l'insurrection ; en 60 les insurgés ne parviennent à contrôler aucun organe vital de la société algérienne, ils se *retranchent*.

Est-ce à dire que l'insurrection de janvier est le fait de quelques comploteurs ? S'il en avait été ainsi, elle n'eût pas tenu deux heures, surtout après la fusillade. En fait les hommes qui ont rendu possible l'insurrection n'étaient pas Lagaillarde, Ortiz, etc., mais les ouvriers, les employés, les postiers, les cheminots européens qui *s'insurgeaient* réellement contre ce qu'ils croient être le destin auquel les promet la solution d'association que de Gaulle veut imposer. Ils croient en effet — et ils n'ont sans doute pas tort, l'exemple de la Tunisie et du Maroc en fait foi — qu'une telle association les obligera à partager leurs emplois avec les Algériens, et qu'ainsi une bonne partie d'entre eux sera obligée de s'expatrier, de venir en France chercher du travail. Transposé en terre algérienne, c'est-à-dire avec tout le contenu colonialiste inhérent à leur situation, le problème que rencontrent les « petits blancs » avec la politique gaulliste, c'est en définitive le même problème que celui des paysans, des artisans, des boutiquiers de la métropole. Changer l'Algérie en « pays moderne », c'est mettre fin aux « privilèges » de race (non pas bien sûr aux privilèges d'argent), comme changer la France, c'est mettre fin aux « privilèges » de tradition. La rationalisation du monde capitaliste veut que disparaissent, non les Borgeaud, mais les facteurs de Bab-el-Oued, non les Boussac, mais les fermiers du Morbihan. L'angoisse de ces classes qui se sentent condamnées et qui se savent sans défense est parfaitement justifiée, même si les réactions politiques dans lesquelles elle se libère sont parfaitement aberrantes.

Reste que ces réactions — on l'a dit — n'ont pas eu, en janvier 60, l'intensité qui étaient la leur en mai 58. Il y a eu une sensible baisse de tension dans la combattivité des Européens. Il faut certainement la rattacher au renforcement du pouvoir en France, qui rendait aux Français d'Algérie comme aux Français de France, plus problématique, plus improbable l'efficacité d'une pesée populaire sur l'orientation des affaires. Concrètement, dans Alger, cela signifiait que le ralliement de l'armée à l'insurrection paraissait beaucoup moins aisé qu'un an et demi auparavant.

Il n'est pas discutable qu'en effet l'armée dans son ensemble s'est conduite de façon sensiblement plus « loyale » à l'égard de Paris que lors du 13 mai. Sans doute les troupes qui ont été placées au contact des insurgés dès que les gendarmes et les gardes mobiles eurent été retirés, eurent-elles pour eux toutes les complaisances ; mais cette fraternisation devint impossible dès que la division parachutiste qui avait été celle de Massu eût à son tour laissé

la place à des unités de l'intérieur. Depuis plus de deux ans que cette division stationnait à Alger, beaucoup d'Algérois s'étaient engagés dans ses rangs, et beaucoup d'hommes et d'officiers avaient épousé des Algéroises. L'interpénétration de l'armée et de la communauté européenne offrait ici un exemple à la fois extrême et unique.

Mais le signe le plus décisif du « loyalisme » retrouvé des militaires, c'est l'abstention des Algériens pendant toute l'insurrection, car cette abstention, c'était en réalité celle des officiers SAU et SAS d'Alger et de sa banlieue ; ces mêmes officiers avaient en 58 mobilisé « leurs musulmans » sur le Forum pour faire pièce à la fois à Paris et aux ultras, en montrant à celui-là que toute l'Algérie était contre lui, à ceux-ci qu'ils ne pouvaient espérer le retour au statu quo colonial, en indiquant enfin à l'insurrection d'alors une issue gaulliste.

En s'opposant aux tentatives des insurgés de 60 qui cherchaient à recommencer les « fraternisations franco-musulmanes », le corps des capitaines se prononçait nettement pour le soutien de la politique de de Gaulle, et il n'est pas excessif de voir dans leur attitude le fait le plus significatif de la crise. Quant à la situation en Algérie elle indique en effet que ces officiers, qui « valent » chacun, comme on sait, des milliers de voix arabes en puissance, semblent prêts, lors d'un éventuel référendum, à faire pression dans le sens souhaité par de Gaulle, c'est-à-dire pour l'association. De là le bruit du « dégel des musulmans », de là la hâte à dégager une troisième force à la faveur d'élections cantonales précipitées. Sans doute cette orientation reste-t-elle embryonnaire pour l'instant, et ne peut-elle aboutir que si le problème des rapports avec le GPRA, notamment dans la phase pré-électorale, est positivement résolu. Mais elle indique néanmoins une modification essentielle dans l'attitude de cette fraction de l'armée qui est en définitive la plus importante, celle qui est occupée à la gestion de la société algérienne.

C'est une erreur (que nous n'avons jamais faite ici, même si nous avons surestimé quelque peu la reprise en main de l'armée par Paris) de concevoir l'armée d'Algérie, c'est-à-dire les cadres d'active, comme dotée d'une idéologie stable, fasciste pour l'essentiel, et résolue à n'appliquer jamais que les directives compatibles avec cette idéologie. Sans parler de ces cadres militaires, surtout les plus âgés, qui sont des fonctionnaires principalement soucieux de retrouver dans leurs foyers une vie « normale », l'esprit des officiers les plus engagés dans la guerre coloniale ne peut se réduire à un fascisme ou à un franquisme quelconque. Il est certain qu'ils constituent la partie peut-être la plus politisée du pays, en ce qu'ils éprouvent de la manière la plus immédiate (dans leur vie quotidienne), la plus intense (leur vie est en jeu), la plus persistante (depuis

1946) la crise du régime auquel ils ont obéi pendant douze ans avant de le faire tomber, la crise d'une société dont ils ne voient pas qu'elle soit préférable à celle de leurs adversaires, la crise enfin des valeurs occidentales que la tradition leur enseignait et dont ils ressentent la fragilité en face de l'énorme élan des masses coloniales contre l'Occident. C'est dans cette armée qui défend depuis 14 ans un empire qu'elle sait perdu comme tel, une « civilisation » dont elle a pu mesurer, par la fréquentation des colons de Madagascar, d'Indochine, du Maroc et de Tunisie, d'Algérie enfin, la signification réelle sous sa forme exportée, c'est dans cette armée que les contradictions de la société capitaliste moderne sont vécues, sinon pensées, plus intensément que dans aucune autre fraction de la bourgeoisie.

Accomplissant depuis des années des tâches qui sont essentiellement politiques, il serait étonnant qu'elle ne se soit pas politisée c'est-à-dire qu'elle continue de « faire son devoir » aveuglément, sans jamais se demander où il est. Car autant le « fais ce que dois » signifie quelque chose dans l'exercice traditionnel du métier militaire, sur un champ de bataille face à des gens qui de leur côté obéissent au même impératif, autant il se vide de tout sens quand le lieutenant et ses quarante hommes, déposés au fond d'un village moï ou kabyle, reçoivent mission de le « pacifier ». Le problème n'est plus alors de tenir ou mourir, mais d'inventer le contenu à donner à la « pacification ». Or si cette tâche est prise au sérieux, elle signifie inévitablement la reconstruction d'une communauté sociale intégrant les soldats et les paysans dans des rapports aussi harmonieux que possible. Si donc les cadres militaires dans leur ensemble secrètent une idéologie, elle n'est ni fasciste ni franquiste, mais « gestionnaire » : l'officier conçoit sa tâche comme une tâche de remise en route de toutes les activités sociales, et il sait que cela n'est pas possible sans la participation de la communauté paysanne, ni davantage sans *sa* participation à la communauté paysanne.

Avec la guerre d'Algérie, ces caractéristiques se sont accusées parce que plus que tout autre elle est une guerre sociale. De Gaulle devait tenter de restituer à l'armée un minimum de confiance dans son action, en exorcisant le spectre d'un départ avec armes et bagages qui eût annulé d'un coup des années consacrées à la reconstitution d'une société algérienne. De là les apaisements contenus dans sa déclaration du 29 janvier et renforcés lors de son voyage du début mars.

Mais tous les apaisements ne peuvent vaincre l'absurdité essentielle dans laquelle baigne cette activité gestionnaire. Comme gérants, il est vrai que les officiers tendent à s'assimiler aux communautés dont ils ont charge. Mais cette assimilation est évidemment impossible : d'abord la règle administrative des affectations, mutations, promo-

tions, etc., ne les laisse pas longtemps dans leur village, ce qui veut déjà dire que leur simple appartenance à l'appareil militaire est par elle-même incompatible avec une tâche gestionnaire ; et surtout leur idéologie gestionnaire demeure une idéologie *de classe,* il s'agit pour eux, non pas de participer égalitairement à la reconstruction de la société en obéissant au projet que s'en forment les Algériens eux-mêmes, mais en définitive d'imposer, sous des dehors fraternels ou paternels, un modèle de société aussi conforme que possible aux intérêts du capitalisme français. Et cela, il faut bien qu'ils en soient conscients eux-mêmes, puisqu'ils savent et constatent quotidiennement que les éléments les plus actifs, — la force même qui a obligé cette société algérienne à poser à neuf le problème de son organisation —, ne sont pas dans le village, mais dans la montagne, armés contre lui, et que cependant aucune reconstruction n'est possible sans eux. L'absurdité de la tâche militaire en Algérie, c'est de vouloir tout à la fois gérer l'Algérie *avec* les Algériens et *sans* eux (pour ne pas dire *contre* eux). Cela, il n'y a pas un officier SAS ou SAU qui ne le sache, et il n'y a pas une « reprise en main », la poigne serait-elle de fer, qui puisse l'empêcher.

Car cette absurdité n'est rien d'autre, transposée sur le terrain de l'Algérie où la violence la place en pleine lumière, que l'absurdité même de la société capitaliste : dans l'usine aussi le patronat cherche à faire participer les ouvriers à l'organisation de leur travail, mais dans le cadre, avec des méthodes et pour des objectifs qu'il a lui-même définis, c'est-à-dire sans jamais accepter qu'ils gèrent effectivement. A cet égard la guerre d'Algérie est exemplaire parce qu'elle révèle et cristallise, dans sa nudité, *la* contradiction la plus fondamentale du monde capitaliste, la seule qui soit vraiment insoluble *dans* le système lui-même. Et le vide béant que la crise de la société française depuis 15 ans a creusé dans l'idéologie militaire, — ce que les bonnes âmes appellent le « malaise de l'armée », et les phraséologues de gauche son « fascisme », — cette société, serait-elle dotée d'un Etat plus « fort » encore que celui de de Gaulle, ne saurait le combler.

Il y a donc là une limite objective au succès de la politique de de Gaulle en Algérie. Cela ne veut pas dire que la guerre algérienne est éternelle, mais seulement qu'il faut que de Gaulle trouve une issue à l'impasse où l'armée piétine s'il veut pouvoir en finir sans que son Etat soit sérieusement ébranlé. La modification que nous croyions tout à l'heure déceler dans l'esprit des officiers SAS ou SAU va peut-être lui donner le moyen de sortir de cette impasse, si ceux-ci acceptent de travailler désormais dans la perspective de l'autodétermination ; cela ne voudra pas dire que l'absurdité intrinsèque de leur tâche sera supprimée, puisqu'en somme on leur demandera de gérer jusqu'au

moment où il sera préférable de ne plus gérer, mais pour de Gaulle comme pour le patronat, le problème n'est pas de savoir si l'absurdité disparaît réellement, il est de savoir si l'on peut faire comme si il n'y en avait pas.

En définitive, et si l'on ne tient pas compte des contradictions fondamentales inhérentes à la structure de classe de la société, le bilan immédiat de l'insurrection d'Alger, c'est la défaite de la bourgeoisie européenne d'Algérie face au capitalisme français. L'isolement relatif des activistes par rapport à l'ensemble d'une population démoralisée, l'obéissance résignée des cadres militaires ont permis au pouvoir de Paris de décapiter les organisations ultras et de déplacer les officiers les plus compromis, donc à la fois de consolider son emprise sur l'appareil militaire et administratif de l'Algérie et de briser, ou au moins de fissurer sérieusement, un obstacle majeur à sa politique.

Les barricades d'Alger étaient, comme la barbe de Lagaillarde, anachroniques. Mais les appels à la vigilance antifasciste qui résonnèrent en France à la fin de janvier ne l'étaient guère moins. S'il est exact qu'un fascisme endémique sévit en Algérie, en raison de la structure propre à cette société, il ne l'est pas moins qu'il n'y a pas de fascisme concevable en France actuellement, ni d'ailleurs en aucun pays de capitalisme moderne.

Pour que le fascisme naisse et s'étende, il faut d'abord qu'une crise profonde mette en question la capacité du capitalisme de gérer la société dans son ensemble, et particulièrement son économie, comme ce fut le cas à la suite de la crise de 1929 ; il faut ensuite qu'une importante fraction du prolétariat qui subit violemment cette crise n'ait plus la force de lui donner une réponse révolutionnaire et socialiste et accepte la solution que le grand capital lui offre par l'entremise des organisations fascistes. Il n'y a pas de fascisme sans une crise radicale et ouverte de toutes les institutions traditionnelles de la société capitaliste, et non plus sans l'élimination presque physique des organisations politiques et syndicales que la classe ouvrière s'était précédemment données.

Or l'économie française actuelle « pète de santé » (7), il n'est pas besoin d'être un banquier cynique pour le comprendre, il suffit d'examiner les chiffres du chômage (8), la balance des exportations et des importations (9), la

(7) *L'Express*, 4 février 1960.

(8) A son maximum, en février 1959, le chômage enregistré était inférieur à 1 % de la force de travail, et a reculé depuis.

(9) En déficit de 1 020 millions de dollars en 1956, de 1 080 millions en 1957 et de 480 millions en 1958, cette balance a présenté en 1959 un excédent des exportations sur les importations de 516 millions de dollars.

vitesse d'expansion de la production industrielle (10), ou tout autre signe que l'on voudra : on ne comprendrait vraiment pas par quelle aberration un capitalisme aussi « prospère » se paierait le luxe coûteux et risqué d'un fascisme. D'un autre côté il n'est pas du tout question d'une élimination des organisations ouvrières, mais plutôt de leur participation croissante depuis dix ans, aux responsabilités économiques, au moins à l'échelle de l'entreprise. C'est là une nécessité inéluctable pour le capitalisme moderne. Diagnostiquer le fascisme dans ces conditions relève de la paranoïa.

Et il est vrai qu'au delà de leurs petites combines éculées, les organisations qui comme le PC, l'UGS et le PSA ont appelé à la formation de comités antifascistes souffrent d'un archaïsme idéologique voisin de la psychose. Sans doute le fantôme du fascisme leur sert-il de prétexte à solliciter les unes des autres des actions communes, voire des formations de cartel — qui de toute manière resteront sur le papier ; peut-être même ont-elles pu rêver de « déborder de Gaulle » dans leur défense de sa République. Mais quoi qu'elles aient rêvé ou souhaité, elles ont surtout montré, à l'occasion de l'insurrection algéroise, leur inaptitude complète à repenser le problème politique de la société moderne ou en voie de modernisation où elles se trouvent ; elles n'ont fait que remacher la vieille phrase de l'union de la gauche, elles seraient presque reconnaissantes au fascisme d'exister parce qu'au moins c'est une situation qu'elles connaissent *déjà*, pour laquelle elles ont une tactique toute prête. Le fait que cette tactique ait toujours échoué importe peu : au fond elles ont crié au fascisme pour lui donner vie et, en même temps, se rendre vie à elles-mêmes. Ce n'est plus de la politique, c'est l'hypermnésie des mourants.

Cette décomposition confirmée de l'idéologie de la gauche s'est trouvée démasquée par l'indifférence totale de la population à l'égard de ses appels, par l'hostilité ouverte ou l'ironie désabusée avec lesquelles les travailleurs ont accueilli la « grève » que les syndicats et les patrons leur ont demandé de faire d'un commun accord.

Si ceux-ci ou ceux-là espéraient politiser dans tel ou tel sens les travailleurs, à l'occasion de l'insurrection d'Alger, il faut consentir qu'ils y ont parfaitement échoué. La répulsion persistante que le prolétariat dans son ensemble éprouve à l'endroit de la « politique » n'a pu être surmontée malgré l'ingrédient du fascisme. Le prolétariat n'a pas plus bougé en janvier 1960 qu'en mai 1958. A vrai dire pour quoi, en vue de quoi aurait-il bougé ? Il n'était pas

---

(10) Au quatrième trimestre de 1959, l'indice de la production industrielle était supérieur de plus de 11 % sur celui du quatrième trimestre 1958.

question pour lui de défendre de Gaulle : les ouvriers ont fait directement l'expérience de la signification de classe du pouvoir, par la réduction de leur niveau de vie et par l'accélération des normes dans les entreprises. Or que leur proposaient les organisations ? Sauvegarder l'ordre gaulliste, c'est-à-dire leur propre exploitation. Aucune perspective politique ne pouvait évidemment être dessinée par les organisations de « la gauche », dont la critique n'est plus à faire (11).

Mais ce dégoût pour les organisations dégénérées ne suffit pas à caractériser l'attitude du prolétariat à l'égard de la politique. Ce dégoût paraît s'étendre à la politique elle-même. La classe ouvrière, si elle est toujours capable de se battre, et durement, à l'échelle de l'entreprise, ne produit pas des organisations nouvelles stables dans lesquelles se cristalliserait non seulement son programme revendicatif, mais son projet communiste. C'est l'idée d'une transformation globale et radicale de la société qui paraît absente de l'attitude actuelle des ouvriers, et l'idée qu'une action collective peut engendrer cette transformation. Cette dépolitisation déborde largement, par son extension, la critique implicite des partis et des syndicats.

Il faut en chercher les vraies raisons, se décider à ouvrir les yeux, constater dans quelle immense transformation de la vie quotidienne des classes laborieuses, en cours dans les entrailles de cette société depuis dix ans, s'inscrit cette dépolitisation, donner à celle-ci sa pleine signification historique et sociale, et en tirer les conclusions politiques qui devront servir de guide à notre action. C'est seulement une esquisse de cette tâche que nous voudrions donner par ce qui suit.

1. — La santé dont « pète » l'économie française signifie d'abord pour l'ensemble des travailleurs, ouvriers et employés, une usure plus rapide de leur force de travail. Le rythme actuel de l'expansion suppose en effet une productivité accrue, même compte tenu de l'entrée des jeunes générations dans la production. La « rationalisation » que le patronat impose un peu partout au prolétariat s'opère selon des procédures toutes différentes ici et là, utilisant tantôt le taylorisme brutal, tantôt les méthodes policières empruntées à Ford, tantôt les techniques les plus modernes tirées de la psychologie et de la sociologie industrielles, et toujours la machine elle-même comme contrainte objective imposant des rythmes et des gestes. Mais tous ces procédés convergent en un même projet, qui est l'aliénation accrue du travailleur dans son travail, l'effraction de plus en plus subtile de ses moyens de lutte traditionnels

(11) Cf. « Bilan », *Socialisme ou Barbarie*, n° 26, novembre-décembre 1958.

contre l'exploitation, son expropriation plus radicale à l'égard de toute initiative, sa dégradation toujours plus visible en simple appendice d'une direction elle-même toujours plus invisible. L'extériorité du travailleur par rapport à ce qu'il fait va donc en s'approfondissant, et corrélativement son activité apparaît plus clairement qu'autrefois comme un simple moment dans la circulation du capital : d'une part le travail est devenu actuellement pour la majorité des salariés un temps perdu à des gestes dénués de tout intérêt et de tout sens réels, d'autre part l'argent reçu en échange de ce temps n'apparaît pas comme résultant, de façon pensable, de ce temps lui-même. Le rapport qui existe entre les huit heures passées à taper sur une calculatrice le prix des objets que les clients d'un self-service présentent en sortant du magasin et les 30 ou 35 000 francs qu'on donne à l'employée pour ces huit heures, ce rapport est ressenti comme absolument arbitraire. Cela signifie que même le stimulant pécuniaire, cette raison dernière de toute l'organisation de la société capitaliste, a perdu toute efficacité, non comme stimulant bien sûr, mais comme expression d'une hiérarchie réelle dans la valeur des travaux.

Il y a donc à la fois incorporation plus totale du travailleur à la sphère du travail (et c'est ce que nous voulons dire en soulignant que le travailleur se ressent lui-même comme simple phase dans le processus capitaliste) et extériorité plus complète du travail par rapport au travailleur. Les rythmes sont plus rapides, les normes plus accablantes, les tracasseries de la maîtrise plus mesquines — et en même temps le contenu de ce qu'on fait plus indifférent. Les tensions qui résultent de cette situation sont donc d'une autre nature que celles qui provenaient d'un travail techniquement plus simple, exigeant une qualification professionnelle supérieure, et mal rémunérée; elles se libèrent dans des grèves et des manifestations décidées sur le tas, résolues, visant autant les conditions de travail locales que les salaires, généralement couronnées de succès. Même en France, actuellement, où cependant la décomposition des organes de lutte est énorme, de telles actions ouvrières apparaissent fréquemment ; elles sont monnaie courante dans des pays, comme la Grande Bretagne ou les Etats-Unis, où la « rationalisation » est plus avancée. Mais ces grèves ne s'étendent pas, faute d'organisations adaptées à la fois dans leur structure et dans leur idéologie.

2. — La « contre-partie » à cette aliénation — mais est-il besoin de dire que cette aliénation ne souffre, ne peut souffrir aucune « contre-partie », et que l'idée même d'une « contre-partie » relève de la philosophie capitaliste de l'équivalence monétaire toujours possible ? —, le capitalisme moderne la donne, et en France commence à la

donner sous la forme d'un niveau de vie plus élevé. Une partie du produit est ou peut être restituée aux travailleurs, non parce que le patronat est devenu philanthropique, mais parce qu'il est en définitive indispensable d'élargir les capacités du « marché » à mesure que la production s'élève, et par conséquent d'accroître le pouvoir d'achat des salariés (12).

Cette « compensation », qui fait dire aux imbéciles que la classe ouvrière s'embourgeoise, signifie-t-elle plus de liberté dans la consommation ? Tout au contraire. On n'en finirait pas de dénombrer les techniques que le capitalisme met en œuvre pour parvenir à régler la consommation de manière à préserver l'harmonie de son système : la destruction des produits par la consommation exige actuellement presque autant d'études (études de marché, de motivations, enquêtes de consommation, etc.) que leur fabrication. Et ces études ne visent pas seulement à régler la production sur les besoins, elles visent non moins à remouler constamment les besoins sur la production (à la fois d'un point de vue qualitatif et quantitatif). C'est dire que le capitalisme tente d'incorporer de façon de plus en plus rigoureuse la dynamique des besoins dans sa dynamique économique globale : cette incorporation s'opère à la fois sous la forme de la prévision, désormais indispensable au fonctionnement du système, et sous la forme d'un contrôle réglant effectivement les besoins sur les possibilités de la production.

A l'aliénation dans le travail s'ajoute donc une aliénation accrue dans le besoin : les besoins que nous éprouvons sont de moins en moins nos besoins, de plus en plus des besoins anonymes, et le symptôme infaillible de cette aliénation, c'est que la satisfaction de ces besoins-là ne procure pas un plaisir réel. Beaucoup d'activités de consommation sont au contraire devenues des corvées (13).

Mais cette conduite coïncide parfaitement avec le fonctionnement de l'économie capitaliste moderne : elle assure en effet l'utilisation à plein de la force de travail sans qu'il soit nécessaire d'employer la contrainte, mais par simple autodétermination de cette force, et en même temps elle garantit l'utilisation à plein du pouvoir d'achat. Ainsi la force de travail échappe de moins en moins à l'utilisation exclusive de sa capacité par le patronat, et c'est donc la quasi totalité de la force de travail disponible dans la société dans laquelle s'incarne désormais le capital variable.

3. — Dans le même sens, l'un des résultats marquants de l'expansion économique consiste en ceci que des catégories sociales jusqu'alors intactes de toute « vie moderne » se trouvent prolétarisées, c'est-à-dire non pas appauvries,

(12) Ce qui ne veut pas dire que la chose se fasse toujours, ni automatiquement.

(13) Cf. D. Mothé, « Les ouvriers et la culture », dans ce même numéro.

mais arrachées à leur mode de travail et de consommation traditionnel et soumises à l'aliénation accrue que nous venons de décrire : ainsi les éléments paysans, particulièrement les jeunes ; ainsi les boutiquiers et les artisans. Ce mouvement implique à terme une homogénéisation des modes de vie en France, qui serait déjà sensible si l'on comparait la consommation familiale actuelle de la paysannerie avec ce qu'elle était il y a 20 ans.

4. — Mais le capitalisme moderne ne bouleverse pas seulement les manières de travailler et de consommer, il transforme profondément tous les rapports humains, c'est-à-dire la vie quotidienne elle-même. L'éloignement de l'habitat par rapport au lieu de travail dont il serait trop long de rechercher ici l'origine, entraîne un allongement considérable du temps passé au transport, c'est-à-dire indirectement à la production. Corrélativement le temps consacré à la vie familiale ou privée en général se trouve sensiblement rogné, et il s'ensuit évidemment des tensions nouvelles dans les rapports entre hommes et femmes, entre parents et enfants. Ces rapports sont de plus en plus écourtés, les expériences s'échangent de plus en plus difficilement, la communauté familiale tend à se pulvériser comme telle, la vieille idée selon laquelle il convient de « fonder une famille » perd tout contenu quand mari et femme se voient deux heures par jour ouvrable entre 20 et 22 heures (s'il n'y a pas de télévision), quand les enfants sont pris en charge par l'école, la cantine, l'étude, la colonie de vacances. Une des valeurs fondamentales de la société traditionnelle s'effrite ; cela veut dire à la fois que le travailleur ne retrouve plus au dehors de son travail un milieu humain relativement stable où il pouvait échapper à l'obsession de la production, qu'il se saisit davantage comme un *individu* isolé, voire délaissé, et qu'il perd, avec la famille, un objectif simple pour toutes les conduites de sa vie quotidienne.

Plus généralement, un type de rapport humain anonyme, qui correspond à la pulvérisation des communautés de la période antérieure, tend à s'imposer : par exemple la vieille communauté de quartier si importante dans la vie prolétarienne du XIX^e^ siècle se trouve brisée dans les nouvelles banlieues-dortoirs où les occupants d'un même immeuble ne se connaissent plus. La destruction de l'entourage familial et périfamilial stable retentit sur les attitudes affectives fondamentales ; autrefois c'est dans ce milieu que s'effectuait traditionnellement le choix des partenaires (copains, partenaires sexuels), aujourd'hui ce choix s'opère de plus en plus difficilement ; en revanche le fait que le travail mixte devienne la règle favorise la multiplication des expériences sexuelles et affectives précaires, et stabilise un type de conduite de *mise à l'essai* d'autrui et de soi-même. Cette précarité, quand il s'agit de rapports

sexuels, explique sans doute l'attitude d'anxiété de la femme française, compte tenu des interdits portant sur le contrôle des naissances, ainsi que sa réaction dans le sens de la sécurité : pour elle le mariage revêt surtout le sens d'une défense contre l'anxiété, il s'effectue dans des conditions qui rendent son succès sexuel problématique.

De tout cela résulte une relativisation accrue des rapports humains : les individus sont immergés dans une société subie, non comprise, non pas parce qu'elle est demesurée, mais parce que son sens global, celui que lui assurait le tissu de valeurs dont était faite la vie quotidienne, a disparu, en même temps que le sentiment qu'il est possible de reconstituer ce sens. De là le cynisme en matière politique, si la politique est bien l'activité par laquelle les hommes entendent transformer collectivement le sens de leur vie, de là l'indifférence apparente et l'anxiété réelle quant aux problèmes qui surplombent le champ de la vie quotidienne.

5. — Cette attitude globale se manifeste particulièrement chez les jeunes (dont l'importance relative est considérable en France étant donné la pyramide des âges) ; moins que tout autre ils ne sont tentés — et du reste capables — d'opposer à cette crise générale la bonne conscience et la mauvaise foi d' « explications » politiques ou sociologiques empruntées à la période précédente ; la fraction de la jeunesse travailleuse et étudiante qui est organisée politiquement est extrêmement faible. Cette non-politisation est simplement chez elle la forme que prend sa non-adhésion aux valeurs sociales en général. La société telle qu'elle existe est incapable de fournir aux jeunes la moindre raison de vivre, et c'est à partir de là seulement que l'on peut comprendre ce style commun aux blousons noirs et aux tricheurs, l'esthétique de la violence.

On se trouve devant une situation globale dont il serait superficiel de vouloir imputer la responsabilité à un facteur particulier. En gestation en France, mais déjà constituée dans d'autres pays, cette société n'est dans ses traits fondamentaux ni l'effet d'une simple transformation interne du capitalisme, ni l'unique résultat de la dégénérescence des organisations ouvrières, ni le signe de l'extinction du projet communiste dans le prolétariat.

Il ne faut pas perdre de vue que la transformation du capitalisme qui l'a amené à modifier profondément les rapports dans lesquels s'effectue l'exploitation résulte elle-même de la lutte des travailleurs. A travers ses guerres et ses « paix », ses « prospérités » et ses récessions, l'histoire réelle du capitalisme, c'est l'histoire d'une classe dominante contrainte par le prolétariat de remanier constamment l'ensemble de ses modes de domination. Les travailleurs ont lutté pour la durée de la semaine de travail, pour la sécurité dans la production, pour les assurances, pour les

salaires, pour les congés, pour les allocations, pour la gestion, et la bourgeoisie, depuis un siècle n'a cessé de reculer, de faire des concessions. Elle tentait toujours de les reprendre, quand l'occasion s'en présentait, quand la classe ouvrière était battue, divisée. Les ouvriers devaient recommencer la lutte, pour reconquérir ce qu'ils avaient perdu et pour vaincre les nouvelles formes que le patronat donnait à l'exploitation. En un sens toute l'histoire du machinisme (si l'on excepte l'essor relativement autonome de la science et de la technique), toute l'histoire des formes de contrainte dans l'usine et le bureau depuis la journée de douze heures jusqu'aux « *human relations* », toute l'histoire des institutions politiques et juridiques, ne sont que la succession des résultats du conflit entre le projet communiste qui soulève la société et la fonction d'exploitation qui lui impose sa structure. Ces résultats sont essentiellement instables, ils ne sont jamais rien que des compromis précaires passés entre les deux forces en présence quand elles ne peuvent plus mener la lutte plus avant.

Mais ce conflit fondamental qui anime la société capitaliste tout entière revêt une signification beaucoup plus importante si l'on se place dans le mouvement ouvrier lui-même. Dans ses luttes quotidiennes comme dans ses combats sur une grande échelle, le prolétariat rencontre constamment en face de lui des institutions et des organisations qu'il a créées, qu'il a nourries, et qui sont devenues des armes dans les mains de son adversaire. Ces organisations politiques ou revendicatives qu'il s'était données pour briser l'exploitation, ces institutions qui ont été créées parce qu'il avait vaincu, le reflux de la vague les a déposées dans la sphère de la classe dominante, elles se sont incorporées comme autant d'organes au fonctionnement de la société de classe, et pour mener son combat, le prolétariat doit alors non seulement dénouer l'étreinte de l'exploitation, il doit encore démasquer, dénoncer, détruire ses propres œuvres. Tout ce qui est institué, dans une société de classe, devient institution de classe. Toute activité au passé devient une passivité, non pas par on ne sait quelle malédiction, quelle pesanteur qui s'exercerait sur l'homme, mais simplement parce que la classe dirigeante se l'assimile, en fait *son* institution, la retourne contre ceux-là même qui ont agi et les en accable. C'est cela, sa fonction de classe exploiteuse et aliénatrice : mettre l'homme au passé, au passif.

Cette procédure de récupération par la classe dirigeante des organisations et des institutions dont le sens était primitivement prolétarien, atteint son paroxysme dans le capitalisme contemporain. Plus qu'autrefois, les dirigeants s'assimilent les formes de la lutte, de la résistance de l'humanité qu'ils exploitent, et utilisent ces formes comme

des intermédiaires entre eux-mêmes et les travailleurs. L'augmentation des salaires devient le moyen d'élargir le marché et d'éviter les anciennes crises, la discussion « franche » (*face to face*) entre employeurs et salariés permet à la direction de s'informer de l'opinion ouvrière et de la contrôler, la prise en charge des congés par le patronat lui permet d'imposer même les façons de se reposer, l'allongement de la scolarité rend possible la diffusion d'une culture complètement mystificatrice, la classe dirigeante en prétendant résoudre pour les travailleurs le problème de leur logement se donne le moyen de contrôler jusqu'à l'utilisation de l'espace familial. Les syndicats sont en voie d'intégration dans la hiérarchie de l'usine et du bureau, les partis « ouvriers » sont en voie d'intégration dans la sphère de l'Etat bourgeois. Sans doute le processus est-il moins achevé que dans tels pays de capitalisme moderne, les Etats-Unis, la Suède ou l'Allemagne ; sans doute encore des obstacles spécifiques (essentiellement la nature du PC) s'opposent-ils en France à l'incorporation complète des anciennes organisations ouvrières aux institutions de la société d'exploitation. Mais le phénomène n'est pas qualitativement différent en France et dans ces pays.

C'est dans ce vide politique, plus vieux que le gaullisme, que l'Etat gaulliste a pu s'instituer. Et c'est ce vide qu'il entretient. Les conditions concrètes de la vie quotidienne qui est faite aux travailleurs ne sont pas les *causes* de la dépolitisation, pas plus que la dépolitisation n'est leur *cause*, mais il y a une totalité sociale qui est présente et s'exprime dans chacune de ses parties : dans les formes de l'exploitation du travail et dans les formes de la consommation, dans la coopération des directions « ouvrières » avec l'Etat de classe et dans l'indifférence des ouvriers pour ces directions, dans la pulvérisation des individus et dans les luttes brèves et décidées qu'ils mènent sporadiquement dans les entreprises.

Les travailleurs ne font plus vivre leurs organisations par leurs luttes, — les organisations se détachent d'eux, — deviennent bureaucraties, — s'incorporent à la structure de la société de classe, — la classe dirigeante essaie de les utiliser comme intermédiaires, — le prolétariat s'en retire davantage, — la bourgeoisie accroît son exploitation, — mais *à travers* les organisations et les institutions qu'avait produites le prolétariat, dans des formes sournoises : on peut lire cette séquence dans ce sens ou à l'envers, il n'y a pas de commencement absolu, il y a totalisation. Le totalitarisme feutré, c'est ce contrôle par les dirigeants de toute la population salariée dans toutes ses activités, lequel s'effectue grâce aux organismes que le prolétariat avait imposés dans ses luttes antérieures.

C'est donc la vie politique prolétarienne elle-même qui est aliénée, qui est jetée au dehors de la classe dans des

organismes hybrides (en ce que leur genèse est ouvrière et leur fonction bourgeoise ou bureaucratique), qui est confisquée par la classe dirigeante. L'idée même d'un projet politique global est comme neutralisée immédiatement dans la tête même des travailleurs. L'incrédulité, la lassitude, l'ironie opèrent la mise au pas d'une classe exploitée beaucoup plus efficacement que la violence ouverte.

Assurément le prolétariat a toujours été travaillé de l'intérieur par l'idéologie de la société de classe, et l'essentiel de ce travail a toujours été de le convaincre lui-même qu'il n'était pas *une classe*, qu'il n'était pas ce projet communiste. Ce serait une belle simplification, et une erreur politique énorme, de le concevoir comme pur développement vers le socialisme, comme projet jamais contesté en lui-même par le fait de son existence dans la société de classe. Mais dans la période précédente, une fraction importante des travailleurs s'organisait contre l'assaut de l'idéologie dominante, suscitait des groupements, contre-attaquait, et par cette contre-attaque même brisait, pour elle-même et pour tous, le « charme » de la mystification. Aujourd'hui on ne voit pas naître et s'organiser explicitement cette activité de contestation de la société de classe, le prolétariat n'est plus présent dans la société comme volonté politique manifeste. Ce n'est pas à dire que le projet communiste soit anéanti et que la classe dominante ait réussi sans retour dans sa tâche de réification des travailleurs. Au contraire, jamais l'impuissance de cette classe à proposer à la société qu'elle prétend gouverner une direction, un sens, des valeurs, des raisons de faire et d'être ce que cette société est et fait, jamais son incapacité à fonder une vie réellement sociale n'a éclaté aussi complètement qu'aujourd'hui. Et c'est ce qu'on a voulu esquisser, très brièvement, tout à l'heure. Plus qu'il y a un siècle, il est vrai qu'il n'a pas été fait au prolétariat « un tort particulier, mais un tort en soi ». Mais le problème que pose cette décomposition profonde des activités et des idéaux, c'est justement de savoir *par où, par quels moyens* peut désormais s'exprimer, s'organiser, se battre le projet révolutionnaire.

Une certaine idée de la politique meurt dans cette société. Ce n'est sûrement pas la « démocratisation » du régime, réclamée par les politicards en chômage, ou la création d'un « grand parti socialiste unifié », lequel ne sera que le remembrement des déchets de la « gauche », qui rendront vie à cette idée. Tout cela est sans perspective, minuscule par rapport aux dimensions réelles de la crise. Il est maintenant temps que les révolutionnaires se mettent à la mesure de la révolution à faire (14).

Jean-François LYOTARD.

(14) On trouvera dans le prochain numéro de cette revue un texte concernant le problème de la situation du mouvement révolutionnaire dans le capitalisme moderne.

Lève les yeux

par SHERWOOD ANDERSON

S'il nous a paru intéressant de publier la traduction de ce texte de Sherwood Anderson (1) *paru dans le numéro du* 28 *mai* 1930 *de* The Nation, *c'est que ce bref morceau nous apporte en quelque sorte la preuve de deux faits importants —, à savoir qu'il est à la fois un démenti et un témoignage.*

Ce texte est d'une part un démenti à l'obtuse propagande stalinienne qui s'est toujours employée — non sans rencontrer le succès — à falsifier le personnage de l'ouvrier et de l'intellectuel américains jusqu'à en faire, dans la généralité, un petit bourgeois aliéné, « vendu » au grand capitalisme.

Et d'autre part, en vertu même de son contenu aussi bien que de sa valeur esthétique incontestable, ce texte témoigne de la possibilité d'une littérature moderne « actuelle », qui ne serait pas nécessairement abstraite, coupée de la société, qui ne serait pas la manifestation exclusive d'un repli sur soi, mais au contraire d'un retour au monde où nous vivons — en l'occurrence le monde des usines —, ainsi s'y intégrant et le reflétant.

A. L.

Une grande usine de montage dans le Nord-Ouest. C'est là qu'on monte la Bogel. C'est une voiture qui se vend beaucoup et à bas prix. Les pièces sont fabriquées dans la grande usine centrale et acheminées vers les usines où l'on doit les monter. On ne fabrique rien ou presque rien à l'usine de montage elle-même. Les pièces arrivent. Les pièces arrivent. Les grandes compagnies ont appris à se servir des wagons de marchandises comme d'entrepôts.

---

(1) Sherwood Anderson (1876-1941) est originaire de l'Ohio. Son œuvre n'est que la dénonciation par un esprit révolté de la dictature du monde établi, des conventions, des préjugés. On peut lui reprocher d'avoir prononcé un verdict purement négatif. Sa vie elle-même, jugée du point de vue du monde qu'il haïssait, est chaotique. Dans sa jeunesse il erra de ville en ville à la suite d'un père instable. Il fréquenta peu l'école. Il se maria quatre fois et brisa tout net avec une profession qui l'ennuyait pour écrire. Il se fit connaître par son *Winesburg, Ohio* (1919) qui décrit en une série de tableaux la vie d'une petite ville de province. Cet ouvrage comme toute son œuvre est une condamnation de notre société, de ses institutions qui estropient les hommes, de sa « civilisation industrielle » qui achève de les mutiler.

A l'usine centrale tout est prévu. Dès que les pièces sont fabriquées, elles partent par wagons. Au cours du voyage elles sont réparties à travers les Etats-Unis et elles arrivent comme prévu.

L'usine de montage monte les voitures d'un district déterminé. On a fait une enquête minutieuse. Ce district peut acheter tant de voitures par jour.

— « Mais imaginez que les gens n'aient pas besoin de voitures ? »

— « Qu'est-ce que cela a à faire ? »

Les gens, les Américains, n'achètent plus de voitures. Ils n'achètent plus de journaux, de livres, ils n'achètent plus de vivres, de films, de vêtements. Maintenant on vend les choses aux gens. Si un district peut prendre tant de Bogels, qu'on trouve les hommes qui peuvent les lui faire prendre. C'est comme ça que les choses se passent maintenant.

A l'usine de montage tout le monde travaille « à la chaîne ». C'est une énorme courroie de transmission, une sorte de trottoir roulant qui se déplace à hauteur de la ceinture. C'est une grande rivière qui coule à travers l'atelier et dans ce fleuve, la chaîne principale, se déversent différents affluents. Ils apportent les pneus, ils apportent les phares, les klaxons, les pare-chocs. Ils se déversent dans le fleuve. Le fleuve prend sa source aux wagons de marchandises, là où l'on décharge les pièces et il coule jusqu'à l'autre bout de l'usine et jusque dans les wagons de chargement.

A la fin de la chaîne, les automobiles usinées sont enfournées dans les wagons de marchandises. L'usine de montage est un lieu de haute tension. Vous le sentez dès que vous entrez. Elle ne se relâche jamais. Ici les hommes travaillent tendus, toujours. Il n'y a pas de relâche à cette tension. Si vous ne pouvez pas tenir, sortez.

C'est la chaîne. La chaîne, c'est le patron. Toujours, elle avance. Voilà que maintenant le châssis passe sur la chaîne. Un appareil de levage le soulève et le pose comme ça. Il y a un homme à chaque coin. Le châssis est déposé sur la chaîne et il se met en marche. Pas trop vite. Il y a des choses à faire.

Comme tout est merveilleusement calculé. Ce sont des savants qui ont fait ça. Ils ont regardé les hommes travailler. Ils sont restés là, debout, à les regarder, montre en main. Ils ont fait attention à tout. Regarde. Lève les yeux. Les appareils de levage amènent les moteurs, les coques, les roues, les garde-boues. Ils viennent des affluents et se déversent dans le fleuve. Ils avancent à une allure parfaitement calculée. Ils atteindront la chaîne principale à un endroit déterminé, à un moment déterminé.

Dans cette usine, il n'est point question de batailler pour les salaires. Les hommes ne travaillent que huit heures

par jour et ils sont bien payés. Ils sont tous, à peu de chose près, jeunes et vigoureux. Et pourtant, huit heures par jour ici sont peut-être beaucoup plus longues que douze ou même seize heures dans les vieux ateliers imprévoyants.

Tenir la cadence, c'est là la pierre de touche. On n'exige aucune qualification. Tout est parfaitement minuté, parfaitement calculé. Si vous êtes tapissier, vous avez tant de semences à planter par seconde. Pas trop. Si un homme se dépêche trop, il laisse trop tomber de semences. Si un homme est trop bousculé, il n'est pas efficace. Qu'un expert prenne un mois, deux mois, pour trouver le nombre exact de semences qu'un bon ouvrier moyen peut planter par seconde.

Il faut maintenir une certaine qualité de produit fini. Rappelez-vous bien ça. Il doit subir inspection sur inspection.

Ne poussez pas trop fort.

Poussez autant que vous le pouvez.

Continuez de pousser.

Il y a quinze, vingt, trente, peut-être cinquante de ces usines dans tous les Etats-Unis, qui desservent chacune leur propre district. Les télégrammes vont et viennent chaque jour. Le bureau central de Jointville — d'où toutes les pièces arrivent — est le centre nerveux. Les télégrammes arrivent et partent de Jointville. En tant d'heures, avec tant d'hommes, Williamsbourg produit tant de voitures.

A présent Burkesville est en tête. Il tient la tête. Qu'est-ce qui se passe à Burkesville ? On dépêche un expert en avion.

L'homme de Burkesville a été commandant dans l'armée. Il est directeur. C'est un homme froid, assez sévère, plutôt raide. Il a trouvé un truc. Ça c'est un homme de la Bogel, un homme idéal. Il n'est pas bête. Il observe la chaîne. Il ne se dit pas bêtement : « c'est moi le patron, ici ». Il sait que le patron, c'est la chaîne.

Il dit qu'on raconte des tas de bêtises sur la chaîne. Les experts sont trop experts, dit-il. Il s'est aperçu que la chaîne pouvait avancer un tout petit peu plus vite que les experts ne l'avaient dit. Il a essayé. Il le sait. Allez-y, regardez moi-même. Les hommes sont là-bas, à la chaîne, ils fourmillent le long de la chaîne.

Ils vont très bien, n'est-ce pas ?

Tout ne marche-t-il pas droit ?

Rien qu'un soupçon d'accélération chez chacun. Pressez le mouvement rien qu'un tout petit peu, pas beaucoup. Avec le même nombre d'ouvriers, dans le même nombre d'heures, six voitures de plus par jour.

C'est comme ça qu'un commandant devient colonel, et un colonel, général... Regarde-le, le type de Burkesville, cet homme au pas martial, cet homme à la voix froide et plate — il ira loin.

Tout est scrupuleusement, parfaitement calculé dans les usines de montage de la Bogel. Il y a des marques blanches partout sur le sol. Tout est propre, immaculé. On ne fume pas, on ne chique pas, on ne crache pas. Sur le sol de ciment il y a des lignes blanches que les hommes longent. Pendant qu'ils travaillent, des balayeurs les suivent. A peine tombées, les semences sont balayées, ramassées. Aux balayures d'un atelier vous pouvez savoir si on se presse trop là, si on se relâche trop ici. Balayez tout minutieusement, et souvent. Pesez les balayures. Faites examiner les balayures par un expert. Faites un rapport à Jointville.

Il s'agit de bâtir Jointville. Ce pays a besoin d'une religion. Il faut créer le sentiment qu'au centre il y a quelque chose de mystérieux, quelque chose qui échappe à l'entendement. Que croisse et que grandisse cette idée qu'au cœur de tout cela il y a quelque chose de surhumain.

On peut accélérer un peu les cadences cette année. Les hommes sont, à présent, tous adaptés aux anciennes. Pressons le mouvement, un petit peu, rien qu'un tout petit peu.

Le docteur fait passer une visite médicale à ceux qui demandent du travail, comme dans l'armée. Eprouvez leurs réactions nerveuses. Nous ne voulons que les hommes les plus sains, les plus jeunes, les plus rapides. Pourquoi pas ? C'est nous qui payons le mieux, n'est-ce pas ?

Parfois un type devient maboule. Il devient dangereux. Un grand policeman de service l'emmène.

Il y a des experts qui étudient les nerfs des hommes, les mouvements des hommes. Ils observent, observent. Sans arrêt, ils calculent. Il s'agit de produire de la marchandise, encore plus de marchandises pour un moindre prix de revient. Accélérez un peu les cadences.

Arrêtez le gaspillage.

Calculez tout.

Un homme qui marche à son travail entre les lignes blanches économise des pas. Il existe une terrible science du mouvement perdu qui n'est pas encore parfaitement au point.

Produisez plus à moindre prix.

Accélérez les cadences.

Maintenez la qualité.

C'est ainsi qu'on fait progresser la civilisation.

(Traduit par Andrée LYOTARD).

Les kibboutz en Israël

L'Union des Etudiants Juifs de France organise chaque année pour les étudiants, juifs ou non, des voyages en Israël. De l'aveu même d'un organisateur, il s'agit pour le M.A.P.A.M., qui noyaute cette union, de faire connaître ses kibboutzim.

Le M.A.P.A.M. qui se veut révolutionnaire, se situe à l'extrême-gauche des mouvements sionistes. Il s'agit en fait d'un parti centriste, crypto-stalinien jusqu'à l'affaire des médecins en URSS, et dont les militants errent maintenant entre un réformisme « de gauche » et un activisme sans base idéologique.

AU KIBBOUTZ

Il ne s'agit pas ici de faire une critique approfondie du kibboutz; trop de points nous sont restés obscurs à cause des méthodes anti-socialistes des kibboutzniks (1). Ainsi il ne nous fut pas permis d'assister aux Assemblées Générales hebdomadaires, aucun document économique ne nous fut montré ; et ce n'est que grâce à la franchise d'une « havera » (2) que me furent révélés certains faits significatifs. Enfin si des détails, abondants et invérifiables, nous furent donnés sur l'élaboration de la planification au kibboutz, aucune précision ne nous fut fournie sur la planification (de loin la plus importante) qui englobe tous les kibboutzim du MAPAM : nous n'avons jamais pu savoir comment les planificateurs de l'organisation générale étaient élus (ou nommés ?).

Aperçus économiques.

Notre kibboutz, vieux de dix ans, semble dès le premier abord dans une situation très précaire. Si tous les postes techniques paraissent pourvus, les manœuvres font défaut et M... nous dit que seule notre arrivée permettra d'accomplir cueillette, arrachage de betteraves et autres travaux non spécialisés.

Rapidement nous sommes frappés par l'absurdité de la situation économique du kibboutz. Ainsi, soumis aux nécessités du marché capitaliste, le kibboutz doit trier les fruits qu'il produit, fruits qui seront vendus dans les grandes villes : pour ce faire le kibboutz a dû acheter une machine semi-automatique très moderne et coûteuse. Mais les betteraves destinées aux bovins sont arrachées et chargées en camion à la main, ce qui entraîne un gaspillage de main-d'œuvre énorme.

La majorité des crédits (le kibboutz doit 250 millions) sont accordés par l'Agence Juive. Or l'Agence Juive est dirigée par des partis situés à droite du MAPAM. Cela n'entraîne-t-il pas de conflits? Le responsable économique S... affirme que non. Mais M... raconte qu'il y a un an deux inspecteurs de l'Agence Juive ont visité le kibboutz et ont critiqué le remplacement périodique du responsable économique.

Et, demandai-je, si les critiques de l'Agence Juive deviennent des injonctions accompagnées de menaces de coupures de crédit ?

---

(1) *Membres du kibboutz.*
(2) *Haver, fém. havera : camarade.*

Il ne me fut pas répondu. Mais M... ajoutera qu'un kibboutz Maki (stalinien) qui avait essayé de s'installer ne peut obtenir les crédits nécessaires.

Enfin, le summum de l'absurdité semble atteint dans la question des travailleurs salariés. Les kibboutzim Mapai (sociaux-démocrates) emploient des travailleurs salariés ; la majorité des kibboutzim MAPAM, dont le nôtre, a refusé d'en employer ; mais M... avoue que les Druses qui travaillent au kibboutz (et que nous ne verrons jamais) sont dans la situation de salariés. Seulement pour ne pas enfreindre la doctrine on les paie en nature et « argent de poche ».

La question nationale.

Des exposés étaient organisés à notre intention. E... fut chargé de nous parler de l'histoire du peuple juif et du sionisme comme « solution ». Aussi avons-nous écouté ce vaillant « marxiste » nous donner une version de l'histoire de l'antisémitisme qu'aucun idéaliste bourgeois n'aurait reniée. L'exposé aurait été bien fastidieux si les kibboutzniks ne nous avaient pas donné quelques illustrations pratiques de leur conception « nationale » :

Un jeune allemand, non-juif, était venu travailler au kibboutz avec l'accord d'un « haver » et s'était incorporé à notre groupe. Or le même E... refusa de le laisser assister à une conférence puis, quelques jours plus tard nous apprîmes que l'Assemblée Générale avait décidé de l'expulser par 39 voix contre 17 et 3 abstentions. Les révolutionnaires du MAPAM ne pouvaient tolérer un allemand dans leur kibboutz : deux générations d'allemands étaient responsables des crimes nazis ! Je compris ce jour-là leur politique nationale; je ne jugeai pas utile de leur demander leur conception de l'internationalisme prolétarien.

Cet incident permet d'entrevoir quelle peut être l'attitude pratique à l'égard des arabes.

Une loi interdit aux arabes de faire nomadiser les chèvres (leur principale ressource) sur les terres du Fonds National Juif sous prétexte que les chèvres arrachent les jeunes pousses. Aussi, en arrivant au kibboutz, vîmes-nous deux chèvres capturées dans un troupeau arabe qui allaient être rendues contre rançon. Les partisans de « l'amitié judeo-arabe » ne trouvent pas d'autre méthode pour faire « respecter les lois juives » ! Mais il y a plus : les terres soi-disant dévastées nous ont été montrées : il s'agit d'un oued où il n'y a aucune jeune plante. Quels avaient pu être les dégâts ? et s'il n'y avait pas de dégâts pourquoi cette brimade ? Les « haverim » étaient un peu honteux lorsque je leur posais la question. Ils surent seulement me dire qu'ils étaient parmi ceux qui désapprouvaient ces méthodes.

Ces mêmes socialistes justifient par les nécessités militaires les faits suivants : après 1948, il existait un village arabe près de la frontière, à côté du kibboutz ; l'armée déporta les habitants de peur qu'ils ne correspondent avec les Libanais. Mais les arabes qui avaient dû abandonner leur récolte venaient cueillir des fruits pendant la nuit. L'armée fit alors sauter le village. Nécessité stratégique !

Dans le même ordre d'idées, un kibboutznik me montrera fièrement que le tabac planté par les juifs est beaucoup plus beau que le tabac arabe.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'une petite minorité repousse ce racisme imbécile. S... nous fera un exposé sur la minorité arabe où il essaiera de définir une position léniniste correcte et critiquera sévèrement le régime militaire auquel sont soumis les arabes. Et M... me dira avec amertume : « oui, le MAPAM est pour l'amitié judéo-arabe... en gros... mais de la base à la direction personne ne fait rien pour contacter les arabes ».

Leur chauvinisme conduit les kibboutzniks à une admiration sans borne pour leur armée. E... qui était réformé a tout fait pour accomplir ses « obligations militaires ».

G... nous fit sur l'armée un exposé aberrant où il affirma la nécessité de « briser les hommes » et vanta la manière de l'armée israélienne où la discipline est souple mais l'entraînement physique exténuant. Avec admiration ce sinistre crétin racontait que les commandos s'assommaient à l'entraînement pour mieux s'endurcir. Et il alignait froidement d'autres détails folkloriques.

S... qui nous avait fait un exposé honnête sur la minorité arabe me dit un jour ce qu'avait été cette armée avec qui il avait fait la campagne du Sinaï : une armée d'assassins comme toutes les armées impérialistes, qui avait pratiqué viols et pillages avec entrain.

Enfin cette exaltation de la nation juive interdit au MAPAM toute action de classe sérieuse. Un jour un membre du MAPAM se plaignait devant moi des méthodes des juifs religieux orthodoxes, de la façon dont ils traitaient les femmes et les enfants. Je lui demandai alors pourquoi le MAPAM qui a des milliers de militants n'organisait pas une milice pour mettre fin à leurs agissements. « Mais, me répondit le révolutionnaire, les sectes représentent une fraction du peuple juif et par là même elles ont le droit d'exister ».

La vie sociale et les loisirs.

Le kibboutz est organisé suivant les principes du centralisme démocratique, entendu de façon léniniste ; c'est-à-dire que les responsables sont élus pour un an (sauf certains qui sont élus pour deux ans). N'ayant pu assister au fonctionnement des institutions du kibboutz, nous fûmes réduits à croire ce qui nous était dit. Toutefois, il ressort des questions posées par nous à la suite d'un exposé :

1) que les votes, même dans les questions de pesonnes, se font à main levée. Il n'existe pas de vote à bulletin secret.

2) qu'il n'existe pas de représentation des tendances. D'après M... il y a unanimité sur toutes les questions fondamentales !

3) que les « haverim » acceptent volontiers des responsabilités techniques (responsable des étables, des fruits, etc...), mais il est extrêmement difficile de trouver des volontaires pour les fonctions générales. Cette situation a donné naissance à une institution curieuse : une Commission chargée de contacter les « haverim » avant chaque assemblée élective. Cette Commission pourvoie chaque poste et l'Assemblée élective n'a plus qu'à enregistrer. Je suggérai toutes les manœuvres bureaucratiques que cette institution doit permettre : il me fut répondu qu'il n'y avait jamais de manœuvres puisque que tout le monde est d'accord.

Le kibboutz est censé allier le travail manuel et le travail intellectuel. Mais, étant agriculteurs neuf heures par jour, les membres sont assez peu disposés à des loisirs culturels. Il faut toutefois reconnaître l'abondance et la qualité des bibliothèques et discothèques personnelles et l'absence de Jdanovisme dans le choix des livres. Par exemple, malgré leur sionisme acharné et leur ancien crypto-stalinisme, les « haverim » lisent la « Conception matérialiste de la question juive » du trotskyste A. Léon et trouvent des qualités à ce livre.

Malheureusement la principale activité consistant en chants et danses folkloriques, il s'agit évidemment de culture nationaliste. Et si l'Internationale est inconnue, on entonne un chant dédié aux morts de la campagne du Sinaï.

QUELQUES CONVERSATIONS HORS DU KIBBOUTZ

Les nord-africains.

A Haïfa les juifs nord-africains nous harcèlent. Ils nous proposent de changer nos francs au marché noir, seule façon pour eux d'avoir suffisamment d'argent pour rentrer en France.

Un peu plus loin, un homme jeune nous aborde en nous entendant parler français. Il est nord-africain. Il a vécu dans un kibboutz Mapai mais l'atmosphère froide l'a écœuré. Il est maçon à l'heure actuelle et travaille dans des conditions épuisantes. Il veut revenir en France.

Sur la route, nous faisons du stop. Près de Tibériade, deux juifs tunisiens d'une trentaine d'années en font aussi. L'un a eu des terres sur un moshav (3), mais cela ne lui suffit pas pour vivre. Sa mère reste au moshav pour s'occuper des travaux courants. Lui et son copain partent de bananeraie en bananeraie se louer pour un travail déterminé. Ils travaillent 24 heures d'affilée en se relayant. Puis ils repartent. De temps en temps ils passent au moshav accomplir les travaux de force que la mère n'a pu faire. L'un pense avoir assez d'argent dans six mois pour revenir en France où un copain l'aidera. L'autre devra encore patienter.

A Tel-Aviv, je demande un renseignement. Un nord-africain se propose pour me conduire : je sais qu'il veut parler. Il me demande si je connais Jaffa. Je comprend le sens de la question : oui, j'ai vu les nord-africains entassés dans un bidonville et un peu plus loin les boîtes à musique près desquelles stationnent des prostituées d'origine nord-africaine serrées de près par leurs souteneurs, jeunes marocains d'une vingtaine d'années. J'ai vu cette ville, désertée par les arabes qu'attaquaient les terroristes juifs d'extrême-droite, aujourd'hui peuplée par des juifs nord-africains tout aussi misérables et méprisés. Etrange ironie des exploiteurs.

Nous parlons du siège de la Histradouth, le syndicat « ouvrier » pratiquement unique : il s'agit d'un building qui semblerait trop luxueux à une société anonyme.

Le nord-africain m'explique que les fruits achetés bon marché aux kibboutzim par la coopérative unique sont vendus cher sur le marché. Il me demande si je sais où va la différence ; je devine facilement : « elle sert à engraisser les bureaucrates du Mapai » ; mon interlocuteur me trouve bien renseigné.

A Haïfa les chômeurs nord-africains ont saccagé les vitrines du Mapai et de la Histradouth.

Autres conversations.

Vers Nazareth : un kibboutznik du Mapai nous charge. Il nous demande pourquoi nous voulons voir Nazareth. Nous lui expliquons notre désir de voir les villes arabes. Le kibboutznik sourit. Dans les faubourgs de Nazareth, un gosse nous siffle ; « c'est ça Nazareth » crache le social-démocrate.

Nous nous enfonçons dans la ville arabe où les israéliens viennent rarement. Des enfants nous suivent en plaisantant. Sur les murs, de nombreuses inscriptions Maki précédées d'une faucille et d'un marteau rouges. Le Maki est obligé de suivre une ligne politique dure pour garder le contact avec les masses arabes. L'anti-sionisme actuel de la politique russe lui permet de se donner des apparences révolutionnaires.

Vers Tel-Aviv, une camionnette nous prend en charge. Le conducteur a vécu au kibboutz ; il a quitté. Le kibboutz l'avait pourtant laissé poursuivre des études supérieures. Il pourrait enseigner l'Hébreu : il préfère le commerce. Il achète des poulets qu'il engraisse et revend. Il a aussi une modeste fabrique d'aspirine. Il montre la photo de sa femme, de sa fille : il est heureux ainsi, en famille. Je pense qu'il y a 15 ans, il est venu en croyant au socialisme, à la fraternité, aux « lendemains qui chantent ». Aujourd'hui il pense faire fructifier sa petite entreprise.

A Beer-Sheba, un car nous prend pour la traversée du Néguev. A l'intérieur se trouvent des jeunes (17 ans environ) du mouvement de jeunesse du Mapai. Au premier relai nous nous arrêtons. Trois Bédouins nous demandent de les conduire. Le chauffeur refuse puis se retourne vers nous : « ça pue déjà assez comme ça » : les jeunes Mapai se tordent de rire. Deux ou trois ne trouvent pas la plaisanterie drôle. Dans le car, les jeunes discutent, l'un des plus âgés qui a des allures de chef énonce impérativement : « le socialisme c'est

(3) *Village coopératif.*

donner à chacun de quoi manger, de quoi se vêtir, de quoi se loger ». Satisfait de lui, il répète sa formule. Un auditeur réagit sainement : « ...et puis crever. Si c'est ça le socialisme... » Le gars est un de ceux qui n'a pas ri des Bédouins tout à l'heure. Je lui explique plus loin que le socialisme ce n'est précisément pas « ça » ; il a l'air intéressé.

QUELQUES CONCLUSIONS

Le kibboutz :

Un idéaliste fameux qui a confié ses impressions aux *Temps Modernes* après un séjour en kibboutz, conclut : « Les grandes réalisations matérielles exigent sans doute l'effacement de l'individu devant le bien collectif et, chez les travailleurs, la passion stakhanoviste, mais il ne faut pas se le dissimuler, le prix est dur à payer pour l'homme ». Si ce confusionniste avait essayé de réfléchir un peu, il se serait aperçu qu'il n'y a pas là un conflit métaphysique entre l'individu et la collectivité mais seulement un conflit entre le socialisme et le capitalisme.

La situation des kibboutznik est celle d'exploités-exploiteurs, situation un peu analogue à celle des classes moyennes en France.

Ils sont exploités dans la mesure où ils occupent une position marginale dans un secteur peu rentable que leur a laissé le grand capital. Pour survivre, ils sont obligés d'adopter les méthodes capitalistes et, sinon le stakhanovisme, tout au moins un rendement à outrance. Travaillant neuf heures par jour, les membres du Kibboutz n'ont pas le temps de gérer leur vie sociale ni d'avoir des activités culturelles comparables à leurs activités manuelles. Et cela entraîne cette atmosphère de contrainte morale propre aux entreprises capitalistes.

Mais les kibboutzniks sont aussi exploiteurs : économiquement en employant des salariés, politiquement en gérant l'Etat bourgeois (Mapai, Achdhout Avoda (4) et Mapam ont des ministres), idéologiquement en se montrant xénophobes, militaristes et patriotards.

L'avant-garde.

Il est généralement admis en Israël, que les éléments d'avant-garde sont les kibboutzniks. Nous avons vu qu'il n'en est rien. Mais il existe tout de même une avant-garde qui se trouve :

1) dans les partis « socialistes ».

Dans notre Kibboutz, parmi les 17 membres qui ont refusé de voter l'expulsion de l'allemand, il y avait des militants d'avant-garde Et le jeune Mapai qui refusait de croire que le socialisme consiste à nourrir chacun, était aussi un élément intéressant.

2) chez les nord-africains.

Les travailleurs (ou plutôt les chômeurs) nord-africains sont ceux qui ont montré le plus de conscience de classe pendant ces derniers mois. L'attaque des bâtiments des bureaucraties social-démocrates, au cours de manifestations spontanées, est un événement capital.

Malheureusement, il se produit un phénomène habituel lorsque des partis centristes ou réformistes sont au pouvoir et qu'il n'existe pas d'organisation révolutionnaire : c'est le fascisme qui semble révolutionnaire, en Israël le parti Herouth. Ce parti édite le seul quotidien en langue française et de plus en plus les juifs nord-africains votent pour lui et fréquentent ses réunions électorales.

3) chez les arabes, au Maki.

Les éléments arabes d'avant-garde appuient le Maki. Cette situation se prolongera jusqu'à ce que se produise une volte-face opportuniste de l'URSS à l'égard du sionisme.

---

(4) *Parti centriste se situant entre le Mapai et le Mapam.*

Les révolutionnaires français en Israël.

Les révolutionnaires français n'ont personne à contacter en Israël, l'avant-garde y étant trop dispersée. Il n'est pas question non plus d'entreprendre un travail de propagande auprès des Juifs désireux d'y immigrer. D'autres tâches sont plus urgentes.

Mais ce qui est possible et doit être fait, c'est la dénonciation inlassable du pseudo-socialisme israëlien, de l'exploitation des travailleurs par une bureaucratie particulièrement arrogante et impitoyable.

P. B.

Un exemple d'industrie à l'américaine : Pechiney

Péchiney (Produits chimiques) va fusionner avec Saint-Gobain. Il s'agit de deux sociétés occupant respectivement le 95e et le 50e rangs parmi les « 100 géants de l'industrie mondiale » d'après la revue américaine *Fortune*.

L'entreprise existe depuis 1855, mais les étapes décisives de son développement semblent liées à la guerre de 1914-1918 (fabrication de poudre et d'explosifs pour l'Etat) et à la constitution de la Compagnie de Produits Chimiques et Electro-métallurgiques Alais-Froges et Camargues en 1921. La production d'aluminium atteignait 50 000 tonnes en 1939.

La gamme des produits est très étendue, avec des entreprises aussi bien en France (Gard, Basses-Alpes, Pas-de-Calais, Berre, Savoie) qu'à l'étranger (Brésil, Sénégal, Guinée, Cameroun).

Mais toute énumération reste incomplète, car il devient difficile de distinguer la Compagnie de ses filiales. Pour camoufler les bénéfices, il arrive que l'on crée des filiales au lieu de concentrer. Par exemple la Société des Salins de Camargue vend son sel à Péchiney, de même pour le minerai de la Société des Bauxites de Gardanne, en faisant un bénéfice *normal*. D'où cascade de bénéfices qui échappent à des super-impôts. Mais dans les conseils d'administration différents de ces sociétés nominativement différentes siègent les mêmes têtes. Elles échangent leur personnel technique, ont le même siège social et parfois le même numéro de téléphone !

En définitive, Péchiney n'achète rien, ou presque. Il possède ses matières premières.

Cependant en 1957, pour 1 000 francs de rentrées (810 francs de ventes et 190 francs de ressources diverses) il y a eu :

525 francs pour les achats (voir plus haut...).

162 francs pour les salaires et charges accessoires (donc une augmentation des salaires n'influe guère sur le prix de revient).

200 francs pour les investissements (perfectionnements et transformations continuels sont obligatoires, mais rentables dans cette industrie).

93 francs pour les impôts.

20 francs pour les dividendes de 1956.

Voici un tableau réconfortant pour les 7 000 actionnaires :

	Salaires	Impôts	Dividendes
	(Millions de francs)		
1949	3.825	2.008	338,8
1950	4.162	2.377	460,4
1951	5.378	3.979	729,13
1952	7.063	5.796	924
1953	7.255	4.763	1.016

Pour l'exercice 1957, le chiffre d'affaires a augmenté de 22 %, le bénéfice net de 23 % et les dividendes de 24 %. Chaque actionnaire n'a droit qu'à 3 % des actions, mais elles sont réparties familialement, et de plus on a 3 % dans chacune des sociétés, si bien que ce sont les mêmes têtes qui dirigent tout, et empochent des tantièmes considérables.

C'est peut-être par ses ramifications que la Compagnie est la plus impressionnante. Péchiney a « des intérêts » dans la *Société d'Exploitation et Intérêts Chimiques et Métallurgiques, la Compagnie Salinières de la Camargue, la Péchiney Progil* (chiffre d'affaires en

1957 : 54 % de plus qu'en 1956), *la Société Naphta Chimic, la Société Organico, L'Aluminium Français, Compagnie Générale du Duralumin et du Cuivre, la Société Générale du Magnésium, la Société Magnésium Thermique, Le Magnésium Industriel, la Société Titanium, Affinerie de La Courneuve, Les Abrasifs du Sud-Ouest, la Société des Produits Chimiques de Ribécourt, la Société Francel, la Société Ethylène Plastique, la Société Ethylène Synthèse, la Société Cordonal, la Société Produits Chimiques d'Aquitaine, la Société Les Produits du Titane, la Compagnie Française des minerais d'uranium, la Société Indatum, la Société Socalu, la Société des Résines Fluorées, la Société des Produits Chimiques de Bezons, la Société Comifluor,*

plus 9 autres sociétés, dont *Les Lignites de Barjac* et *Les Charbons des Alpes*. Une filiale existe en Argentine, une au Brésil. Une Société s'est constituée à Madagascar pour le minerai et l'énergie atomique. Péchiney possède en outre un important paquet d'actions des pétroles sahariens, et celui qui arrive en France est traité aux usines de Lavéra.

Un grand nombre de banques sont en liaison étroite avec Péchiney. Citons : *Crédit Lyonnais, B.N.C.I., Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit Commercial de France, Comptoir National d'Escompte, Société Générale, Crédit Industriel et Commercial, Union des Mines, Union Européenne Industrielle et Financière, Union Parisienne, Banque de l'Indochine, Rotschild Frères, Banque Lazard Frères et Cie, Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Commercial, Société Marseillaise Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, Banque Cottet* (Lyon), *Banque Varin-Bernier, Banque Armand Gaidan* (Nîmes).

Le conseil d'administration comprend notamment Raoul de Vitry d'Avaucourt, également administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de la Cie Française des Pétroles, d'Hotchkiss-Brandt, de la Générale d'Electricité... et membre du comité d'experts qui a préparé les premières mesures financières du gouvernement de Gaulle.

Il est assez difficile de se rendre exactement compte de la main-d'œuvre employée. Une enquête parue dans *France-Observateur* parle de neuf mille employés, *Le Monde* en citait dix mille, tandis que les chiffres dont nous disposons indiquent 6 326 ouvriers et employés non titulaires et 2 800 ingénieurs et agents de maîtrise.

A Salindres les salaires sont assez élevés : 190 francs par heure en moyenne pour l'ouvrier, 42 000 francs par mois au moins pour le débutant non qualifié, salaires complétés par des « avantages » — prime à la production (environ 20 % du salaire), prime d'assiduité, gratification de fin d'année pour les mensuels et ingénieurs. Un ouvrier gagne facilement 50 à 60 000 francs par mois.

La prime à la production, en permettant la rationalisation, joue un rôle direct dans la production. Les chiffres ci-dessous illustrent cet accroissement de productivité :

1938	100
1952	229
1953	247

Pour 1 tonne d'aluminium, il fallait :

en 1939	120	heures de travail,
1947	129	heures,
1949	124	heures,
1950	73	heures,
1951	54	heures,
1952	47,5	heures,
1953	40,5	heures.

Les salaires, plus élevés qu'ailleurs, permettent précisément de réaliser des bénéfices plus élevés.

La Direction est paternaliste. Elle cherche à utiliser les délégués du personnel pour expliquer aux ouvriers les difficultés patronales et les convaincre du souci que la Direction a de leur bien-être. Elle

arrive ainsi à prévenir les revendications, quitte à les satisfaire partiellement, et à émousser toute combattivité. La dernière grève importante est ancienne : elle a été une grève *politique*, totale, pour la libération de Duclos. Il semble qu'à l'heure actuelle cela ne se reproduirait pas. Depuis quelques années d'ailleurs on « filtre » à l'embauche, et une enquête individuelle permet d'éliminer tout individu « subversif ».

Et ce personnel choisi est soumis à des moyens de pression variés :

— élasticité de la prime de fin d'année, pouvant passer de 5 000 à 50 000 francs,

— changement de poste, salaire à une échelle supérieure, au besoin changement d'usine et logement pour calmer les ardeurs intempestives,

et surtout, les *avances :*

— avance sur paie,

— avance pour l'achat d'une voiture (il y a plus de 500 voitures pour 3 000 habitants à Salindres)

— avance ou facilités pour accession à la propriété d'une maison. Comme il a été reconnu qu'un logement correct améliore le rendement, il existe à Salindres toute une politique du logement. L'usine en possède 425. Mais maintenant elle vend bon marché à ses ouvriers des parcelles pour construire, avec eau et tout-à-l'égout. Elle se charge de toutes les formalités, *sous réserve* que le nouveau propriétaire ne pourra se plaindre des émanations toxiques, ni vendre, ni louer, sauf à l'usine, pendant plusieurs générations. De 1950 à 1957, 762 agents sont devenus propriétaires de leur logement dans la Société.

— dernier « truc » : le contrat d' « intéressement » qui va répartir entre une dizaine de milliers de personnes 175 millions de francs dans le but avoué « d'établir une participation du personnel au capital social » (d'environ 40 milliards) (1). Logés par l'entreprise, « actionnaires », sans aucun rôle de contrôle ou de gestion possible, il ne restera aux ouvriers qu'à approuver docilement les mesures décidées, éventuellement contre eux, par les « grosses têtes » — mais avec la satisfaction combien morale « d'en être ».

Et l'ouvrier de Péchiney vit dans Péchiney comme un poisson en aquarium, car l'usine possède les hôpitaux et dispensaires où il ira se faire soigner, l'école privée où il devra envoyer ses enfants, et la colonie de vacances, le stade, le centre d'apprentissage masculin et féminin, une école de dessinateurs à Issoire.

L'usine bénéficie de tarifs réduits sur la SNCF.

Voici quelques détails sur un des 100 géants de l'industrie mondiale. C'est bien la situation qui semble exister dans les grosses boîtes, Renault, Michelin, etc... Il y a une grande différenciation au sein du régime capitaliste, mais les innombrables entreprises marginales ont un rôle parasitaire (même lorsque l'ouvrier y trouve des rapports qui lui laissent encore des morceaux de personnalité). Ce sont les entreprises géantes qui déterminent en fait l'économie du pays, et, en dernière analyse, sa politique.

La classe ouvrière était traditionnellement considérée comme révolutionnaire de deux points de vue :

— de par sa position dans le mécanisme de la production, qui fait que c'est la seule classe directement intéressée à la destruction du système capitaliste. N'étant pas elle-même classe exploiteuse, son affranchissement semble contenir l'affranchissement de l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme.

---

(1) *Ces 175 millions « distribués » aux ouvriers peuvent être comparés aux 7 milliards 700 millions distribués gratuitement aux actionnaires de 1949 à 1959 sous forme d'élévation du nominal des actions et de distributions gratuites d'actions (et sans compter les dividendes). V.* Economie et Humanisme *de janvier-février* 1960, *p.* 75.

— de par sa position d'exploitée, la classe ouvrière était naturellement portée à se grouper et à opposer ses intérêts de classe à ses exploiteurs.

Mais le système capitaliste a « digéré » les organismes que la classe ouvrière s'était donnés en vue de sa lutte libératrice. Les syndicats sont devenus des rouages administratifs, et ceci de façon irréversible. Aux USA ils agissent exactement comme des Sociétés anonymes cherchant à placer la force de travail de leurs adhérents au meilleur prix (alors que la revendication ouvrière dépasse de loin le beefsteak). Cela ne doit pas nous amener à dénier toute importance au syndicat, mais il faut bien discerner en quoi consiste cette importance sans l'affubler d'une valeur de « lutte de classes » qu'elle n'a pas. La Révolution hongroise est caractéristique à cet égard : le mouvement a laissé de côté syndicats et partis politiques, et les masses se sont données de nouvelles organisations constituées précisément en vue du but à atteindre.

Les grosses Sociétés tendent à s'attacher leur personnel en dehors même du travail, à tous les instants de sa vie. En échange de sa liberté de pensée et de son renoncement à une perspective de construction d'un monde humain, elles lui offrent une relative « sécurité », des avantages matériels et des satisfactions occasionnelles de vanité qui tendent à créer chez les intéressés une mentalité beaucoup plus proche de celle du petit fonctionnaire que de la mentalité ouvrière traditionnelle. Ceci est bien entendu *un* aspect du processus, qui est contradictoire et n'exclut pas la radicalisation de nouvelles couches.

Toute mesure réformatrice est proprement un leurre dans le cas d'une société aussi vaste et aussi complexe que Péchiney. Par contre le capitalisme a créé exactement le cadre nécessaire à la mainmise des travailleurs sur les moyens de production. Ce qui ne saurait se faire fatalement, mais seulement par une intervention consciente des hommes dans l'histoire.

P. JOURNET.

(*Documentation recueillie en novembre 58-décembre* 1959).

Les Actualités

1960. La guerre d'Algérie continue. Avec Mendès-France, Faure, Mollet, Bourgès-Maunoury, Gaillard pendant quatre ans. Avec de Gaulle, depuis bientôt deux ans — et pour longtemps encore, d'après ses dernières déclarations. Avec de Sérigny tout puissant — ou enfermé à la Santé. Avec le colonel Godard ou des policiers métropolitains. Avec ou sans l'intégration, la francisation, l'interdépendance, la personnalité algérienne, l'autonomie interne, la fédération externe, l'autodétermination et le reste. Avec, en tout cas, six cents tués algériens par semaine.

Il semble que la majorité des Français soient contre la guerre. En tout cas, les partis « de gauche » le sont. Que font-ils donc ? D'après un de leurs chefs, ils tirent leur flemme :

UNE GAUCHE PRUDEMMENT PARESSEUSE

« *Mais l'inertie de la gauche, sa paresse, ou mieux la misérable prudence avec laquelle elle a lutté contre la guerre, ont sûrement une part de responsabilité dans la prolongation de celle-ci.*

« *...Les poursuites ou arrestations des Français qui participent à la guerre dans le camp algérien se font au milieu de l'indifférence du plus grand nombre et n'amènent aucune prise de conscience.*

« *Seulement, si nous voulons éviter qu'eux-mêmes et d'autres ne se fourvoient dans cette impasse, c'est à nous d'abord à regagner leur confiance, à organiser des plans différents, des actions qui ne soient pas toujours veules, vides et vaines... Peut-être serait-il temps de penser que les souhaits et les pieuses motions ne suffisent pas* ».

Claude Bourdet, dans *France-Observateur*, du 3 mars 1960.

Les activistes sont moins inertes, comme il se doit. Le 24 janvier les ultras et les colonels qui vingt mois plus tôt avaient porté de Gaulle au pouvoir cessent de le trouver à leur goût et veulent s'en débarrasser. Ceux qui, croyant le général sur parole, étaient convaincus qu'il avait mis fin au « processus de dégradation de l'Etat », observent stupéfaits ce qui se passe à Alger. Lorsqu'enfin, après une semaine de lutte à coups de discours, le Quatrième Grand de ce monde réussit à terrasser Ortiz et Lagaillarde, les applaudissements éclatent de partout.

LEUR DELIRE

« *Vive de Gaulle !... Dès hier le travailliste* Daily Mirror, *dont l'hostilité à l'homme du 18 juin s'était depuis le retour au pouvoir de celui-ci rarement relâchée, avait titré de cette façon son éditorial. A travers les commentaires qui vous viennent des quatre points du monde c'est un concert de louanges que vaut aujourd'hui au chef de l'Etat sa victoire sur l'insurrection d'Alger. ...Du coup Washington oublie ses griefs sur la politique atlantique du général ; les socialistes anglais, allemands ou scandinaves qui dénonçaient sa politique réactionnaire saluent en lui le champion de la démocratie ; la presse soviétique ne s'élève pas contre le recours à l'article* 38 ».

Le Monde, Editorial du 3 février 1960.

Les partis « de gauche », qui en mai 1958 dénonçaient en la personne de de Gaulle le fascisme, expliquent maintenant qu'il faut le soutenir contre les fascistes d'Alger. Expliquent c'est trop dire : il y a

longtemps que les guides de la classe ouvrière ont renoncé à lui faire comprendre pourquoi ce qui était noir hier est blanc aujourd'hui. Quelques-uns, pourtant, plus naïfs, s'y essaient. Le résultat en vaut la peine.

L'AMOUR A LA FRANÇAISE

« Que peuvent faire les forces de gauche dans l'université ? Que pouvons-nous, tous ensemble, démocrates sincères ?

.....

Eviter toute équivoque dans notre soutien provisoire au Général de Gaulle : il ne s'agit nullement d'une aide inconditionnelle à un homme déjà imbu de sa légitimité, mais dans l'équilibre précaire des forces en présence, de peser de tout notre poids en faveur du pouvoir de Paris contre celui d'Alger.

Personne derrière le Général !

Mais tous à ses côtés !

Conclusion d'un tract publié après le discours du 29 janvier par la Fédération Nationale des Etudiants Socialistes Autonomes, les Etudiants de l'Union de la Gauche Socialiste et le Groupe interlycées des Jeunesses Socialistes Autonomes.

***

Derrière le général, ou à ses côtés, syndicats et partis ont appelé la population salariée à combattre le fascisme en arrêtant une heure le travail le 1er février. Beaucoup de travailleurs ont suivi ce mouvement. On peut se demander si quelqu'un en France y a vraiment cru.

LA GREVE DU 1er FEVRIER DANS UNE ECOLE

A l'école tout le monde a fait grève, même ceux qui penchent pour l'Algérie française. Une seule exception, mais c'était pour des motifs religieux. Pendant que les enfants, enchantés de cette récréation inattendue, s'ébattaient bruyamment dans la cour, nous, les adultes, avons échangé quelques réflexions. Pour discuter, il faut dominer les cris des enfants, c'est plus fatigant que de faire la classe, mais la cour de récréation est le seul endroit où nous nous voyons.

— Les enfants m'ont demandé pourquoi nous faisions grève, je leur ai répondu que ça ne les regardait pas, dit une institutrice.

— Pourquoi ? moi, je le leur ai dit.

Etonnement : — Que leur avez-vous dit ?

— Vous savez qu'il y a la guerre en Algérie. Les algériens veulent devenir indépendants, des français veulent continuer à gouverner l'Algérie à la place des algériens. Nous faisons grève parce que nous voulons que les algériens puissent faire comme ils veulent, et que la guerre cesse.

Tous : — Vous n'aviez pas le droit de leur dire ça !

— Pourquoi ? Les journaux, la radio, leur disent bien que notre grève est « un témoignage de fidélité et de confiance inconditionnelle au Général de Gaulle ». Si c'était pour ça, je ne ferai pas la grève, vous non plus sans doute.

— Rires embarrassés : Evidemment, les journaux en ont profité, et notre mouvement a une signification très confuse.

— Pourquoi ne publions-nous pas un communiqué disant que c'est pour la paix en Algérie que nous faisons grève ?

— La F.E.N. a publié un communiqué qui est très net.

— Je ne trouve pas. D'abord il est ignoré du grand public, ensuite il ne veut rien dire : Contre les « factieux » pour l'application loyale de l'autodétermination, pour les libertés démocratiques.

Si les « factieux » se préparaient vraiment à prendre le pouvoir, ce n'est pas une grève d'une heure qui les arrêterait, d'autant plus que de Gaulle, en interdisant toutes réunions et manifestations,

nous a complètement désarmés. Par contre, le gouvernement va utiliser cette « manifestation de confiance populaire » pour justifier les pouvoirs spéciaux. Comme manifestation en faveur des libertés démocratiques c'est réussi !

— Mais ce n'est pas vrai que nous serions désarmés s'il y avait un coup de force à Paris. Toutes les centrales syndicales sont d'accord pour la grève générale.

— En cas de coup de force on déclenche une grève générale, c'est sûr.

— Mais oui !

— Qu'est-ce que vous entendez par coup de force ?

— La suppression des libertés démocratiques.

— Mais il y a longtemps qu'elles sont malades les libertés démocratiques : on arrête, on torture, on fait disparaître des gens.

— Oui, mais tout ça se passe sur le terrain de la guerre, si on attaquait les libertés démocratiques essentielles, alors on agirait.

La discussion en est restée là. Nous sommes allés déjeuner. Le fascisme était vaincu.

P. M.

POURQUOI NOUS N'AVONS PAS PARTICIPE A L'ARRET NATIONAL DU TRAVAIL DU LUNDI 1er FEVRIER 1960

Le lundi 1er février en arrivant au travail, la plupart de nos camarades s'interrogent : « Tu t'arrêtes toi ? », « Et toi ? ». Pour les militants de la CGT ça ne pose pas de question. Pour les quelques admirateurs du grand Charles non plus : ils s'arrêteront. Mais pour nous, la grande masse de l'atelier qui n'est pas syndiquée, nous voulons essayer de comprendre et décider nous-mêmes si nous allons arrêter le travail ou non. Dans tous les coins de l'atelier la discussion oppose les partisans de l'arrêt et les autres.

— « Il faut s'opposer au fascisme ».

— « Vous allez faire grève pour soutenir Charlot alors que nous sommes allés à la République le 28 mai 1958 pour l'empêcher de prendre le pouvoir ! »

— « Bien sûr, mais de Gaulle c'est mieux que Massu et les ultras d'Alger ».

— « Vous nous avez dit la même chose le 28 mai ; à l'époque Pflimlin c'était mieux que de Gaulle, aujourd'hui de Gaulle c'est mieux que Massu et demain vous direz qu'il nous faut soutenir Massu contre Soustelle et après demain Soustelle contre Biaggi. A la fin du compte, il nous faut donc toujours soutenir quelqu'un contre quelqu'un d'autre ».

— « Nous aurions bonne mine de débrayer aujourd'hui alors que de Gaulle a parlé vendredi et que Paul Raynaud se félicitait hier au soir à la radio que la classe ouvrière allait manifester aujourd'hui son soutien au général ».

— « Nous arrivons après la bataille. Aujourd'hui il n'y a plus à se mouiller parce que ce sera bien vu de faire grève. La semaine dernière personne n'a appelé à faire la grève... tous les partis et syndicats attendaient le discours... »

— « Le SIR est contre la grève. Pour ne pas être mélangés à ceux-là nous pourrions débrayer, aller au meeting et montrer notre position en criant : A bas de Gaulle, vive l'indépendance algérienne, à bas la guerre ».

— « Mais la fin de la guerre nous l'aurons par l'autodétermination ! »

— « Tu y crois toi à l'autodétermination de de Gaulle qui ne cache pas que la première étape c'est la pacification et la seconde le contrôle des élections par l'armée ? »

— « Et alors comment les algériens qui sont pour l'indépendance pourraient-ils voter librement sous le contrôle de l'armée si on les tue tous avant ? »

Tout le monde est d'accord, on ne débrayera pas.

A 11 heures, 10 % de l'atelier arrête son travail et sort. A voir les gars qui partent les derniers hésitants restent. Les « grévistes » sont de 3 catégories. Il y a d'abord le délégué et quelques sympathisants. Viennent ensuite quelques gaullistes. Et enfin les gars qui trouvent l'occasion de faire une fois la « grève » sans se mouiller. De ces lèche-bottes il y en a un certain nombre qui avaient dit qu'ils débrayeraient et au dernier moment ils se dégonflent. Le délégué, lui n'est pas content. Il n'a rien fait pour convaincre les gars de son propre atelier sur l'utilité de cet « arrêt national » (comme dirait l'*Huma*) et il vient maintenant s'en prendre à ses adhérents qui sont restés à leur machine et leur reproche de « suivre les démagogues et de ne pas appliquer les directives syndicales ». Toujours les grands mots d'usage.

Les cadres du département paraissent surpris de voir un atelier aussi unanime dans le refus de soutenir l'effort de son président de la République. Quant à la maîtrise, elle n'a nulle part fait la grève non pas qu'elle soit avec les ultras mais elle est avant tout arriviste et conformiste. Il faut qu'elle préserve sa dignité avant tout et même pour soutenir de Gaulle elle ne peut pas se mêler aux ouvriers. Sans doute elle trouve normal que les travailleurs perdent de 3 à 500 francs pour plébisciter de Gaulle, mais elle, elle n'aura pas sa paye amputée d'une heure.

Ce même jour à 13 heures nous apprenions que les insurgés d'Alger étaient sortis de leur camp, drapeaux en tête, défilant devant les paras qui leur présentaient les armes.

Cette sinistre mascarade à laquelle on voulait nous associer nous a remémoré d'autres manifestations et des grèves que nous avons vécues ou connues par des camarades. *Nous qui n'étions pas des « patriotes » les flics ne nous ménagèrent pas.* Si nous avions une leçon à tirer de ces événements c'est qu'il faut parfois peu d'hommes décidés pour faire trembler un gouvernement. Nous rêvons à ce que pourrait être la peur des gouvernants si un jour la multitude ouvrière se prenait à agir par sa seule volonté et pour ses intérêts propres.

Tribune Ouvrière, février 1960.

***

La crise d'Alger liquidée, de Gaulle en profita pour demander un nouvel élargissement de ses pouvoirs. L'Assemblée Nationale les lui accorda à une écrasante majorité, tout en affirmant son ardente foi démocratique, et non sans faire preuve de son habituelle suite dans les idées.

LEUR LOGIQUE

« *M. Leenhardt fit comprendre que, jugeant également mauvais le texte proposé et les ministres en place, ses amis socialistes voteraient... pour.*

« *L'Assemblée se dépouillant encore de quelques prérogatives, voulut de moins se donner le plaisir de discuter quelques amendements voués par avance à l'échec. M. Chaban-Delmas fit simplement remarquer que si les bavardages ne tiraient nullement à conséquence, le droit de bavarder demeurait entier. On en resta là. Il le fallait bien* ».

R. Barillon, dans *Le Monde*, du 4 février 1960.

De même que la crise d'Alger avait permis au lyrisme pathétique de notre race de s'exprimer par la bouche de Delouvrier, de même le vote des pouvoirs spéciaux a donné à son esprit si fin l'occasion de se manifester.

LEURS HOMMES D'ETAT

« *Là-dessus, M. Leenhardt cite l'article de M. Louis-Gabriel Robinet dans* Le Figaro, *du 29 janvier, qui ne semble pas plaire à la droite. Celle-ci interrompt longuement. On entend notamment M. Bergasse s'écrier : « Fermez le robinet ! »* (Bruit).

Le Monde, 4 février 1960.

Mais si, pour les observateurs superficiels, tout est en ordre dans la France de de Gaulle, les grands penseurs s'interrogent. Et, gaullistes ou antigaullistes, ils sont forcés d'aboutir à la même conclusion : si les choses ne vont pas en France, c'est que ce peuple ne vaut rien.

LES FRANÇAIS, CE PEUPLE MINABLE, INDIGNE DE SON CHEF

« *Le général de Gaulle n'observe pas ces faits (l'hégémonie soviétique, la décolonisation mondiale, etc.), à travers les lunettes de la politique locale. Il se mesure à eux dans une solitude poignante...*

« *...L'esprit moyen de la France n'est pas en de Gaulle. Une nation existe-t-elle « dans les siècles et dans les cieux » en dehors des vivants qui la composent ? Cette idée de la France que se fait de Gaulle a-t-elle une réalité.. ?*

« *J'en suis venu à penser que si de Gaulle a commis une erreur c'est à ce niveau : lui qui mesure chaque fait dans sa politique étrangère et qui en joue avec un esprit souverain, peut-être n'en tient-il pas compte au-dedans. Que sont les Français d'aujourd'hui ?*

« *...Malheur au peuple qui ne connait pas le temps où il a été visité !* »

François Mauriac, dans *L'Express*, du 21 janvier 1960.

LA FRANCE EN PERIODE NON FECONDABLE

« *Je suis démocrate et je crois que le rôle des démocrates c'est ceci : traduire, déchiffrer, sentir, pousser ici ou là l'aspiration générale. Mais si tout le monde aspire à dormir ? En démocratie, les hommes politiques sont des accoucheurs, mais on ne peut accoucher que si la fille est enceinte. Il se trouve que pour le moment la fille — la France ne l'est pas* ».

François Mitterand, dans *L'Express*, du 11 février 1960.

*
**

Si les Français ne savent pas qu'ils « sont visités », comme dit Mauriac, les patrons, eux, le savent. Dans les usines ça tourne de plus en plus vite. Avec un nombre de travailleurs légèrement inférieur à celui de l'an dernier, l'industrie française a produit en décembre 1960 15 % de plus. En janvier aussi, l'Institut National de Statistique et des Etudes Economiques publiait une étude constatant que le pouvoir d'achat d'un ouvrier père de famille avait baissé de 10 % depuis l'été 1957, et que la production accrue prévue pour 1960 risquerait de ne pas trouver d'acheteurs si les salaires n'augmentent pas. Mais M. Baumgartner veille sur la stabilité des prix et l'équilibre budgétaire, et a réussi à prévenir cette catastrophe que serait une augmentation des traitements des fonctionnaires dépassant 4 %.

Selon M. Baumgartner, notre économie « se dirige vers un équilibre assez tranquille » (Le Monde, du 4 mars 1960). Cette tranquillité ne risque pas d'être perturbée, soyons-en sûrs, par l'article publié le lendemain par ce même journal et intitulé : « 300 000 vieillards « vivent » avec 1,90 NF par jour et 1 500 000 avec 2,84 NF ».

*
**

Les discussions sur le désarmement continuent. Elles fourniront une des principales matières de la conférence « au sommet » qui se tiendra dans quelques semaines à Paris. Le budget militaire des Etats-Unis pour l'année fiscale 1960-61 atteindra, compte tenu de l'aide militaire aux pays alliés, 45 milliards de dollars — chiffre égal au produit national de la France et supérieur à celui de l'Inde.

M. Krouchtchev se prépare lui aussi pour le désarmement. Il a décidé de renvoyer, au cours des deux prochaines années, 1 200 000 fantassins démodés de l'armée, où ils apprenaient à tirer des coups de fusil, dans l'industrie où ils produiront des fusées d'une efficacité légèrement supérieure. Il est vrai que les interprétations de ce geste peuvent diverger.

Soyons objectifs et laissons la parole aux tenants des deux positions les plus contraires.

PETIT GUIDE DE L'ETUDIANT EN DESARMEMENT MODERNE

« ...(avec les mesures annoncées par Krouchtchev) *l'URSS donne l'exemple du désarmement* ».

L'Humanité, 15 janvier 1960.

« *Nous avons une avance de plusieurs années sur les autres pays pour ce qui est du développement et de la production en série de missiles balistiques intercontinentaux de tous pays... L'Union Soviétique a constitué des stocks des quantités nécessaires d'armes atomiques et thermo-nucléaires... La production de ces armes continue en Union Soviétique.*

« *Nous axons notre armement sur les fusées à tête nucléaire avec perfectionnement constant. Mais aujourd'hui, camarades députés, nous pouvons vous dire : nous disposons d'une arme nouvelle et terrifiante. Ce qui va sortir, ce qui est encore, comme on dit, dans les serviettes des savants, est incroyable* », s'est-il écrié sous les applaudissements des députés.

« *Nos forces armées disposent d'une puissance qu'aucune armée au monde de toute l'histoire n'a jamais eue.*

« *Nous disposons d'une telle quantité d'armes atomiques, avec des moyens de les transporter si perfectionnés que, quel que soit l'agresseur éventuel contre l'URSS, nous pourrions l'effacer de la surface de la terre. En cas d'une nouvelle guerre tous les pays en souffriraient* ».

N. Krouchtchev, discours du 14 janvier devant le Soviet Suprême annonçant la réduction du nombre d'hommes sous les drapeaux de 1 200 000 pendant les deux prochaines années.

*
**

M. Krouchtchev, après s'être reposé à Bali, viendra en France visiter les châteaux de la Loire, et couchera au Quai d'Orsay, dans les appartements des rois. D'autres Slaves, et qui marchent comme lui sur la même voie lumineuse qui mène au communisme, semblent avoir eu ces derniers temps moins de loisirs.

LA VOIE POLONAISE DU SOCIALISME

« Varsovie, 6 mars. — *L'économie polonaise est soumise actuellement à des tensions très fortes, et le mécontentement s'étend parmi les ouvriers de l'industrie, à la suite des mesures d'austérité prises par le gouvernement pour combattre la crise économique de l'été dernier.*

« *Beaucoup d'économistes pensent que M. Gomulka et la direction du Parti Communiste ont frappé trop fort au cours de leurs efforts visant à rétablir l'équilibre sur le marché des biens de consommation en réduisant le pouvoir d'achat et à accroître la productivité du travail industriel en revisant les normes de travail.*

« *L'élévation des normes, impopulaire parmi les ouvriers, a souvent été agravée par l'inefficience de l'administration, la désorganisation du travail et l'absence d'explications claires sur le fonctionnement du nouveau système. Dans certains cas cela a conduit à des arrêts de travail* ».

Financial Times, 7 mars 1960.

« Varsovie, 4 mars (AFP). — *M. Gomulka a reconnu mercredi, devant la conférence du parti communiste de Varsovie, qu'une fraction des ouvriers polonais était mécontente de l'application des nouvelles normes « scientifiques » de travail.*

Dans son discours, rendu public jeudi, le premier secrétaire du parti ouvrier unifié déclarait : « Aux côtés de l'importante majorité

des ouvriers qui comprend la nécessité de réviser les normes de travail, il en existe une partie qui se déclare ouvertement contre. Ces mécontents sont en général des ouvriers dont le rendement est médiocre. Ce ne sont pas eux qui donnent le ton à l'atmosphère dans les entreprises, où la plupart des travailleurs se déclarent en faveur des règles nouvelles ».

M. Gomulka faisait visiblement allusion aux cinq mille grévistes des ateliers de réparation de matériel ferroviaire de Poznan qui, le 19 janvier, avaient protesté contre ces normes et les réductions de salaires qu'elles entraînent. Ces normes, dit-il, ne peuvent être réduites, et les ouvriers doivent travailler plus même si dans certains cas les salaires en souffrent.

Le Monde, 5 mars 1960.

*
**

En Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, la production et le « niveau de vie » s'élèvent. On produira plus de 6 500 000 voitures aux Etats-Unis cette année, qui y sera, comme partout, « une année d'expansion sans précédent ». Les salaires ouvriers augmentent. Mais les gens ne sont jamais contents. Les grèves sauvages continuent dans les usines.

« Après une brève période de tranquillité, provoquée en partie par les incertitudes reliées à la grève de l'acier, le conflit a de nouveau explosé dans l'industrie automobile. Dans la grande usine du Rouge, chez Ford, 2 100 ouvriers qualifiés se sont mis en grève à propos de l'organisation du travail. Une grève sauvage a eu aussi lieu dans une usine de Chevrolet, dans l'Est. Des femmes du Département des carrosseries de Chrysler ont formé des piquets devant l'immeuble du syndicat, pour protester contre l'abandon par le syndicat des droits des ouvriers physiquement diminués par suite d'accidents de travail...

« ...La crise dépasse bien l'industrie automobile Aux aciéries Mac Louth Steel Co., dans la région de Detroit, les ouvriers ont fait fermer les usines malgré l'accord entre le syndicat et la compagnie de continuer la production jusqu'à la signature de la nouvelle convention collective. Les dirigeants syndicaux ont été bombardés avec des œufs et des légumes... ».

Correspondance (journal ouvrier de Detroit), 13 février 1960.

UNE GREVE SAUVAGE EN ANGLETERRE

En février, en Angleterre, une grève sauvage des dockers de Hull a duré quinze jours. Une autre grève sauvage, parmi les dizaines que rapportent les journaux, a eu droit à des grands titres, parce qu'elle a menacé d'arrêt toute l'industrie automobile anglaise. C'est la grève de 2 100 ouvriers de l'usine Hardy Spicer, à Birmingham, qui produit 95 % des arbres de transmission utilisés par l'industrie automobile. La grève a commencé parce que M. F. Troth, shop steward, a été licencié pour « mauvaise conduite » ; cette mauvaise conduite consistait en ce qu'il demandait aux ouvriers d'appuyer une interdiction des heures supplémentaires (arme très souvent utilisée par les ouvriers anglais) pendant que des négociations sur une augmentation des salaires étaient en cours. Pour protester contre ce licenciement les ouvriers, malgré l'avis du syndicat, se sont mis en grève. Là-dessus, la compagnie a cité M. Troth devant le tribunal pour « diffamation ». Les ouvriers ont déclaré qu'ils n'accepteraient aucune discussion avec la compagnie si cette citation n'était pas retirée. Les dirigeants syndicaux de l'industrie automobile ont tenu une réunion spéciale à Londres le 26 février pour essayer de trouver une solution, sans résultat. La situation de l'industrie automobile entre temps — la grève durait depuis six jours — était devenue critique, les stocks d'arbres de transmission s'étant épuisés et plusieurs usines étant obligées de réduire leur production. Le 27 février,

une réunion de tous les shop stewards des usines d'automobiles des Midlands se tenait à Birmingham, convoquée par le comité (non officiel) de grève de chez Hardy Spicer, pour envisager l'extension de la grève. Mais le même jour la compagnie retirait sa plainte en diffamation, et acceptait les nouvelles propositions de compromis formulées par les syndicats : le cas de M. Troth serait discuté d'abord dans une conférence locale (direction-syndicat) et, en appel, à une conférence centrale à York à la mi-avril ; M. Troth recevrait jusqu'à cette date de la part de la compagnie des paiements volontaires égaux à ses gains hebdomadaires moyens lorsqu'il était employé. Sur cette base, les ouvriers ont voté le 29 février la reprise du travail.

LA BOURGEOISIE PROTESTE CONTRE LA VIOLATION DES REGLES SYNDICALES PAR LES OUVRIERS ET LEUR MANQUE DE SENS TACTIQUE

« Quand est-ce que les dirigeants syndicaux britanniques se décideront enfin d'agir avec la force nécessaire pour arrêter le glissement continu de leur mouvement vers le discrédit ? Il y a eu encore cette semaine deux échecs graves. Le premier exemple est donné par le meeting de 300 *« délégués » des cheminots à Euston, qui ont décidé d'appeler à une grève non officielle d'un jour des trains et métros de Londres pour la fin du mois ; des « meetings de délégués » dans d'autres parties du pays vont vraisemblablement suivre la même voie. Cet appel ne contredit pas seulement de façon flagrante les statuts syndicaux, suivant lesquels seul l'exécutif national du syndicat a le droit de décider une grève. Il ne constitue pas seulement une violation ouverte de l'accord de procédure conclu avec les Chemins de Fer britanniques... C'est aussi un défi au sens commun en matière de tactique... ».*

The Economist, 9 janvier 1960.

FIN DU MIRACLE ALLEMAND ?

« Retournant après un an en Allemagne, le visiteur remarque rapidement le changement de climat économique... Les ouvriers allemands ne travaillent plus comme ils le faisaient jusqu'ici ; les ouvriers du bâtiment, en particulier, ne vont travailler que lorsque ça leur chante ; la discipline de travail s'est désintégrée ; et les employeurs prennent les ouvriers les uns des autres... Il semble que le plein emploi exerce sa propre influence sur les habitudes de travail, influence plus forte que les caractéristiques nationales...

« ...Tous les banquiers et les industriels sont loin d'être pessimistes. Un nombre surprenant parmi eux rendent hommage à la modération des syndicats et expriment, en privé, l'opinion qu'il est temps de donner aux ouvriers une plus grande tranche du gâteau... ».

The Economist, 20 février 1960.

*
**

En France, le 1er février, les travailleurs ont « arrêté le travail » pendant une heure pour combattre le fascisme. Aux Etats-Unis, les travailleurs ont soutenu pendant l'été dernier une grève de plusieurs mois pour défendre leurs conditions de travail. Malgré l'énorme pression de toute la société officielle, malgré l'intervention d'Eisenhower qui a utilisé contre eux la Taft-Hartley les obligeant de reprendre le travail, ils viennent de remporter une victoire pratiquement complète.

FIN DE LA GREVE DE L'ACIER AUX ETATS-UNIS

La grève de l'acier s'est terminée sur une intervention directe, bien que clandestine, du gouvernement américain qui a réussi à obliger l'organisation patronale à accepter un compromis dont elle ne voulait absolument pas. Ce compromis, en effet, même s'il n'accordait au syndicat de l'acier qu'une partie de l'augmentation des salaires qu'il réclamait, cédait presque totalement sur le chapitre des conditions de travail. Or dès le début de la grève il avait été clair que les raisons profondes de la lutte qui s'engageait n'étaient que secondairement le problème des salaires, mais concernaient

essentiellement les conditions de travail. Le compromis négocié par le gouvernement penchait donc nettement en faveur du syndicat et c'est ce que le patronat de l'acier n'a pas manqué de constater. Si l'Administration républicaine a été amenée à prendre une position aussi nettement pro-syndicale et aussi étrangère superficiellement à sa ligne habituelle, c'est évidemment pour une foule de raisons diverses, parmi lesquelles l'approche des élections présidentielles et l'obligation où se trouve aujourd'hui tout candidat à la Présidence d'être en mesure de se présenter valablement comme l'homme de la prospérité et de la paix, donc de la paix sociale. Quoi qu'il en soit, le fait important est qu'à travers des actions de ce genre, le gouvernement tende à développer une position d'arbitre entre le patronat et les syndicats, et à affirmer donc encore davantage, à l'intérieur de la classe dirigeante dans son ensemble, son caractère et ses intérêts de bureaucratie autonome.

Infiniment plus importante, infiniment moins tortueuse, cachottière et craintive que l'évolution bureaucratique du gouvernement, c'est l'évolution vers des revendications concernant non le salaire du travail mais le travail lui-même et mettant en cause les modalités de la gestion capitaliste du travail, qui apparaît comme le caractère essentiel de cette grève.

Pour le reconnaître et voir dans la grève autre chose qu'une minable histoire de quelques « cents », préparés de longue date par le « brain-trust » du syndicat, jouée comme une partie de cartes et appuyée passivement par une masse de manœuvre, pour y voir donc autre chose que ce que notre presse de gauche y a vu, il suffit de lire la presse officielle et pro-patronale des Etats-Unis. C'est par exemple *Newsweek* qui écrit : « Plus que des dollars et des cents, ont dit les représentants patronaux, c'est le « droit de diriger » que les dirigeants réclament et qui se trouve être le véritable enjeu de la lutte, le droit de fixer les conditions de travail et les horaires, de décider des normes et des primes, etc. (...) Le « droit de diriger » a cimenté l'alliance des dirigeants de l'acier. Mais c'est également ce même enjeu qui a soutenu les travailleurs de l'acier dans leur longue et pénible grève ».

La fin de la grève et la négociation qui y conduisit, est décrite par *Newsweek* dans les termes suivants : « Les dirigeants ont fait un pas en arrière infiniment plus important que la défaite relative qu'ils ont subie en termes de dollars et de cents... Les points les plus importants semblent avoir été abandonnés au cours des dernières heures de négociation. Une semaine à peine avant l'accord, le Directeur général d'Inland Steel, Joseph Block, déclarait qu'une des préoccupations essentielles des dirigeants était d'établir un système de protection contre les grèves sauvages, lesquelles avaient coûté à l'industrie de l'acier 729 200 tonnes d'acier entre 56 et 59. Mais cette revendication a été jetée au panier ».

De l'aveu des dirigeants eux-mêmes, comme ce texte de *Newsweek* l'illustre une fois de plus, la situation dans les usines américaines est telle que la question de savoir : *qui* dirige, se trouve objectivement posée. Face à cette situation, qui conteste leur prétention à gérer la société, les dirigeants sont actuellement incapables de faire autre chose que de répercuter la question qu'on leur pose et demander à leur tour (mais à qui ?) : « qui dirige ici ? » D'abord en effet comme la grève de l'acier l'a montré une nouvelle fois rien de sérieux ne peut être fait, du moins dans les conditions actuelles, pour limiter ou pour empêcher les grèves sauvages. Or c'est précisément par le moyen de ces grèves « illégales » par rapport à la réglementation syndicale que les ouvriers américains parviennent à lutter d'une manière efficace contre les normes, les cadences, la discipline du travail c'est-à-dire contre la dictature quotidienne des dirigeants, même si les succès que ces luttes permettent de remporter sont, par ailleurs, partiels et essentiellement fragiles. Le recours permanent à la grève sauvage explique donc qu'au niveau de l'atelier

et de l'entreprise individuelle les conditions de travail finissent par ne refléter que très imparfaitement les intentions initiales des dirigeants pour être déterminées essentiellement par le rapport de forces entre dirigeants et exécutants, et c'est pourquoi en ce qui concerne les dirigeants de l'acier, le « noyau central de leurs propositions », comme l'écrit *Newsweek*, « concernait les conditions de travail au niveau local ». Dans le but de restaurer sur les conditions de travail le contrôle absolu et dictatorial qui lui échappe depuis des années, le patronat réclamait l'instauration de commissions spéciales composées de syndicalistes et de représentants patronaux et chargées d'accélérer la rationalisation du travail. Ces commissions devaient être soumises à un arbitrage obligatoire en cas de litige.

Mais cette « revendication » des patrons dut, comme les autres, être jetée au panier et la grève ne put dès lors que se terminer en établissant qu'au niveau de la production, les patrons américains ne détiennent plus seuls la réponse à la question : « qui dirige ici ? »

La grève de l'acier, qui a infligé des pertes importantes à l'économie américaine, a été déterminée par la volonté du patronat de régler à sa guise « les conditions locales de travail », c'est-à-dire d'organiser la production au niveau le plus bas et jusqu'aux moindres détails. Mais cette classe de dirigeants, qui a la prétention d'être la seule à savoir organiser, comment organise-t-elle ses propres affaires ?

LEUR ORGANISATION

« *Depuis dix ans et plus, les hommes d'Etat autant que les scientifiques ont été mécontents des méthodes américaines concernant le processus de prise de décisions sur les programmes stratégiques (dimensions générales de l'effort militaire, portée et caractère des programmes, composition des forces, nombre et nature des armes). Les critiques les plus répandues ont été :*

1. *La politique nationale de sécurité manque d'unité et de cohérence. Les décisions sont prises chaque fois sur une base* ad hoc, *sans que l'on soit guidés par un objectif général.*

2. *La politique nationale de sécurité est formulée essentiellement en termes de généralités et de compromis. Les vrais problèmes n'arrivent pas jusqu'au niveau le plus élevé pour y trouver une solution.*

3. *Le processus de formation d'une politique est caractérisé par la lenteur et les retards ou ajournements de décision.*

4. *Les principaux organes d'élaboration politique, et en particulier le Conseil National de Sécurité, sont des instruments inefficaces pour le développement d'idées et de méthodes d'approche nouvelles. Ils tendent beaucoup plus à « routiniser » ce qui est vieux qu'à stimuler le nouveau.*

5. *Les procédures d'élaboration de la politique tendent à agrandir les difficultés et les obstacles qui s'opposent à n'importe quel type d'action qui viendrait à être proposé.*

6. *Ces défauts sont essentiellement le résultat de ce que l'on gouverne par le moyen de Comités, spécialement lorsque les membres de ces Comités doivent représenter les intérêts de départements et de services particuliers.*

Peu de personnes familières avec les procédures de détermination des programmes stratégiques contesteraient l'exactitude de ces allégations. De plus, la persistance de ces critiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale suggère que ces défauts ne sont pas des phénomènes accidentels auxquels on pourrait facilement remédier en exhortant les gens pour qu'ils acquièrent des vues élevées, en affirmant l'autorité de l'exécutif ou en changeant le personnel ou le parti au pouvoir ».

Samuel Huntington, La planification stratégique et le processus politique (*Foreign Affairs*, janvier 1960, p. 285).

« *Il est inutile de nier, après d'écœurants exemples récents, qu'une atmosphère de corruption pèse sur la vie politique italienne souillée par les affairistes et par les interventions financières illicites...* » Le président a terminé ainsi : « *Nous ne pouvons pas continuer à avancer sur ce chemin. Si le monde politique italien ne retrouve pas rapidement le plaisir de l'honnêteté, de tristes perspectives s'ouvrent pour notre avenir* ».

Discours de M. Merzagora, Président du Sénat Italien, devant le Sénat, à l'occasion de la démission du cabinet Segni. (*Le Monde*, 27 février 1960).

LA GRANDE DEMOCRATIE D'OUTRE-ATLANTIQUE

« *Malgré le plein emploi réalisé depuis la guerre, le Noir est d'habitude toujours « le dernier à être employé, le premier à être licencié » ; le chômage parmi les Noirs est constamment deux fois plus important que parmi les ouvriers blancs* ».

The Economist, dans un article sur la « promotion sociale » des Noirs américains, 27 février 1960.

LEURS AVEUX

« *Pourquoi n'avons-nous pas réellement* dirigé *le monde d'après guerre depuis la guerre de Corée ? Pourquoi beaucoup d'Américains craignent que nous ayons perdu le sens des buts nationaux ? Pourquoi tant de confusion autour des valeurs intellectuelles et morales? Pourquoi y a t-il cette inertie concernant les problèmes publics et une retraite complète vers les joies de la vie privée ? Pourquoi l'équilibre du budget est-il devenu une préoccupation nationale plus importante que l'effort, le sacrifice et le travail dur ? Avons-nous confondu prospérité et sécurité ?* »

Adlai Stevenson, *Putting first things first* (*Foreign Affairs*, janvier 1960, p. 191).

Mais qu'est-ce que c'est, les « joies de la vie privée » ? C'est « La bonne vie », telle que la décrit le grand périodique américain « Life ». La voici.

« LA BONNE VIE »

La crise de la société américaine est devenue à ce point manifeste qu'aux Etats-Unis une partie grandissante des émissions de radio et de télévision, des articles de journaux et des films est consacré à la décrire. La conscience que les raisons traditionnelles de vivre disparaissent et l'angoisse de constater que la société actuelle est incapable d'en trouver d'autres s'impose jusque dans les productions et les publications les plus conventionnelles. C'est ce conflit au sein de l' « esprit » officiel du capitalisme qu'on trouve sous une forme maladive dans un numéro spécial de *Life* consacré aux loisirs et à la « Bonne Vie » et dont la couverture consiste en un montage de photographies représentant : une piscine et des plongeurs, une patineuse, trois hommes jouant de la flûte, un homme lisant, une photographe et un astronome amateurs. *Life* représente aux Etats-Unis la bonne conscience inébranlable, le conventionnalisme militant Et en effet la majeure partie de ce numéro spécial se situe bien dans cette ligne. L'extension de l'automation, est-il expliqué, produit l'augmentation des loisirs et introduit l'humanité dans l'ère de la « Bonne Vie ». Pour comprendre et vomir tout à la fois la « Bonne Vie » dont il est question, il suffit de regarder une succession de photographies montrant : des bricoleurs, des peintres amateurs, des solitaires en communion mystique avec la nature, en insistant particulièrement sur celles d'une femme dont le passe-temps consiste à s'enfoncer « jusqu'aux oreilles dans les bonnes œuvres », comme le dit avec enthousiasme la légende.

Et puis l'autre face des choses apparaît, leur véritable face, et

en quelques phrases Sloane Wilson, auteur de *l'Homme au complet gris* réduit à néant l'enthousiasme sans sincérité des pages précédentes dans un extraordinaire article intitulé : « Just a big rat race » (« Rien qu'une course de rats »). Comment se fait-il, demande Wilson, que les individus qui possèdent le plus de loisirs soient en même temps les plus misérables, les plus écrasés ? Il y a les vieillards pour lesquels la société n'a pas de place et qu'elle condamne aux loisirs perpétuels alors qu'ils sont encore en pleine possession de leurs moyens et qu'ils sont dépositaires d'une expérience énorme, et dont « tout le monde sait que les plus vigoureux eux-mêmes ont tendance à dépérir et à mourir peu de temps après qu'ils se soient retirés du travail ». Il y a les enfants maintenus dans une espèce de ghetto, auxquels il est interdit à la fois de s'intégrer dans le monde des adultes et de constituer leur propre société, et dont par suite les « loisirs » sont dévorés par l'ennui, l'apathie, le dégoût systématique.

Les loisirs des adultes, des gens qui travaillent, révèlent la même misère profonde. Des gens qui se vantent d'être capables « de se reposer aussi énergiquement qu'ils travaillent » se jettent dans des loisirs et dans des activités frénétiques et retournent complètement épuisés au travail. La frustration qu'ils éprouvent dans leur travail, au lieu que la vie privée permette d'y échapper au moins momentanément, s'épanche dans les loisirs et grossit, rendant les gens incapables non seulement de se reposer mais même de se fixer quelque part et de donner une stabilité, une continuité et un sens à leur vie en dehors du travail. La dissipation perpétuelle et l'insatisfaction sans objet précis deviennent les sentiments dominants de la vie et avec elles les formes maladives d'angoisse, d'incapacité de se concentrer, de destruction de l'unité de la personnalité apparaissent et se multiplient à une vitesse vertigineuse.

La description de Wilson est déjà par elle-même extraordinaire de vérité et de profondeur. Dans ce qu'il dit il y a la crise de la vie telle que chacun la connaît. Mais ce qu'il y a d'étonnant c'est qu'au lieu d'attribuer ce qu'il vient de décrire à « l'insatisfaction éternelle de l'homme », ou bien de replâtrer hâtivement les choses avec quelques formules vides de sens (« apprendre à se reposer, lire davantage... ») comme il lui aurait été possible de le faire, Wilson attaque la notion même de loisir. Ce qu'il met en question c'est la conception diffusée à longueur de journée et d'année par la société officielle (*Life* en tête) selon lequel le travail étant par essence une malédiction, un trou dans la vie, le véritable sens et le but de la vie se trouvent en dehors de lui, dans le loisir et cet ensemble de compensations minables que *Life* appelle : La Bonne Vie.

Réfutant l'argument selon lequel l'attitude passive des gens devant la vie serait la preuve qu'ils sont par essence voués à la passivité, Wilson dit que la passivité n'est que le produit d'une « défaite » et que c'est une « défaite » et non un penchant naturel à la passivité qui conduit par exemple des quantités de gens à voir « les immenses possibilités du monde se rétrécir et prendre la taille d'un écran de télévision ». Les gens, dit Wilson, ne peuvent donner un sens à leur vie qu'à travers le développement et l'exercice de leurs capacités créatrices. La vie qu'ils mènent actuellement les châtre de ces capacités. Le travail est privé de toute signification et au lieu de contribuer au développement des gens les frustre.

La crise des loisirs met en cause la valeur même des loisirs et démolit la notion de l'homme-consommateur. C'est seulement à travers une activité productrice que l'homme se développe. Mais c'est parce que le travail sous la forme qu'il a actuellement n'offre pas aux gens la moindre possibilité de se développer que les loisirs sont en crise. C'est la frustration dans le travail qui alimente la frustration chez soi et conseiller d'autres formes de loisirs ne servirait absolument à rien. « Il est peut-être temps de chercher des formes de travail qui aient une signification », conclut Wilson.

« *Maintenant que la possibilité* d'écrire *et de* montrer *a été donnée aux « jeunes » qui si longtemps réclamèrent la parole, nous nous apercevons qu'ils n'ont à peu près rien à dire* ».

Jean Can, à propos du « jeune » cinéma français, dans *L'Express* du 25 février 1960.

La jeunesse est malade. Plus même — elle est radicalement mauvaise. Elle est corrompue, cynique, dépourvue de toute passion noble. Et totalement privée d'intelligence. Par exemple, elle s'avère totalement incapable de voir la différence fondamentale qu'il y a entre tuer un algérien ou lyncher un noir, d'un côté — et attaquer les juifs, de l'autre. Elle est tout autant incapable de comprendre le merveilleux exemple de vie harmonieuse, équilibrée et épanouie, que lui offrent les adultes et leur société, et de s'identifier à eux. Ni elle ne parvient à faire rentrer dans sa tête bornée cette idée pourtant si simple : qu'elle devrait se passionner de politique, et qu'il lui est interdit d'avoir tout avis là-dessus.

Ne vaudrait-il pas mieux l'exterminer ?

« TRAGIQUE MEPRISE... IL L'AVAIT PRIS POUR UN BLOUSON NOIR »

Un café, près du mètro Mabillon, dans le VI^e^. Dans la salle calme, le juke box silencieux, un groupe de joueurs de belote entre 30 ans et 60 ans, une jeune femme habituée du coin, deux jeunes gens en canadienne qui discutent devant un demi. Arrivent trois « blousons noirs » et deux filles. Bruits, rires, invasion des tables, à côté de la jeune femme. Tous les regardent, méfiants, apeurés. La femme se lève immédiatement et va au comptoir qui est derrière moi, caché par une vitre. Je l'entends parler. Je ne me doute de rien, pensant que le malaise provoqué par l'arrivée d'une bande de jeunes un peu bruyants et assez débraillés va se dissiper, sans plus. Mais le patron s'amène, gros, moustaches noires et œil féroce : « Faudrait voir à ne pas faire de casse, vous... » en s'adressant aux « blousons noirs ». « On n'a pas encore bougé, Monsieur ». — « Oui, eh bien vous repasserez pour boire ici ». — « On n'a rien fait. On est tranquille... » — « Oui pour consommer, vous repasserez, répète le gros homme. D'abord, l'autre soir...» — « C'est pas ceux-là, crie la patronne derrière la vitre. Ils sont calmes ». — « Pour consommer ils iront se faire voir, dit encore le patron, têtu, en élevant la voix. Allez, ouste ».

Le groupe n'insiste pas, sensible à l'hostilité de toute la salle — « Et puis, vous n'avez pas l'âge », ajoute le patron... Ils se sont déjà levés ; à la dernière réplique du patron, l'un d'eux : « j'ai 20 ans, moi ». Ce qui est peut-être vrai. Le patron ricane, des joueurs de belote lancent un gros rire, les deux types en canadienne, qui n'ont pas plus de 25 ans, sifflent, narquois. Devant l'agressivité de tous ces gens, jeunes comme vieux, ils n'insistent pas. Tout le monde respire quand ils sont sortis, après avoir lancé, en défi : « bien le bonsoir, M'sieurs, dames, on se reverra ».

L'attitude de la société en général devant les bandes de blousons noirs est calquée sur celle des gens de ce café. C'est la hargne, la peur, la méfiance et les réactions sont souvent les mêmes que devant un algérien. La société officielle, sans chercher un instant à comprendre ce qui se passe dans la jeunesse, ne se soucie que de faire rentrer les choses dans l'ordre, par la violence ou par de bonnes paroles, des prises de position grandiloquentes, des projets de réforme et d'organisation stupides, quelques mesures ridicules, complètement étrangères aux véritables besoins de ces bandes de jeunes, quand elles ne sont pas purement cyniques.

André Malraux déclare le 10/12/59 devant l'Assemblée Nationale: « ce n'est pas le prolétariat qui sauvera la jeunesse, c'est la France ». Belle phrase, intentions généreuses ! En attendant de sauver la jeu-

nesse, il faut limiter les dégâts, donc depuis l'été on arrête les bandes de blousons noirs, on les pourchasse, on les passe à tabac. Le blouson noir devient un gibier de choix, qui change de la chasse à l'algérien, et qu'il est possible de tirer comme un lapin, si l'on s'estime en danger ; trois jeunes gens ont été abattus « par méprise » (dans des banlieues populaires, comme par hasard). Le dernier, Daniel L'Hénoret, fut descendu le lendemain du jour de l'An. *L'Aurore* titra : « Il l'avait pris pour un blouson noir ». Parce que tirer sur un blouson noir devient aussi naturel que tirer sur un homme à peau un peu sombre, qu'on « prend pour » un nord-africain.

Maurice Herzog parla vaguement d'un programme d'activités dirigées, de chantiers de jeunesse, d'encadrement des jeunes. On souligna l'importance de la famille, des leçons d'instruction civique, de la formation de véritables enseignants, on enchaîna sur la crise de l'enseignement, on déboucha sur la crise des valeurs morales, la crise de la famille, la crise du logement.

Quels autres projets pour « sauver la jeunesse » ? « Envoyons-les combattre en Algérie », proposa une femme, député. Ce fut jugé sans doute un peu trop énorme, on publia des démentis, mais c'est pourtant tellement logique : toute cette énergie « gâchée », cette violence « inutile » ! Le monde moderne fait sans cesse appel à la violence, la violence est institution, mais d'Etat, pas de violence « privée » ! Engagez-vous dans la Légion, tout sera permis, le moyen n'est pas nouveau. Il faut organiser la violence !

En Suède on a voulu hardiment contrer la violence de ces jeunes : on a donné aux bandes des locaux pour qu'ils puissent se réunir, danser, discuter, en échange de services « civiques » : promener les vieillards, le dimanche, transporter les infirmes, etc. Mais Serge Groussard, dans un reportage sur les bandes de jeunes dans le monde, dans *Le Figaro*, admet que peu de ces blousons noirs suédois ont été tentés par cette « reconversion » de leurs activités.

Quand la « réconversion » vers des objectifs « sociaux » et « positifs » échoue, cette spontanéité de la jeunesse dont des réformateurs bien pensants disaient qu'elle n'était pas « entièrement » mauvaise, il ne s'agit plus que de la brimer systématiquement, de la ridiculiser, de réprimer et d'interdire les formes à travers lesquelles elle s'exprime. Ainsi, aux Etats-Unis, dans le but de limiter au maximum la vie des gangs, c'est-à-dire finalement d'interdire aux jeunes la seule vie réellement indépendante et collective dont ils disposent, plusieurs villes ont constitué un système de couvre-feu pour les jeunes de moins de 18 ans. A New-York, faute de personnel, les autorités ont dû, à regret, renoncer au couvre-feu mais le maire de la ville, pour pallier cette défaillance, a réclamé que l'âge auquel un enfant puisse être jugé selon les mêmes lois qu'un adulte soit baissé de 16 à 15 ans. C'est la même logique de la brimade qui inspire les mesures de plus en plus fréquentes que les autorités scolaires appliquent à l'encontre des modes vestimentaires. Puisque, entre autres formes de culture, c'est à travers ses vêtements que la jeunesse actuelle exprime son sentiment d'être différente de tout ce qui existe autour d'elle, l'école cherchera au contraire à imposer un style vestimentaire « décent » et « correct », mais dont la propriété la plus importante sera d'être imposée de l'extérieur à la jeunesse, par une autorité qu'elle ne reconnaît pas. C'est ainsi que les filles qui portent des jupes « Brigitte Bardot » actuellement en vogue aux Etats-Unis, sont punies. Les lycées de Detroit obligent les garçons qui les fréquentent à porter des ceintures, bien que la mode actuelle parmi la jeunesse américaine soit de ne pas en porter.

Depuis que le chef de la police fédérale Edgar Hoover a annoncé que dorénavant il s'agissait de « devenir dur » (« get tough ») envers la jeunesse, le contrôle tatillon et mesquin dont les enfants sont l'objet à l'école se trouve relayé à l'extérieur par le contrôle de la Police pour laquelle la jeunesse est le nouveau « Public enemy N. 1 ». *News and Letters* publie à ce propos cette déclaration d'un

adolescent de Detroit : « Les policiers poussent les jeunes et leur disent de circuler. Ils nous suivent et essaient d'entendre ce que nous disons. Ils nous injurient et nous disent de quitter au double trot les abords de l'école et de rentrer chez nous. Ils dressent des procès-verbaux contre les garçons et les filles qui traversent la rue en dehors des feux. C'est un vrai camp de concentration ».

JEUNESSE ROSE

« *Les Jeunes Socialistes, le nouveau mouvement de la jeunesse du parti travailliste qui se constitue actuellement au niveau national, a été mis en avant en partie comme une riposte au succès social des Jeunes Conservateurs. Dans beaucoup de villes, les Jeunes Conservateurs sont devenus le groupe à la mode auquel il faut appartenir : les filles qui cherchent des maris à succès, les jeunes gens qui cherchent une bonne carrière, les considèrent comme un milieu utile. Les Jeunes Socialistes... auront à affronter plusieurs obstacles et risques. Le premier est une certaine indifférence à l'égard de la jeunesse dont font preuve beaucoup de leaders travaillistes, spécialement dans les syndicats et les municipalités. Il y a comparativement peu de jeunes conseillers municipaux travaillistes. C'était le manque de soutien de la part de la hiérarchie du parti qui a contribué à tuer son précédent mouvement de jeunes, les Ligues travaillistes de la Jeunesse, qui ont été dissoutes en 1955 après une existence de neuf ans et après avoir vu le nombre de leurs sections tomber de 788 à 214. Le nouveau mouvement recevra davantage d'argent du parti ; et il lui sera permis de discuter de politique aussi bien que des affaires de la jeunesse à sa conférence annuelle — privilège qui avait été refusé aux Ligues de la Jeunesse. Mais cela, cependant, soulève un deuxième danger : que le mouvement devienne tellement sérieux et déchiré par des discussions qu'il fasse fuir une audience plus large mais moins préoccupée par la politique... Un troisième danger est que les Jeunes Socialistes pourraient évoluer à gauche, relativement aux intentions de leurs créateurs. Cela est déjà arrivé autrefois...* ».

The Economist, 30 janvier 1960.

REPRESSION DE L'ANTISEMITISME ET REFRESSION DE LA JEUNESSE

La hargne contre la jeunesse, que la société officielle porte à fleur de peau d'une manière continuelle, saisit la moindre occasion pour se manifester. La résurgence de l'antisémitisme qui s'est produite au début de cette année a été une de ces occasions. L'antisémitisme a suscité à travers le monde entier des protestations et des prises de position dont les unes étaient officielles, dont les autres émanaient de personnalités et d'organisations quasi officielles et qui, dans leur ensemble, manifestaient le dégoût à ce propos de la société officielle elle-même. Il y eut ainsi les protestations officielles de l'Allemagne de l'Ouest, de l'URSS, des USA, de l'Angleterre, de la France, tous pays qui, comme l'a rappelé le *Canard enchaîné*, n'ont jamais pratiqué le moindre racisme, ni déporté des minorités raciales ou nationales entières, ni opprimé les noirs, ni massacré les musulmans. Mais après cette indignation officielle, qu'est-ce qu'il y a eu ? La répression annoncée contre l'antisémitisme s'orienta comme par instinct vers la jeunesse. A New-York trois jeunes gens qui avaient fondé un « parti national socialiste de la renaissance américaine » furent inculpés de trahison. La presse annonça que les trois garçons sont passibles de la peine de mort et que le « chef » du parti, âgé de 21 ans, s'effondra en larmes quand il apprit le motif pour lequel on l'inculpait et dit qu'il « avait fait tout ça » parce qu'il avait bu. Au même moment la Police de Detroit arrêtait un enfant de 14 ans qui selon *Le Monde* « se disait être le « Führer » d'un club de jeunes nazis. La police a confisqué au domicile de l'enfant plusieurs chemises brunes, des brassards avec svastikas et une collection de

livres et de brochures sur l'Allemagne nazie. Avec deux autres camarades de son âge, il avait peint des croix gammées sur les murs de son école ». Mais sur les adultes qui expriment des opinions absolument identiques à celles qui valent la prison quand il s'agit d'enfants ou d'adolescents, la répression tombe d'une toute autre manière, puisque *Le Monde* écrit à la suite des informations précédentes : « Enfin le commandant Lincoln Rockwell, qui se déclarait nazi, a été rayé Vendredi des cadres de réserve de la marine ».

En Allemagne où le gouvernement a refusé d'instituer une procédure de répression automatique des manifestations d'antisémitisme, le secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur a présenté à l'approbation du parlement le bilan de l'activité de ses services et annoncé l'arrestation de 24 personnes. Sur ce nombre, comme il ressort du rapport du secrétaire d'Etat, 17 ont moins de 20 ans, et trois seulement font partie du Parti allemand du Reich (néo-nazi). Bien que les autorités connaissent parfaitement l'activité des organisations néo-nazies et que les ex-hitlériens qui les dirigent ne cherchent d'ailleurs pas à se cacher, c'est, à Francfort, un jeune typographe de 25 ans qui se voit condamner à 6 mois de prison ferme pour « approbation publique des crimes nazis ».

L'hypocrisie, la brutalité et la hargne à l'égard de la jeunesse qui se sont manifestés à cette occasion sont typiques du comportement de la société officielle, qui pratique quotidiennement le racisme le plus abjecte à l'encontre des noirs ou des algériens à une échelle de masse, et prétend s'indigner lorsqu'une mince fraction d'adolescents transpose l'enseignement raciste qu'elle a reçu à une autre race.

Les masses africaines et les plans européens de décolonisation

Ce qui se passe actuellement en Afrique signifie infiniment plus que la simple réorganisation des anciens empires coloniaux au profit de formes plus « modernes » et plus « réalistes » de domination et d'exploitation de la part des métropoles. Car ce qui s'effondre aussi bien au Congo belge qu'au Kamerun, au Kenya, dans le Nyassaland ou dans le Mali ce sont précisément les diverses politiques ultra-réalistes et ultra-modernes par lesquelles le capitalisme européen a essayé de répondre au nationalisme africain. Que ce soit par le moyen de la loi-cadre ou de la Communauté, que son objectif en matière de politique coloniale ait été l'autonomie interne, l'évolution vers l'indépendance ou l'indépendance elle-même, l'Europe n'avait encore jamais vu mettre en doute le postulat que c'était à elle qu'il appartenait de diriger les Africains. Dans l'ancien temps, vers l'Amérique, dans les cales des négriers, comme esclaves. Aujourd'hui vers la liberté, l'égalité et la fraternité. Mais à la lumière des événements de ces derniers mois et de ces dernières semaines, les plans d' « évolution » qu'on propose à l'Afrique paraissent des vieilleries d'un autre siècle, qui prévoient tout, planifient et organisent tout mais oublient de tenir compte du fait que dorénavant en Afrique ce sont les noirs qui prévoient et planifient et organisent.

La phrase de Ferhat Abbas s'applique en ce sens parfaitement à l'Afrique et il est rigoureusement juste de dire que si l'Afrique d'hier est morte, ce n'est grâce ni à de Gaulle ni à Macmillan ni à Baudoin de Belgique, mais aux Africains eux-mêmes et à eux seuls. Si les Congolais ont pu réussir à obtenir l'indépendance totale et inconditionnelle au bout d'un seul mois de négociations, c'est parce que pendant une longue année ils ont rendu le Congo absolument ingouvernable pour les dirigeants colonialistes. Les soulèvements, les révoltes, les manifestations et les grèves n'ont pas cessé depuis qu'en février de l'année dernière les événements de Léopoldville révélèrent à quel point la domination coloniale belge qui semblait bâtie sur le roc, était au contraire vacillante et impuissante (1). Dautre part, en relation avec ces actions, l'activité politique des groupes d' « évolués », des associations tribales et des sectes est sortie de la clandestinité où elle était restée jusqu'alors, et le développement extraordinairement rapide de l'Abako comme la création d'une quantité d'organisations et de partis politiques sont les marques d'un immense travail d'auto-organisation qui a abouti, dans un laps de temps étonnamment court, à creuser sous la société coloniale une société africaine déjà, dans la réalité de la vie quotidienne, indépendante.

Si ce résultat a pu être atteint c'est parce que, littéralement, tout le monde et n'importe quoi y a concouru : toutes les couches de la population, toutes les institutions de la vie sociale et en particulier les associations tribales, les organisations de travailleurs, et jusqu'aux « évolués » que les belges faisaient trotter fièrement devant les visiteurs et dont ils faisaient admirer la douceur et la soumission. La coupure entre les villes politisées et nationalistes et la brousse conformiste et dominée par les chefs, sur laquelle les

(1) *Voir* Socialisme ou Barbarie, *n°* 27, *pp.* 89 *à* 97 : « *La révolte de Léopoldville* ».

belges avaient compté un moment pour maintenir leur domination ne s'est pas produite. Les insurrections de Léopoldville et de Stanleyville se sont immédiatement répercutées parmi les tribus de la brousse, les journées de février 59 ayant été en particulier prolongées par d'innombrables révoltes et jacqueries locales. En novembre l'arrestation à Stanleyville de Lumumba, dirigeant du Mouvement national Congolais, provoqua sur-le-champ une émeute à laquele les tribus avoisinantes ont été directement mêlées. C'est cette compénétration de la société progressiste des villes et de la société traditionaliste des campagnes, attestée par ces faits, qui explique que les délégués belges à la Table ronde de Bruxelles se soient trouvés devant un bloc africain unique, auquel adhérèrent finalement jusqu'aux chefs coutumiers, et les notables mis en place et soutenus par l'Administration coloniale.

Dès ce moment, puisqu'ils se trouvaient devant une société totalement ingouvernable et ne disposaient ni des institutions ni des individus qui leur eussent permis de rétablir leur domination autrement que par la violence nue, les Belges ne purent que marmonner des phrases grotesques sur leur rôle civilisateur (alors que l'ABC du colonialisme belge consistait à « protéger » les populations contre la civilisation) et quant au fond capituler purement et simplement. Encore que capituler soit trop peu dire. En se levant en effet de la Table ronde, les délégués belges n'avaient aucune idée de la véritable nature des concessions qu'ils venaient d'accepter, et dans ce sens il faut parler d'une débâcle plutôt que d'une capitulation. Par exemple une association tribale ayant revendiqué, en vertu de la loi traditionnelle africaine, la possession du sous-sol et de ses produits, la question de savoir si ce qu'on venait de signer à la Table ronde ne conduisait pas à l'expropriation des compagnies minières belges était posée dans les faits et la réponse se trouvait entre les mains des Africains et d'eux seuls. Au lieu donc d'aboutir à une harmonisation des rapports avec les Africains, à travers la planification des étapes destinées à conduire le Congo à l'indépendance, la Table ronde a produit un résultat diamétralement opposé ; au lieu de garantir à long terme les intérêts métropolitains, les questions les plus essentielles sont restées sans réponse, et finalement l'existence même du capitalisme belge au Congo a été soumise à la population africaine, c'est-à-dire à un facteur entièrement inconnu.

C'est au même inconnu que se trouvent soumis les rapports entre la France et le Mali et par suite tout le sort futur de la Communauté. Celle-ci était pourtant apparue, au moment ou de Gaulle l'instaura, comme une tentative parfaitement rationnelle et réaliste visant à contenir l'évolution africaine dans un cadre qui ne soit plus celui de l'impérialisme de l'époque précédente mais qui demeure favorable au capitalisme métropolitain et continue par conséquent la domination par celle-ci de la force de travail africain. Pour réussir, la Communauté devait s'assurer l'appui des dirigeants politiques noirs et, dans les mois qui suivirent le référendum, le ralliement de ceux-ci parut global et sans faille. D'autre part le futur de la Communauté paraissait d'autant moins menacé que les dirigeants avaient réussi à entraîner derrière eux la totalité de la population et qu'au moment du référendum les oui furent en nombre écrasant (sauf, évidemment, en Guinée) jusque dans Dakar, ou de Gaulle avait pourtant été injurié et hué quelques mois auparavant. Mais ce « oui » massif contenait déjà le « non » qui se manifeste actuellement. Car si les populations noires ont voté « oui », c'est parce que la Communauté leur semblait synonyme d'indépendance. Dès ce moment c'est le sens que la population noire a donné au terme de Communauté qui a tendu à prévaloir sur les intentions des dirigeants africains et français. Là où s'était manifesté l'opposition la plus violente à de Gaulle avant le référendum, c'est-à-dire au Sénégal et au Soudan, les dirigeants locaux ne purent maintenir leur

domination qu'en court-circuitant les groupes nationalistes et proguinéens et en reprenant tel quel l'ensemble de leur programme. C'est pourquoi on vit les mêmes gens mener simultanément deux politiques radicalement contraires. La constitution de la Fédération du Mali, l'élimination de la vie politique des dirigeants et des groupes qui avaient pris position contre la Communauté, la transformation du RDA et de l'UGTAN en organisations purement maliennes, toutes ces mesures étaient dirigées directement contre la Guinée, contre Sékou Touré et contre la politique d'indépendance complète et de rupture de *tous* les liens avec la France. Mais au même instant, le Mali devient indépendant et la politique des dirigeants ne se distingue pas de celle des gens qu'ils répriment.

Pour comprendre le revirement des dirigeants du Mali qui, après avoir identifié leur sort à celui de la Communauté, disloquent celle-ci en accédant à l'indépendance, l'attitude de la population locale n'est pas le seul facteur à entrer en ligne de cause. Ici encore, c'est vers la Guinée qu'il faut regarder. En rompant d'un seul coup presque tous les liens entre son pays et la France, Sékou Touré a aussitôt bénéficié des gigantesques avantages d'une position neutraliste entre les blocs américain et soviétique. Gigantesques dans le sens que ce qui peut être acquis de l'URSS et des USA n'a aucune espèce de comparaison avec la manne dérisoire que la France délivre au compte-gouttes aux dirigeants africains dans l'espoir de les retenir au sein de la Communauté. Gigantesques également parce que ni l'URSS ni les USA, en raison de la concurrence qu'ils se livrent à propos des pays sous-développés, n'ont intérêt à doser leur aide économique de conditions politiques, laissent les dirigeants libres d'employer à leur guise les fonds prêtés le plus souvent à perte, et n'hésitent pas à investir dans des secteurs que le capitalisme français a toujours refusé de développer de peur de créer une concurrence africaine à sa propre production. L'exemple de la Guinée a donc eu une influence capitale sur les dirigeants du Mali en prouvant qu'il leur serait infiniment avantageux de rompre avec la France, alors qu'il y a un an le grotesque et bavard Senghor prédisait la ruine à court terme de la Guinée et laissait, comme tous les imbéciles, l'histoire « être juge » de la justesse de son option en faveur de la Communauté. L'évolution n'a pas été différente, quant au fond, dans le cas de Madagascar.

Bien que de Gaulle continue de parler de la Communauté « où chacune est à sa place, librement travaillant pour le bien commun », comme si elle avait encore un avenir, les dirigeants français sont en train de s'apercevoir de nouveau, comme il y a 18 mois à Conakry, qu'ils n'ont rien à offrir qui puisse intéresser les africains. C'est également le cas des dirigeants britanniques qui découvrent qu'ils n'ont plus la moindre prise sur la réalité africaine et que tout ce qu'ils peuvent proposer ou exiger a à peu près autant de poids qu'un crachat sur la surface de l'eau.

L'année 1960 devait pourtant dans l'esprit du gouvernement anglais être décisive du point de vue des rapport avec l'Afrique orientale et conduire à la réorganisation rationnelle et planifiée de cette partie de l'Empire. En quoi cette réorganisation devait-elle consister ? Dans l'esprit des dirigeants britanniques il s'agissait essentiellement d'assurer une transition progressive vers l'indépendance (« juste car inévitable » comme l'écrit cyniquement l'*Economist*) qui tienne compte de plusieurs facteurs à la fois, et parfois de facteurs contradictoires. Une évolution brusquée risquait en effet de provoquer un durcissement de l'attitude des colons (dont le poids politique, dans ces colonies de peuplement, ressemble plus à celui des français d'Algérie, qu'à celui des colons blancs d'Afrique occidentale). Une évolution trop prudente aggraverait au contraire la crise au Kenya, en Rhodésie du Nord et dans le Nyassaland dont la population noire se trouve en état de révolte permanente depuis plus d'un an. Il

s'agissait donc de trouver un compromis viable sur le rythme de l'évolution. Il était indispensable également que celle-ci se fasse avec le minimum d'intervention directe de la part de la population noire, sans par conséquent que la division de la société en dirigeants et exécutants soit menacée.

Tenant compte de ces diverses nécessités le plan que le Colonial Office a proposé à la Conférence sur le Kenya qui vient d'avoir lieu, visait à la fois à organiser dès maintenant la participation des noirs au gouvernement et à freiner l'évolution vers l'indépendance en dégageant, par le moyen d'un système électoral censitaire, une couche politique « conservatrice » relativement modérée. C'est ce plan, avec un élargissement du système censitaire, que les délégués noirs ont finalement accepté. S'agit-il d'une concession de leur part et donc d'une victoire des dirigeants britanniques « intelligents » ? Absolument pas. L'exemple du Ghana prouve que les noirs peuvent accepter n'importe quelle concession de forme, les conférences et les commissions, les systèmes électoraux censitaires, les gouverneurs, la reine d'Angleterre. L'essentiel reste en effet l'activité politique de la population noire. Si on tente de la limiter en instaurant un système électoral censitaire, la population continue tout simplement de faire de la politique en dehors de ce système. Si l'on accorde sur le papier l'essentiel des pouvoirs à un gouverneur, les choses ne sont pas changées d'une virgule, et, dans la réalité de la vie quotidienne, le gouverneur continue d'être aussi impuissant qu'auparavant. Si l'on cherche à établir un calendrier précis qui prévoie par exemple que le Kenya deviendra indépendant en 1962, le calendrier réel continuera d'être celui que les noirs auront choisi.

C'est parce qu'il a parfaitement compris l'impuissance totale où se trouve aujourd'hui son pays, que Macmillan s'est contenté au cours de sa récente tournée africaine de débiter un nombre de banalités absolument incroyable, pour conclure sur ce chef-d'œuvre de fumisterie : « l'essentiel, c'est d'arriver à comprendre l'autre type ». Car, comme l'écrit *Economist* (13 fév.) : « C'est la réaction aux mots (de Macmillan) qui compte et non ces mots eux-mêmes, non ce qu'il a dit ou eu l'intention de dire, mais ce que les Africains ont cru avoir entendu ».

Juxtaposé au cynisme impuissant des dirigeants métropolitains, ce qui se passe en Afrique présente un sens d'autant plus clair. L'évolution qu'on vient de rappeler n'a pas d'autre cause que l'intervention directe des populations noires dans les affaires de leurs pays, dont l'essence même de la société coloniale est de les exclure. A ce titre l'attitude des Africains a une valeur exemplaire et sans prix pour la population des métropoles. Car ni le fait que les luttes africaines ne se font pas au nom du socialisme, ni le développement bureaucratique et capitaliste auquel il ne semble pas qu'elles puissent échapper dans l'état actuel où se trouvent les prolétariats des pays industriels, ne doivent cacher qu'en assumant, même momentanément, la direction effective de leur vie, les Africains retrouvent le sens profond du socialisme et attestent que les hommes peuvent dominer leur histoire et lui donner une signification.

S. CHATEL.

Entretien avec un martiniquais

La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane assimilées, départementalisées, paraissent être des réussites de la colonisation française. Le français moyen pense qu'il n'y a pas de problème, et même que les habitants de ces départements lointains doivent être éperdument reconnaissants envers leur mère patrie qui a tant fait pour eux.

Pourtant, en janvier dernier, la population de Fort de France s'est révoltée.

Des faits on n'a pas dit grand chose ; les journaux français ont été fort discrets.

Un accident de la circulation place de la Savane entre un martiniquais et un blanc ; dispute, mais les deux conducteurs réconciliés vont boire un coup ensemble. C'est un dimanche matin, il y a beaucoup de promeneurs sur la place. Le patron d'un hôtel a téléphoné à la police ; les C.R.S. arrivent en force, des incidents éclatent et ils matraquent la foule. Des soldats martiniquais prennent parti contre les C.R.S. C'est l'émeute. La foule attaque les postes de police, les perceptions, brise les vitrines des métropolitains. Les manifestants sont jeunes dans l'ensemble ; ils crient : « vive Fidel Castro ! Indépendance ! ». La police tire : trois jeunes garçons sont tués.

Tous les partis politiques, Parti Communiste y compris, sont surpris de la violence, la détermination, les mots d'ordre des jeunes manifestants.

Au cours de la réunion d'information organisée à Paris, au Palais de la Mutualité, par les associations antillaises, le 14 janvier, on a constaté la même opposition entre les martiniquais d'un certain âge et les jeunes, groupés au fond de la salle.

Les plus âgés étaient navrés, effrayés, indignés contre les C.R.S., mais n'allaient pas plus loin. Les jeunes, au contraire, au cours de la réunion, ont posé le problème avec netteté : « Echapperons-nous au dilemme : assimilation ou guerre coloniale ? Serons-nous obligés de faire comme les algériens ? ». Ils ont été les seuls à faire allusion à l'Algérie. Pour eux, les événements de Fort de France ne sont pas un accident mais un signal. Les martiniquais, affirment-ils, sont démystifiés, ils ont appris à se reconnaître. Ils doivent prendre en main leurs propres affaires. Cette condition est préalable. L'assimilation est un marché de dupes.

*
**

J'ai demandé à un des responsables des associations antillaises ce qu'il pensait de ces événements et quel avenir il envisageait pour la Martinique.

— Comment expliquez-vous l'attitude résolue des jeunes martiniquais pour l'indépendance nationale ?

— Il est évident qu'à la Martinique les vieilles générations s'étaient accomodées du colonialisme. L'impérialisme français recrutait à la Martinique une bonne partie des cadres administratifs pour l'Afrique. Et les martiniquais, une fois en Afrique, étaient des administrateurs aussi durs que les français eux-mêmes. Aujourd'hui, la France a perdu l'Afrique, les jeunes intellectuels antillais n'ont plus de débouchés, et rester sous la tutelle coloniale de la France est exclu pour eux. Par-dessus le marché, nous sommes à une époque de libération nationale et Cuba n'est pas loin. Cuba a prouvé qu'un petit pays peut secouer la tutelle de l'impérialisme. La Martinique peut donc espérer arriver au même résultat sans effusion de sang. A la Martinique et à la Guadeloupe, la réforme agraire est essentielle, on ne peut rien faire sans la participation des paysans. Cuba a montré comment dans un pays non socialiste on pouvait distribuer la terre. Il n'y a donc pas de dilemme : ou le maintien de l'ordre actuel ou le communisme.

La bourgeoisie martiniquaise a peur du communisme, mais actuellement 90 % des bénéfices sont pris par la France, et elle ne peut pas se développer. Elle se trouve donc amenée à avoir des positions progressistes. Dans un pays colonisé, la bourgeoisie nationale est toujours plus progressiste que dans un pays capitaliste. Mais si c'est la bourgeoisie qui joue le rôle essentiel dans la révolution, celle-ci ne sera pas achevée, car elle composera avec l'impérialisme français avant de l'avoir menée à son terme.

— Quelle solution envisagez-vous ?

— La véritable solution serait une Fédération indépendante des Antilles : Martinique-Guadeloupe-Guyane. Cette Fédération conser-

verait la langue française et passerait des contrats avec la France, car les Antilles sont de culture et de tradition françaises, mais ce serait un contrat d'égal à égal, dont le seul critère serait : l'intérêt Antillais et Guyanais.

— La Martinique peut-elle se passer de la France ?

— On dit souvent que la France est la vache à lait de la Martinique. Même des martiniquais le croient !

En apparence, la France a fait des grands frais pour la Martinique. On voit des routes, des hôpitaux, des crèches, des maternités, des écoles... L'Etat français a l'air d'avoir fait des gros efforts. Mais, face à ces dépenses, il faut voir :

1) La Martinique n'a pas de budget propre (les impôts sont perçus par et pour l'Etat français).
2) Le poids des impôts a été multiplié par 7 ou par 8 depuis 1946.
3) Les martiniquais se passeraient facilement d'une série de dépenses faites dans l'intérêt des ressortissants français : entretien des CRS et d'une petite armée, prime d'installation aux fonctionnaires, etc.

Lorsque l'Etat français dépense pour la Martinique un million, la moitié de cette dépense est faite pour les français installés là-bas et non pour les martiniquais.

De plus, les travaux sont confiés à des entreprises métropolitaines et les bénéfices ainsi réalisés vont en France.

Autres exemples :

La Compagnie Transatlantique demande un taux de fret trois fois supérieur au taux mondial ; ils ont ainsi prélevé sur l'économie martiniquaise, en 1956, plus d'un milliard et demi de surprofits, grâce au transport des bananes.

Pour transporter de l'eau minérale de Fort de France à la Guadeloupe, cette compagnie demande un prix plus élevé que du Havre. Ceci pour éviter la concurrence des produits martiniquais à la Guadeloupe. Et c'est la même chose pour tous les produits que les martiniquais essaient d'exporter.

Par contre, le prix des denrées importées de France est supérieur de 30 à 40 % au cours mondial. C'est encore une manière de prélever une dime.

Les anciens colons, usiniers à la Martinique, placent leurs bénéfices hors de l'île.

Si on compare d'un côté les dépenses faites par l'Etat, en comptant même les services superflus, de l'autre les impôts, les surprofits de la Compagnie Transat et des usiniers, on voit que la balance penche fortement du côté des impôts et des surprofits.

D'autre part, l'impérialisme français ne peut aider la Martinique à s'industrialiser ; quand il accepte de le faire ce n'est que pour des produits complémentaires.

Exemple : à la Martinique il y a du ciment, la France refuse qu'on l'exploite et exporte à la Martinique un demi milliard de francs de ciment par an.

— On parle souvent de l'œuvre culturelle de la France dans ses anciennes colonies ; qu'a-t-elle fait à la Martinique ?

— Au sujet de la scolarisation, il y a beaucoup à dire en plus des ancêtres gaulois de nos manuels d'histoire. Le taux de scolarisation est important, c'est vrai, mais dans quel but ? et à qui cela a-t-il profité ?

L'école a surtout servi à former des cadres administratifs. Les martiniquais servaient de cadres à la France dans les autres colonies. Les frais d'études de ces cadres sont d'ailleurs payés par la collectivité martiniquaise. Et ces cadres administratifs ne sont pas revenus à la Martinique. Si nous avions dirigé nos propres affaires, nous aurions formé des cadres techniques.

Nous ne partageons pas l'appréciation du martiniquais qui s'exprime ici. Si nous trouvons, en gros, correcte la caractérisation qu'il donne des forces sociales qui sont en jeu à la Martinique, nous ne sommes pas d'accord avec lui sur la perspective où il se place.

Ce qu'il reproche à la bourgeoisie martiniquaise c'est de n'être pas capable de s'engager à fond et jusqu'au bout dans la lutte pour l'indépendance. Quant au contenu qu'il propose à l'indépendance, ce n'est pas autre chose qu'une gestion vraiment appropriée aux intérêts nationaux de la Martinique, par opposition à la gestion actuelle qui subordonne ces intérêts à ceux de la métropole et à ceux d'entreprises comme la Transat qui tirent profit de la sujétion coloniale.

Nous pensons, que l'important n'est pas de savoir si la bourgeoisie parviendra à conduire le pays à l'indépendance ou pas — ce qu'elle a réussi dans un certain nombre de cas — car cette indépendance ne modifie pas réellement le rapport de classe. Nous attachons une valeur en elle-même à la lutte pour l'indépendance dans la mesure où la population entière y participe activement et prend conscience, à travers elle, de sa condition exploitée et de sa capacité de modifier par la lutte cette condition. Mais un révolutionnaire ne peut pas participer, sans plus, à une lutte pour l'indépendance si le seul résultat de celle-ci est de substituer à l'exploitation impérialiste l'exploitation par la bourgeoisie nationale. La tâche est de poser, à travers la lutte contre l'exploitation étrangère, le problème de la lutte pour la suppression de *toute* exploitation.

A propos de "Come back, Africa"

Le folklore est la seule image des noirs officieusement exportable d'Union Sud-Africaine. C'est pourquoi *Come back, Africa* a été tourné clandestinement : le projet officiel du réalisateur, Rogossin, était un documentaire sur les musiciens noirs des rues de Johannesburg ; en fait, le film pose, et dans les termes les plus dépouillés et les plus vivants à la fois, le problème central de la société Sud-Africaine. D'ailleurs, ce que l'on appelle le folklore a-t-il d'autres limites dans la réalité que celles des esprits bornés qui l'étudient, le cultivent ou le conservent ?

Come back, Africa raconte l'histoire de Zaccharias, mais cette histoire est l'Histoire même de la formation d'un prolétariat noir révolutionnaire, en Afrique du Sud. Condamné à la misère et à la famine dans une des réserves rurales où les noirs sont parqués, Zaccharias décide de rompre cette condition écrasante en s'engageant dans une mine d'or. Mais à la mine, il est encore parqué et il est encore coupé de tout débouché sur l'avenir par l'obligation de retourner dans son village à l'expiration de son contrat de travail. En outre, malgré l'intensité du travail et des conditions de vie dignes du bétail, il ne peut procurer à sa famille le supplément de ressources financières qu'il espérait ; bien au contraire : il est contraint de demander de l'aide à ses parents. Cependant, refusant encore une fois la condamnation que porte sur lui cette société moderne qui veut demeurer fermée, il se démène et obtient de l'administration un permis pour aller chercher du travail à Johannesburg. Là, s'il arrive à trouver un travail, à le garder, à obtenir la prolongation de son permis, à éviter les mille occasions d'être pris en défaut qu'offre généreusement aux noirs une législation totalement arbitraire, régissant tous les instants de leur vie et pour eux incompréhensible, Zaccharias aura une chance, non pas de prospérer, mais de vivre et de participer à une collectivité qui peut espérer, par son action, avoir prise sur cette vie.

Car à la ville se développe une société noire d'un type nouveau C'est encore une société close sur elle-même par la ségrégation, par la fermeture presque complète de toute espérance de promotion. Une

société dominée par l'exercice, froid, mécanique, organisé, de la violence et du mépris ; pénétrée même, jusqu'à un certain point, comme toute collectivité exploitée, par ces deux attitudes capitalistes puisque certains noirs croient trouver dans leur mise en application une solution personnelle au problème de leur existence — tel celui qui, profitant de l'arrestation de Zaccharias par la police, parce qu'on l'avait trouvé couché... avec sa propre femme (c'est interdit), s'introduit chez elle et la tue ; les blancs n'ont d'ailleurs que trop intérêt à laisser la jungle se reconstituer dans les quartiers noirs. Mais aussi, comme toute société soumise à l'exploitation capitaliste, celle des noirs d'Afrique du Sud se trouve face à face avec ses oppresseurs et face à face avec la nécessité de les renverser par la violence, si elle veut devenir vraiment maîtresse de sa condition. A partir du refus de l'agonie dans les réserves rurales, l'itinéraire qui conduit Zaccharias et les noirs d'Union Sud-Africain jusqu'aux faubourgs des grandes villes industrielles les conduit aussi jusqu'à la prise de conscience révolutionnaire.

Come back Africa est l'histoire de cette prise de conscience à travers une expérience réelle. C'est pourquoi, il est beaucoup plus qu'un document sur la vie des noirs en Afrique du Sud et on ne peut le comprendre si on le considère avec les yeux du sociologue objectif. En fait, de ce point de vue il ne nous apprend rien, et il faut toute l'hypocrisie du *Figaro* pour faire semblant de découvrir à travers ce film, la réalité « diabolique » de la société sud-africaine.

S'il n'est pas un document, ce film est encore moins, malgré certaines concessions de ce côté, dont nous reparlerons, un film d'art, ou une émouvante peinture en forme de plaidoyer : il n'a rien d'un équivalent cinématographique du *Massacre de Chio* ou autre. Les critiques esthètes qui ont admiré le dépouillement du style, le naturel des acteurs, le rythme des mouvements de foule, l'effet lancinant du tambour et sait-on quoi encore, ou qui ont trouvé des longueurs, donnent à penser que ce film est resté tout aussi clandestin pour eux que pour les autorités sud-africaines.

Car ce qu'il y a de véritablement révolutionnaire dans ce film interdit d'en parler à partir des idées reçues sur le cinéma. Il n'a pas été tourné avec la curiosité détachée du sociologue cinéaste, ni avec la passion, calculatrice de ses effets, de l'artiste ; il a été tourné, à la fois avec la passion des noirs dont l'histoire est racontée et avec l'intelligence sur leur propre condition que cette histoire leur apporte. A la limite, on peut dire que le parti que prend le réalisateur est d'exprimer et de rendre intelligible la condition de ces noirs à partir des seuls éléments de rationalité que contient leur propre expérience. Autrement dit, il ne s'agit pas ici d'interpréter cette condition à la lumière d'un quelconque humanisme ou d'une dialectique objective de l'Histoire, se déroulant indépendamment des hommes, etc... Que la seule lumière qui éclaire l'histoire soit celle de la conscience des hommes qui la vivent et par suite la font : c'est cette idée qui anime la conception de *Come back, Africa* ; c'est en elle que repose toute sa portée révolutionnaire. Et on voit bien comme il n'y a pas lieu ici de distinguer la « forme » du « fond », l'une étant révolutionnaire et l'autre pas, ou vice versa.

En effet, ce film, s'il voulait avoir un rapport à la réalité, ne pouvait pas prendre les prolétaires noirs comme des objets, — objets à documents ou objets à montage artistique — pour cette raison qu'ils ne sont pas des objets, mais très puissamment des « sujets », des êtres humains actifs et conscients, ainsi qu'ils le prouvent sans cesse par leur lutte contre l'oppression blanche. En Afrique, presque partout, et particulièrement, en Union Sud-Africaine, ce sont actuellement les noirs qui font l'Histoire. On ne peut donc faire un film sur eux — ou ce sera raté ; ou fait leur film.

Et de fait, dans *Come back, Africa,* par moments, la camera est à un tel point soumise aux « sujets » du film, c'est-à-dire aux hommes vivants, que l'on atteint aux limites du spectacle. Par exemple, dans

une longue séquence où un groupe de noirs discutent, en buvant de la bière, sur leur condition et les possibilités de la transformer. Cette scène n'est pas simplement une tribune filmée. Bien sûr, ce que disent les participants est important et significatif ; mais le moment où ils le disent, l'est tout autant ; il n'est pas situé hors de leur vie, mais au contraire, les conditions de semi-clandestinité où se tient la réunion, la situation des divers participants, etc..., font de cet épisode le moment décisif et le plus significatif du récit lui-même. Or, pendant cette scène, d'un certain point de vue on peut dire que le cinéma cesse. La caméra assiste à la conversation, et nous avec elle ; nous sommes présents, non pas à l'insu des personnages, mais parmi eux — sans pour autant nous identifier à eux par l'intermédiaire de quelque nature humaine truquée : les hommes de cette réunion sont pour nous singuliers et parfaitement compréhensibles.

Avec un tel renoncement de la part de la mise en scène tranchent évidemment de façon surprenante les quelques bribes d'anecdotes misérabilistes qui traînent dans l'histoire de Zaccharias, et surtout les quelques « effets » qui jalonnent le film, y introduisent un rythme postiche, ne parviennent qu'à obscurcir la pureté de l'ensemble et parfois même troublent le spectateur qui se demande tout à coup si au fond on n'a pas voulu simplement lui raconter de façon ingénieuse une histoire émouvante pour le seul plaisir de lui procurer des émotions. Mais il est évident qu'il n'y a pas de récit sans anecdotes ni de mise en spectacle sans artifice, ne serait-ce que celui qui consiste à choisir tel élément de la réalité plutôt que tel autre. C'est pourquoi un tel cinéma, par sa logique conduit à la négation même du cinéma ; du point de vue de l'efficacité, il serait avantageusement remplacé par l'expression directe des « sujets » du film, s'adressant non plus à des spectateurs passifs, mais à des hommes actifs, comme eux, pour proposer non plus une image éloquente d'eux-mêmes, mais leurs idées, leurs actes exemplaires, leurs revendications.

Cette contradiction essentielle, sur laquelle butte un film tel que *Come back, Africa* (dans une certaine mesure aussi, *Moi, un noir* de Rouch) est la contradiction même de l'art révolutionnaire qui reconnait ne pas pouvoir se substituer aux hommes vivants pour rendre significative leur histoire.

F. CANJUERS.

A NOS LECTEURS

Socialisme ou Barbarie, pour continuer et se développer, enrichir son contenu et paraître plus fréquemment, a besoin de votre aide sur tous les plans.

— Il a d'abord besoin de vos critiques, de vos idées, de vos suggestions. Ecrivez-nous, pour nous dire votre accord ou votre désaccord avec les textes que nous publions. Ecrivez-nous pour dire ce que vous pensez. Ecrivez-nous ce qui se passe autour de vous, dans votre milieu de travail et de vie, quel qu'il soit. Vos lettres, textes ou témoignages seront publiés dans la revue.

— Il a besoin ensuite de votre aide pour sa diffusion. Vous pouvez faire connaître la revue autour de vous. Vous pouvez nous envoyer des adresses de personnes susceptibles de s'y abonner, auxquelles nous enverrons gratuitement des numéros spécimen. Vous pouvez nous envoyer des adresses de librairies qui pourraient la mettre en vente. Utilisez pour cela les bulletins imprimés joints à la fin du numéro.

— Il a besoin enfin de votre aide financière. Vous nous apporterez déjà une aide considérable si, au lieu d'acheter au numéro, vous vous y abonnez. Vous aurez en même temps la possibilité d'avoir, si vous le désirez, des contacts plus étroits avec nous, car un abonné est convoqué à des cercles d'études, des réunions de travail, etc. Vous pouvez contribuer à notre souscription financière permanente (CCP Paris 11987-19). Nous avons déjà publié une première liste de souscriptions dans notre dernier numéro ; le manque de place nous oblige de remettre la publication de la deuxième au prochain numéro.

CERCLES DE LECTEURS DE PROVINCE. — Des cercles *d'amis de la revue* existent déjà à Caen, Le Mans, Lyon, Montpellier, Nîmes. Les lecteurs de ces régions qui voudraient y participer sont priés de nous écrire.

D'autre part, des abonnés d'Amiens, Besançon, Grenoble, Lille, Marseille, Toulouse désirent entrer en contact avec des lecteurs de ces régions pour organiser des cercles de lecteurs. Prière d'écrire à la revue, qui transmettra.

« *POUVOIR OUVRIER* ». — Dans le dernier numéro paru du supplément mensuel ronéotypé de la revue, *Pouvoir Ouvrier* (N° 15, février 1960) on peut lire : Antifascisme et pleins pouvoirs. — Il faut un inspecteur... — Les mensuels à Alsthom (Belfort). — La grève des régleurs du Département 55 chez Renault.

Nous rappelons aux abonnés de la revue qu'ils peuvent recevoir *Pouvoir Ouvrier* en nous écrivant. Nous les invitons à nous envoyer des adresses de camarades qui pourraient s'y intéresser, et à faire des abonnés (2 N.F. pour 12 numéros).

CERCLES D'ETUDES DE *SOCIALISME OU BARBARIE*. — Le Cercle d'études que nous avons organisé depuis le mois de novembre a fonctionné avec succès. Sept réunions ont eu lieu jusqu'ici d'après le programme publié dans notre dernier numéro, et les exposés ont toujours été suivis de discussions intéressantes et animées, auxquelles ont participé la plupart des assistants. Les réunions ont lieu le vendredi à la Mutualité (Métro Maubert), à 20 heures 45. Nous rappelons les dates et les sujets des prochaines réunions :

25 mars : *La question coloniale.*
22 avril : *Le marxisme et la société contemporaine.*
6 mai : *Qu'est-ce que le socialisme ?*
20 mai : *Tâches actuelles.*

*
**

Le manque de place nous oblige de reporter à notre prochain numéro la publication de la correspondance que nous avons reçue et de la Table des matières de notre volume V qui s'achève avec le présent numéro.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A "SOCIALISME OU BARBARIE"

M. .....

demeurant .....

à ..... département d.....

souscrit un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie:*

— ordinaire
— soutien } (*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 196....

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)

C.C.P. PARIS 11987-19

Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

AIDEZ NOTRE DIFFUSION

1. Je demande qu'on serve gratuitement un spécimen de *Socialisme ou Barbarie* à

M. .....

.....

2. Les librairies suivantes seraient susceptibles de vendre *Socialisme ou Barbarie* (librairies universitaires, de sciences sociales, ou vendant des revues culturelles ou politiques de gauche) :

Noms et adresses .....

.....

.....

.....

.....

FAITES DES ABONNES

Je souscris un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie*

— ordinaire
— soutien

(*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 196....

pour M. .....

demeurant .....

à ..... département d.....

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

COLLECTIONS DE VOLUMES DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

MM. .....

demeurant .....

à ..... département d.....

demande le(s) volume(s) suivant(s) de la collection complète de *Socialisme ou Barbarie :*

Volume I, nos 1-6, 608 pages	5 N.F. le volume
Volume II, nos 7-12, 464 pages	
Volume III, nos 13-18, 472 pages	
Volume IV, nos 19-24, 1112 pages	10 N.F. le volume

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

4e année, no 17 **ARGUMENTS** 1er trimestre 1960

LA BUREAUCRATIE

Définitions

Bureaucratie, bureaucratisme, bureaucratisation, par Georges LAPASSADE.
Ce que n'est pas la bureaucratie, par Edgar MORIN.

Les Sociologues de la bureaucratie

Caractéristiques de la bureaucratie, par Max WEBER.
L'ambivalence bureaucratique (le rapport Eisenstadt, résumé par SAME DASSA).
La bureaucratie comme organisation et comme appareil, par M. MOTTEZ.
Individu et organisation selon les sociologues revisionnistes, par WARREN, G. BENNIS.
Le modèle de Merton : dysfonction de la bureaucratie.
L'aliénation bureaucratique, par Alain TOURAINE.

Systèmes administratifs et civilisation technicienne

Bureaucratie et division du travail, par Simone WEIL.
Bureaucratie et technicité, par Nora MITRANI.
Bureaucratie et technocratie, par Pierre FOUGEYROLLAS.
L'homme devant le système administratif, par Michel COLLINET.
Oligarchie et bureaucratie, par Jean-José MARCHAND.
Un propos de KAFKA sur la bureaucratie.

Bureaucratisation dans la culture

La bureaucratisation de la sociologie, par C. WRIGHT MILLS.
Bureaucratisation de la psychanalyse (extrait de L. EIDELBERG).
La bureaucratisation des loisirs, par H. RAYMOND.

Marxisme et bureaucratie

Bureaucratie et capitalisme d'Etat, par Raya DUNAYEVSKAYA.
Centralisme bureaucratique et centralisme démocratique, par GRAMSCI (introduction par R. PARIS).
La bureaucratie et la révolution, par Pierre NAVILLE.
Qu'est-ce que la bureaucratie ? par Claude LEFORT.

Rédaction-Administration : 7, rue Bernard-Palissy, Paris (6e). LIT. 39-03.
C.C.P. Arguments-Editions de Minuit, 180-43, Paris.
Abonnements (4 numéros) : 10 N.F. ; étranger : 15 N.F. ; soutien : 20 N.F.
Le numéro : 3 N.F.

PASSATO e PRESENTE

Rivista bimestrale — no 13 — gennaio-febbraio 1960

COMMENTI. — Una tematica sindacale moderna — Lo spettro del neocapitalismo — Le alternative de l'URSS 1960 — Fra storiografia e politica — Una magistratura senza timore e senza speranza — Sbloccare l'immobilismo : ma fermezza non fretta — Lettera dalla Sicilia — (di Franco Momigliano, Antonio Giolitti, Luciano Vasconi, Claudio Pavoni, m.m., ***, Paolo Sylos Labini).

STUART HALL, *Deperimento della coscienza di classe.*

RALPH SAMUEL, *Classi e coscienza di classe.*

REALTA' ITALIANA.
a. c., *Il PCI dopo il ventesimo congresso : due testimonianze.*

GIULIANA D'AMELIO, *La lotta politica del* 1956 *fra gli universitari e gli intellettuali comunisti di Roma.*

DOMENICO SETTEMBRINI, *La polemica a Pesaro sui fatti di Ungheria e l'opinione di Togliatti sull'intervento sovietico.*

MONDO CONTEMPORANEO.

LIVIO MAITAN, *L'Italia verso un decennio decisivo.*

GIOVANNI BUSINO, *Prospettive economiche e problemi demografici del Pakistan.*

Redazione e Amministrazione : Via Campo Marzio, 11, Roma. Tél. 687-108.
Abbonamento annuale L. 2.400 (Italia), L. 4.000 (Estero), sostenitore L. 10.000. Un fascicolo L. 500. Arretrato L. 500 + spese postali.

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir

Nouvelle série bimestrielle, N° XXVII/XXVIII — Août-Novembre 1959

Deuxième Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs. Rome 26 Mars-1er Avril 1959.

Tome II. — *Responsabilités des hommes de culture.*

Rapports de MM. DEI ANANG, S. REDDING, S. ALLEN, T. THEOBALDS, L. SAINVILLE, U. PIERRE-LOUIS, B. DADIE, M. ACHUFUSI, S. BIOBAKU, B. KAMIAN, TAITA TOWET, Rev. MBITI, R.-P. RALIBERA, V. MULAGO, N. AGBLEMAGNON, J. QUARTEY, M. LUBIN, E.-C. PAUL, M. TOURE, F. EKODO, G. SEKOTO, E. FAX, K. ANTUBAM, A. MANGONES, R. DUNBAR, P. VIEYRA, A. SEWEJE, DA CRUZ.

Poème, Communication, Messages.

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir

Nouvelle série bimestrielle, N° XXIX — Décembre 1959/Janvier 1960

Sommaire :

Alioune DIOP : *Impressions de voyage.*
J. SURET-CANALE : *La Guinée dans le système colonial.*
Diallo OUSMANE : *Connaissance historique de la Guinée.*
Georges FISCHER : *La signification de l'indépendance guinéenne.*

*
**

Poème de Paul NIGER.

*
**

Aimé CESAIRE : *La pensée politique de Sékou Touré.*
Jacques RABEMANANJARA : *Variations sur le thème guinéen.*

*
**

Chants révolutionnaires guinéens.

*
**

David Mandessi DIOP : *Autour de la réforme de l'enseignement en Guinée.*
Léonard SAINVILLE : *La presse française et la Guinée.*

*
**

George PADMORE n'est plus.

*
**

J. R. — *Discours du général de Gaulle devant l'Assemblée du Mali.*

Conditions d'abonnement : un an (six numéros) :
France et Colonies ..... 20 N.F.
Etranger ..... 23 N.F.
Abonnement de soutien ..... 30 N.F.
Rédaction et Administration : 42, rue Descartes, Paris (5e), Ode. 57-69.
C.C.P. Paris 59.36.25.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE ROUENNAISE (S.-M.)

DÉPOT LÉGAL 1er TRIMESTRE 1960

TABLE DES MATIÈRES

D. MOTHÉ : Les ouvriers et la culture 1

Jean-François LYOTARD : L'Etat et la politique dans la France de 1960 45

Sherwood ANDERSON : Lève les yeux (traduction d'Andrée LYOTARD) 73

DOCUMENTS

P. B. : Les kibboutz en Israël 77

P. JOURNET : Un exemple d'industrie à l'américaine : Péchiney 83

LE MONDE EN QUESTION

Les actualités : La grève du 1er février dans une école - « Pourquoi nous n'avons pas participé à l'arrêt national du travail du 1er février 1960 » - Une grève sauvage en Angleterre - Fin de la grève de l'acier aux Etats-Unis - « La bonne vie » - « Tragique méprise ...il l'avait pris pour un blouson noir » - Répression de l'antisémitisme et répression de la jeunesse 87

S. CHATEL : Les masses africaines et les plans européens de décolonisation - Entretien avec un Martiniquais - P. CANJUERS : A propos de « *Come back Africa* » - A nos lecteurs 103

SOCIALISME OU BARBARIE

A paraître dans les prochains numéros :

Sur le contenu du socialisme (suite)

◆

Le travaillisme britannique

◆

La civilisation américaine

◆

G. Lukàcs : Histoire et conscience de classe

◆

Les syndicats et le capitalisme moderne

◆

La place de la femme

◆

Idéologie révolutionnaire et culture capitaliste

◆

L'impérialisme et l'Islam

◆

Les Conseils ouvriers

◆

3 N.F. **Le Gérant : P. ROUSSEAU**